Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

114e année

17 juillet 1982
No 29

Éditeur officiel
Québec

Gazette officielle du Québec

Partie 1
Avis juridiques

114e année
17 juillet 1982
No 29

Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l' 6044
Associations coopératives, Loi sur les 6044
Avis divers 6046
Caisses d'épargne et de crédit, Loi sur les 6052
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le 6053
Code de procédure civile 6060
Compagnies, Loi sur les 5999-6061
Compagnies étrangères, Loi sur les 6022
Curatelle publique, Loi sur la 6066
Financement des partis politiques, Loi régissant le 6066
Ministères, Avis concernant les 6068
Renseignements sur les compagnies, Loi concernant les 6024
Sociétés de prêts et de placements, Loi sur les 6071
Soumissions, Demandes de 6071
Syndicats professionnels, Loi sur les 6073
Vente(s) par shérif 6074
Vente(s) pour taxes 6090

Dépôt légal — 1er trimestre 1968
Bibliothèque nationale du Québec
© Éditeur officiel du Québec, 1982

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend ses décisions officielles. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu :
La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement. On peut retrouver une liste des différents avis qu'elle contient en consultant la page sommaire de chaque édition.

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés dans la forme prescrite pour publication à la *Gazette officielle*. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, numéro de téléphone et le nombre de publications requis pour chaque avis.

Conditions générales :
Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 16 h, le vendredi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Dans les cas de publications urgentes (les ventes pour taxes de janvier sont traitées différemment) et des avis comportant des difficultés particulières au plan de la composition ou de la normalisation de la copie, les annonceurs sont priés de prendre arrangement en s'adressant par téléphone au numéro 418-643-5195 ou par écrit à l'adresse ci-dessous. À noter que nous ne pouvons réserver d'espace en vue d'une publication.

Pour les avis de ventes pour taxes devant être publiés deux fois en janvier, les textes doivent être reçus dans les cinq (5) premiers jours ouvrables de l'année pour en assurer la publication selon les exigences de la loi. Après cette date, ils seront retournés aux annonceurs.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés sous forme de mandat ou par chèque émis à l'ordre du ministre des Finances.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les intéressés sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication pour éviter des frais supplémentaires. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être reçues par écrit avant l'heure de tombée.

Tarif des annonces et abonnements :

1° Tarif d'abonnement

Le prix de l'abonnement annuel de cette édition est de 45 $ par année.

2° Tarifs spéciaux

L'abonnement annuel ne comprend pas la liste des titulaires de licence requise en vertu de la Loi sur la qualification professionnelle des entrepreneurs de construction (L.R.Q., c. Q-1).

Ces publications font l'objet d'une vente au numéro séparé à un tarif maximal de 30 $ l'exemplaire.

3° Tarif de vente au numéro séparé

Les numéros séparés de la *Gazette officielle du Québec*, sauf la publication mentionnée au paragraphe 2°, se vendent au prix de 4 $ l'exemplaire.

4° Tarif de publication

a) Le tarif de publication est de 0,60 $ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

b) Malgré le paragraphe *a*, le tarif de publication des avis de ventes pour taxes, autre que la première parution, est de 0,40 $ la ligne agate.

5° Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 $ les 100 mots.

6° Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 $ la douzaine.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit :

Georges Lapierre
Service de la Gazette officielle
1283, boul. Charest ouest
Québec G1N 2C9
Téléphone : (418) 643-5195

Toute correspondance concernant les abonnements ou tirés-à-part doit être adressée à :

Direction générale des publications gouvernementales
Service de la diffusion des publications
1283, boul. Charest ouest
Québec G1N 2C9
Téléphone : (418) 643-5150

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

AVIS JURIDIQUES

Compagnies (Partie 1) — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 21)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de la dénomination sociale de chacune des corporations suivantes:

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation
ATELIER DE THÉÂTRE MUSICAL QUÉBÉCOIS 1852-1294	LE CENTRE DES ARTS D'INTERPRÉTATION DE MONTRÉAL INC. *MONTRÉAL CENTER OF THE PERFORMING ARTS INC.*	81 11 06
CLUB DE MOTO-NEIGE LES AVENTURIERS DE LATULIPE INC. 1468-2702	LES AVENTURIERS DE LATULIPE INC.	76 11 08
ÉCOLE DE CONDUITE PONT VIAU INC. 1510-1819	SERVICES DE GESTION ANDRÉE BORDUAS INC.	78 01 16
INTRUSION-PREPAKT LIMITED 1130-0282	INTRUSION-PREPAKT LTÉE ..... *INTRUSION-PREPAKT LIMITED*	39 01 20
K. & K. MERCHANDISING CORP. 1111-2455	SOCIÉTÉ DE MARCHANDISAGE K & K INC. ..	62 09 14
LIBRAIRIE ROUGE INC. 1646-4554	NOUVELLES PUBLICATIONS INTERNATIONALES	80 08 25
LIGUE DE SOCCER-FOOTBALL SENIOR LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE 1635-2643	LIGUE DE SOCCER SENIOR LAVAL L.S.S.L. ...	79 04 05
MAISONNEUVE ALUMINUM PRODUCTS INC. 1231-7418	MAISONNEUVE ALUMINIUM INC.	72 04 24
MERCURY SPORTSWEAR MANUFACTURING CO. INC. 1201-8123	MANUFACTURE DE VÊTEMENTS SPORT MERCURY INC. *MERCURY SPORTSWEAR MANUFACTURING CO. INC.*	70 07 15
METRO TRUCKING LTD. 1275-5070	CAMIONNAGE MÉTRO LTÉE	70 08 06
MIKE'S AUTO AIR-CONDITIONING LTD. 1215-4654	MIKE (CLIMATISATION AUTOMOBILE) INC. ... *MIKE'S AUTO AIR-CONDITIONING INC.*	71 05 06
SCHAFER BROS. LTD. 1111-4410	SCHÄFER FRÈRES INC. ..... *SCHÄFER BROS. INC.*	61 05 30

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation
TRANSPORT JEAN-GUY COTNOIR (VAL D'OR) LIMITÉE *JEAN-GUY COTNOIR TRANSPORT (VAL D'OR) LIMITED* 1474-7737	DÉMÉNAGEMENTS J.G. COTNOIR (VAL D'OR) INC.	77 03 04

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Nouvelle adresse du siège social
BAZINET INC. 1104-9236	65 12 01	Communauté urbaine de Montréal
LA CRÉMERIE BAZINET INC. 1354-3301	74 03 04	Communauté urbaine de Montréal
DONDALAIN INC. 1291-9874	71 06 22	401, rue Queen, Rawdon
FERRO-FLEX CO. INC. 1192-8967	69 07 04	4115, Sherbrooke ouest, local 210, Westmount
HINDLEY & ASSOCIES INC. 1265-8118	62 12 20	3448, rue Stanley, Montréal
ROBERT PHARAND INC. 1464-0841	76 01 08	5625, boulevard Hamel, Sainte-Foy
SUPERMÉDIA INC. 1502-0639	76 02 10	475 Saint-Charles ouest, bureau 610, Longueuil

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Nouveau nombre d'administrateurs
LES BOUTIQUES NEWPORT INC. 1161-7059	54 04 12	4
LA CORPORATION DES MÉTIERS D'ART DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE 1627-5810	78 06 19	9
ALEX COUTURE INC. 1156-0620	58 12 05	5
LES ENTREPRISES EMMO INC. 1134-3928	68 04 18	3
ODYNO MINIÈRE INC. ..... (Libre de responsabilité personnelle) 1174-2046	53 11 26	5
PROGRESSIVE HOLDINGS INC. 1328-6760	53 09 15	5

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Dissolution (Article 28)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de dissolution
LES AGENCES R. CHAPDELAINE INC. 1843-2849	81 02 16	82 07 03
LES AMIS DU PENSIONNAT DE ST-LOUIS-DE-GONZAGUE INC. 1232-1493	68 12 03	82 07 26
APEX EQUIPMENT COMPANY LIMITED 1233-1856	40 07 11	82 07 16
CÉRAMIQUE BONBON QUÉBEC INC. 1642-4145	80 03 03	82 07 03
DURITY PAINT & LACQUER COMPANY LIMITED 1117-1428	45 11 06	82 07 23

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de dissolution
LES ÉQUIPEMENTS J.L.S. (MATANE) INC. 1367-1649	74 02 26	82 07 23
LES IMMEUBLES LOUVAIN INC. 1634-0705	79 02 26	82 07 10
PARTRIDGE PLUMBING INC. 1179-0565	65 07 23	82 07 03
LES TRANSACTIONS R.N. INC. 1470-8176	76 10 15	82 07 10

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Établissement ou changement du domicile légal (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Domicile légal
A.A.J.D.M. ASSOCIATION DES ANIMATEURS EN JEUX DRAMATIQUES DE MONTRÉAL 1852-0114	81 11 11	10814, rue Lajeunesse, Montréal
LES AMIES PAYSANNES 1852-6434	81 11 30	250, Pied-de-la-Montagne, Sainte-Marcelline-de-Kildare
BAZINET INC. 1104-9236	65 12 01	4750, rue Bourg, Saint-Laurent
THE BIB'N TUCKER (ROSEMERE) INC. 1238-7320	60 06 17	315, boulevard Labelle, Rosemère
LA CRÉMERIE BAZINET INC. 1354-3301	74 03 04	4750, rue Bourg, Saint-Laurent
ENTRAIDE UKRAINIENNE DE MONTRÉAL INC. 1339-6718	73 06 18	3150, boulevard Rosemont, local 4, Montréal
NORTH AMERICAN HANDBAGS LTD. 1264-9588	59 10 20	4115, rue Sherbrooke ouest, Montréal
LES OLYMPIQUES DE ROSEMONT INC. 1349-0875	72 01 10	6774, 44e Avenue, Montréal
PLACEMENTS ERCO INC. 1257-4604	67 06 21	1981, avenue McGill College, bureau 1100, Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Domicile légal
LES PLACEMENTS STRAUSS INC. 1111-0673	59 12 07	8465, rue Devonshire, Montréal
PLACEMENTS TOURVILLE INC. 1286-3973	71 08 24	1981, avenue McGill College, bureau 1100, Montréal
LES PRODUITS NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT LTÉE 1504-6451	76 08 17	8465, rue Devonshire, Montréal
SOCIÉTÉ PORTUGAISE DE PUBLICATIONS INC. 1850-1601	81 09 11	4348, avenue Coloniale, Montréal

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Fusion des corporations (Articles 18 et 224)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'il a accordé des lettres patentes autorisant la fusion des corporations suivantes:

Dénomination sociale de la nouvelle corporation et sa version	Dénomination sociale des corporations fusionnées	Date de fusion	Siège social
CLUB DE NATATION DE CHICOUTIMI INCORPORÉ 1856-7826	LE CLUB DE NATATION DES ÉCLAIRS DE CHICOUTIMI-NORD LE CLUB DE NATATION CHICOUTIMI LTÉE	82 05 13	Chicoutimi

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Lettres patentes supplémentaires

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
CLUB DES NAGEURS DE GRAND FOND DE BEAUPORT 1842-7666	81 02 04	82 06 18	De la dénomination sociale: CLUB DES NAGEURS DE BEAUPORT

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
CONSTRUCTION LANG LTÉE 1170-1976	59 08 31	82 06 17	1) De la dénomination sociale: CONSTRUCTION LANG LTÉE *LANG CONSTRUCTION LTD.*; 2) des objets.
CORPORATION DU CENTRE D'INITIATION À L'HISTOIRE DES GOÉLETTES DU ST-LAURENT INC. 1849-5085	81 08 21	82 06 28	Des objets
INSTITUT CANADIENS DES CONSEILLERS DE VOYAGES (QUÉBEC) *CANADIAN INSTITUTE OF TRAVEL COUNSELLORS (QUÉBEC)* 318-9956	72 02 17	82 06 15	De la dénomination sociale: INSTITUT CANADIEN DES CONSEILLERS DE VOYAGES (QUÉBEC & ATLANTIQUE) *CANADIAN INSTITUTE OF TRAVEL COUNSELLORS (QUÉBEC & ATLANTIC)*
LES MAGASINS KORVETTE LTÉE 1170-6835	58 10 30	82 04 14	Du capital-actions
MERCERIE BOIS-FRANCS INC. 1336-4849	73 02 08	82 05 27	Du capital-actions
METOFAB INC. 1125-0933	69 03 25	82 04 08	Du capital-actions
O.T.J. STE-ROSALIE 1269-0962	66 03 04	82 06 03	De la dénomination sociale: LOISIRS STE-ROSALIE INC.

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o

Compagnies (Partie 1A) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

Le directeur donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
LES ACCESSOIRES DE BUREAU ZOUBRIS INC. 1859-0182	82 06 18	Montréal
ALIMENTATION MOBILE BAIE-COMEAU INC. 1859-0398	82 06 21	Hauterive
ASSURANCES L. BERNATCHEZ & ASSOCIÉS LTÉE 1858-8657	82 06 15	Hull

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
AUTO-ÉCOLE RÉGIONALE 03 INC. 1858-9226	82 06 23	Québec
AUTOMOBILE DANIEL GUÉRIN INC. 1859-0760	82 06 23	Richelieu
BANQUETS HUGUETTE INC. 1859-0653	82 06 22	Chicoutimi
LE BAR-AUX-MAÎTRES INC. 1859-0141	82 06 18	Montréal
LES BOÎTES ORLÉANS INC. 1859-0125	82 06 18	Québec
BOUCHERIE CHEVALINE DU QUÉBEC INC. 1858-9143	82 06 21	Québec
BOUCHERIE LE BOEUF À LA MODE INC. 1859-0661	82 06 22	Chicoutimi
PAULINE BOURGEAULT AYOTTE, INC. 1858-8012	82 06 10	Montréal
R. CAMERON INC. 1859-0257	82 06 18	Beauce
CAMIONNAGE JEAN-YVES GAGNÉ LTÉE 1859-0430	82 06 21	Montréal
CARROSSERIE M. & A. INC. 1859-0133	82 06 18	Montréal
LES CHALETS LA MARTINIQUE INC. 1859-0281	82 06 18	Gaspé
CONSTRUCTION LANI (1982) INC. 1859-0224	82 06 18	Montréal
CONSTRUCTION SOKOL INC. 1859-0059	82 06 17	Longueuil
CORDONNERIE TURCOTTE INC. 1859-0331	82 06 18	Montréal
COUTURE PAUL ET PLUS INC. 1858-8269	82 06 14	Laval
LES DÉBOISEMENTS BERNIER INC. 1858-9127	82 06 18	Québec
DÉPANNEUR DU DOMAINE DES CÈDRES INC. 1859-0372	82 06 21	Beauce
DISTRIBUTIONS JAN INC. *JAN DISTRIBUTIONS INC.* 1858-9176	82 06 22	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
DOMAINE EN-HAUT INC. 1859-0471	82 06 21	Beauharnois
ÉCONOCONSEIL INC. 1858-9119	82 06 18	Québec
ÉLEVAGE GIARD INC. 1859-0539	82 06 22	Saint-Hyacinthe
ENDUITS TRANS-QUÉBEC INC. 1859-0778	82 06 23	Richelieu
LES ENTREPRISES ANDRÉ MONGEAU INC. 1859-0166	82 06 17	Joliette
LES ENTREPRISES CHAMP D'EAU INC. 1858-8889	82 06 17	Montréal
LES ENTREPRISES DANARCO INC. 1859-0505	82 06 22	Montréal
LES ENTREPRISES DENVAN INC. 1859-0315	82 06 18	Joliette
LES ENTREPRISES FORESTIÈRES DE L'ASSOMPTION INC. 1859-0562	82 06 22	Joliette
LES ENTREPRISES J.M.H. BLANCHETTE & FILS INC. 1859-0034	82 06 17	Drummond
LES ENTREPRISES JALIRE INC. 1858-8913	82 06 16	Longueuil
LES ENTREPRISES JUDES LANDRY LTÉE 1858-9036	82 06 17	Gaspé
LES ENTREPRISES MAURICE MÉTHOT INC. 1858-8897	82 06 17	Gaspé
LES ENTREPRISES ROCKO MÉTAL INC. 1859-0521	82 06 22	Chicoutimi
ÉPICERIE-DÉPANNEUR R. ST-GELAIS INC. 1859-0794	82 06 23	Rimouski
EXAGOR INC. 1859-0000	82 06 17	Joliette
LA FERME G.D.G. INC. 1859-0026	82 06 17	Beauce
LA FERME J.M. PÂQUET & FILS INC. 1859-0422	82 06 21	Rimouski
FERME LYNO INC. 1858-9200	82 06 23	Trois-Rivières

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
FERMES DES CHÊNES BLEUS INC. 1859-0414	82 06 21	Beauharnois
FIBRATECH (1982) INC. 1859-0612	82 06 22	Montréal
FLEURISTE LE PAVOT INC. 1858-8467	82 06 14	Montréal
GARAGE JACQUES RACINE INC. 1859-0299	82 06 18	Joliette
GARAGE LUCIEN VALLÉE & FILS INC. 1858-9044	82 06 17	Gaspé
GESSI CIE LTÉE 1859-0190	82 06 18	Terrebonne
GESTION ANDRÉ MEUNIER INC. 1859-0570	82 06 22	Montréal
GESTION ASSURANCES FOURNIER INC. 1858-8947	82 06 16	Montréal
GESTION F.C.C.O.Q. INC. 1858-9168	82 06 21	Abitibi
GESTION M. CÔTÉ INC. 1858-8962	82 06 17	Montréal
GESTION M. GAUTHIER INC. 1858-8970	82 06 17	Longueuil
GESTION M. MESSIER INC. 1858-8954	82 06 17	Montréal
GESTION PLUGEC INC. 1858-8988	82 06 17	Longueuil
GESTION REDEZ INC. 1858-8996	82 06 17	Longueuil
GESTION ZÉA INC. 1858-9150	82 06 21	Québec
GRAVURE RICHARD INC. 1858-9234	82 06 23	Québec
GROUPE CONSEIL TS INC. 1858-9218	82 06 23	Québec
LE GROUPE MOLIGNAK ÉLECTRIQUE LTÉE 1858-6131	82 06 04	Montréal
LES INVESTISSEMENTS SPORTIFS DE L'EST INC. 1859-0364	82 06 21	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
MAURICE KIROUAC & FILS INC. 1859-0307	82 06 18	Saint-Hyacinthe
LABORATOIRES PIEL INC. *PIEL LABORATORIES INC.* 1859-0356	82 06 18	Terrebonne
A. LAFORTUNE & ASSOCIÉS LTÉE 1858-9051	82 06 17	Montréal
JEAN LISÉ INC. 1859-0323	82 06 18	Bedford
LOCATION BRONZAGE SOLEIL INC. 1858-8152	82 06 11	Québec
LUMIR INC. 1858-9101	82 06 18	Québec
M.G.C. INVESTISSEMENT INC. 1858-9010	82 06 17	Québec
LES MARAÎCHERS UNIS DE LOTBINIÈRE INC. 1858-9135	82 06 18	Québec
J.-C. MASSICOTTE INC. 1859-0638	82 06 22	Québec
1858-9093 QUÉBEC INC. 1858-9093	82 06 18	Montréal
1859-0042 QUÉBEC INC. 1859-0042	82 06 17	Saint-Hyacinthe
1859-0109 QUÉBEC INC. 1859-0109	82 06 18	Terrebonne
1859-0265 QUÉBEC INC. 1859-0265	82 06 18	Saint-François
1859-0588 QUÉBEC INC. 1859-0588	82 06 22	Hauterive
1859-0687 QUÉBEC INC. 1859-0687	82 06 22	Hull
1859-1024 QUÉBEC INC. 1859-1024	82 06 15	Montréal
1859-1073 QUÉBEC INC. 1859-1073	82 06 16	Montréal
1859-1099 QUÉBEC INC. 1859-1099	82 06 18	Montréal
MORIN, TARDIF & ASSOCIÉS INC. 1859-0083	82 06 17	Saint-Maurice

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
MOTEL B. DUBÉ & FILS INC. 1859-0497	82 06 22	Rimouski
OVNI TÉLÉPORTEUR C.A. INC. 1858-9069	82 06 17	Longueuil
OXALIS CANADA LTÉE 1859-0679	82 06 22	Québec
PATRONEX INC. 1859-0786	82 06 23	Montréal
PAYSAGISTE BLAVE LTÉE 1859-0117	82 06 18	Longueuil
AU PIRATE (1982) INC. 1859-0463	82 06 21	Montréal
PISCICULTURE NEUVILLE INC. 1859-0737	82 06 22	Québec
PLACE VINCENT COIFFURE INC. 1859-0349	82 06 18	Laval
LES PLACEMENTS GUHARCONFILS INC. 1859-0885	82 06 23	Chicoutimi
LES PLACEMENTS GUY DESCHAMPS INC. 1859-0729	82 06 22	Québec
PLACEMENTS JEAN COUILLARD INC. 1859-0216	82 06 18	Québec
LES PLACEMENTS JULIE-MARC INC. 1859-0877	82 06 23	Chicoutimi
LES PLACEMENTS VISCARDI INC. 1859-0711	82 06 22	Québec
PLEIN-AIR NOMININGUE INC. 1859-0091	82 06 17	Labelle
LA PRODUCTION JONYVAN INC. 1859-0067	82 06 17	Bedford
LES PRODUCTIONS DU 3 JUILLET INC. 1859-0158	82 06 18	Montréal
PSYCHO-SANTÉ DE QUÉBEC INC. 1858-9085	82 06 18	Québec
RÉSIDENCE ROLLING HILLS INC. *ROLLING HILLS RESIDENCE INC.* 1859-0604	82 06 22	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
RESTAURANT ADRIATIK (1982) INC. *ADRIATIK RESTAURANT (1982) INC.* 1858-8756	82 06 15	Montréal
RESTAURANT CAMPBELL (1982) INC. 1859-0547	82 06 22	Gaspé
RESTAURANT L'ÉPIDAURE INC. 1859-0752	82 06 23	Montréal
LES RESTAURANTS EUROPA INC. 1859-0513	82 06 22	Beauharnois
RESTAURATION RAPIDE RAYS LTÉE *RAYS FAST FOOD LTD.* 1859-0273	82 06 18	Gaspé
ROLAND RHEAULT INC. 1858-9077	82 06 17	Trois-Rivières
ROBCO ALUMINIUM LTÉE 1857-1273	82 05 19	Montréal
RÔTISSERIE VENESSA INC. 1859-0232	82 06 18	Trois-Rivières
LES SERRES LÉVESQUE INC. 1858-9028	82 06 17	Gaspé
LE SERVICE DE RAMONAGE DE RIMOUSKI INC. 1858-9184	82 06 23	Rimouski
STATION SERVICE RUDY SAUVÉ INC. 1858-8939	82 06 16	Montréal
STATION-SERVICE P.J.L. INC. 1859-0018	82 06 17	Québec
SUPERVI-TECH INC. 1858-8871	82 06 16	Rimouski
TAXI VERSAILLES INC. 1858-5273	82 06 11	Montréal
REUL THIVIERGE ET FILS INC. 1858-9192	82 06 23	Roberval
VANGAU INC. 1858-8491	82 06 14	Abitibi
VÊTEMENTS EMMANUEL INC. 1859-0240	82 06 18	Montréal
VOYAGES AMOS INC. 1859-0596	82 06 22	Abitibi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	District judiciaire
VOYAGES MIRATOUR INC. 1858-8921	82 06 16	Terrebonne

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o

Délivrance d'un certificat de continuation

Le directeur donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
ATELIER DE MACHINERIE PROGRESSIVE DU CANADA LTÉE 1340-6814	73 10 04	82 06 17	
LES AUTOBUS ROLAND INC. 1335-8783	73 03 12	82 06 18	
B. L. R. CONSTRUCTION INC. 1117-9231	61 01 30	82 06 23	
LES BATELIERS DE PERCÉ INCORPORÉE 1331-0461	73 03 06	82 06 18	
BÉTONNIÈRE P.E. LABRECQUE & FILS INC. 1623-8420	78 02 28	82 06 18	
BICYCLETTES & ARTICLES DE SPORTS COPPI INC. 1350-0665	73 12 14	82 06 21	
BOYD. PONTIAC BUICK INC. 1337-7007	73 07 26	82 06 22	
BUREAU D'AFFAIRES CLÉMENT BESSETTE INC. 1357-7226	74 07 10	82 06 18	
CENTRE DE L'AUTO J. BEAUCHESNE INC. 1631-3801	78 11 21	82 06 22	
VIATEUR CHOUINARD & FILS INC. 1349-2657	72 09 14	82 06 16	
R. COMEAU CONSTRUCTION LTÉE 1142-5766	64 12 30	82 06 21	

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
COMPAGNIE MAROF LIMITÉE 1165-2930	32 02 02	82 06 22	
COMPOSITION A.L.C. INC. 1464-9115	76 02 11	82 06 22	PHOTO-TYPO INC.
CONSTRUCTION AL-AS LIMITÉE 1230-8482	70 04 13	82 06 17	LES ENTREPRISES AL-AS LTÉE
CONSTRUCTION RAYMOND TOURANGEAU INC. 1354-8755	74 02 25	82 06 21	
CONSTRUCTION RENEX INC. 1358-6326	74 08 14	82 06 17	
LES CONSTRUCTIONS COPPI INC. 1463-8787	75 12 22	82 06 18	LES CONSTRUCTIONS COPPI 82 INC.
CORDON BLEU (LIMITÉE) 1114-2361	39 11 23	82 06 23	1114-2361 QUÉBEC INC.
JEAN-LUC CORRIVEAU & ASSOCIÉS INC. 1476-5523	77 04 14	82 06 21	
DISTRIBUTIONS SOLEX INC. 1624-9328	78 04 04	82 06 17	
LES DISTRIBUTIONS SUD-BEC INC. 1632-3537	78 12 19	82 06 16	
EUGÈNE DOUCET LIMITÉE 1118-7028	32 12 10	82 06 22	
ECONOFAR INC. 1371-5693	75 03 05	82 06 22	
EMBALLAGE YVON BERNARD INC. 1503-4838	76 05 17	82 06 18	
LES ENTREPRISES DE RÉNOVATION CHAGNON LTÉE 1244-6886	68 08 23	82 06 01	
ENTREPRISES DE SOUDURE A.L. INC. .. 1501-2958	75 12 08	82 06 22	
LES ENTREPRISES MARC TARDIF INC. . 1334-3801	73 04 12	82 06 17	
ENTREPRISES TÉLÉ-CAPITALE LTÉE 1122-2486	61 03 16	82 06 17	
ÉPICERIE MAILLOUX INC. 1357-4397	74 09 11	82 06 21	

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
ESCOPHAR INC. 1510-7816	78 02 02	82 06 22	
FARKAS & VARGA TRANSPORT LTD. ... 1258-8422	67 05 19	82 06 15	CAMIONNAGE MÉTRO (1982) INC.
FENACO (1976) INC. 1465-0923	76 02 24	82 06 21	
LA FERME DU CAP INC. 1635-5026	79 04 17	82 06 17	
FORMCO INC. 1260-6307	64 01 15	82 06 16	
GAGNÉ, HUDON & DOW INC. 1254-4383	68 02 23	82 06 17	
J. GAGNÉ & ASSOCIÉS LTÉE 1508-7281	77 11 17	82 06 22	GAGNÉ & SAVARD INC.
GASTIER INC. 1211-1431	71 03 01	82 06 21	
GAULIN, LÉVEILLÉ ET ASSOCIÉS INC. . 1301-1523	63 08 05	82 06 21	
GERLAW INVESTMENT CORPORATION . 1262-7097	61 10 13	82 06 22	LA CORPORATION D'INVESTISSEMENT GERLAW *GERLAW INVESTMENT CORPORATION*
GESTION DIMMAR INC. 1639-5600	79 11 09	82 06 18	
ROLAND GODARD AUTOBUS INC. 1235-1573	70 08 24	82 06 18	
LE GROUPE MARCIL LTÉE 1274-0163	56 03 02	82 06 17	
LES GRUES MOBILES A.E. LEBLANC INC. 1508-2274	77 11 01	82 06 21	
JEAN-DENIS GUILLEMETTE INC. 1478-4805	77 06 13	82 06 16	
LES IMMEUBLES CATPAR LTÉE 1354-7260	74 02 13	82 06 21	
LES INDUSTRIES ACIFLEX INC. 1207-4258	71 04 21	82 06 21	
LES INVESTISSEMENTS GRAL INC. 1626-8609	78 05 25	82 06 18	

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
LAITERIE MONT ST-BRUNO INC. 1145-2190	55 07 06	82 06 21	
GABY LANDRY ET ASSOCIÉS (1979) INC. 1637-5990	79 07 12	82 06 22	PME COMMUNICATION INC.
YVON LEBRUN LTÉE 1272-1494	53 12 18	82 06 21	
LES MAÇONNERIES GILLES OUELLET INC. 1320-0977	72 05 16	82 06 16	
LA MAISON DU TAPIS DE RIVIÈRE-AU-RENARD INC. 1640-0434	79 11 26	82 06 21	
LES MINES UNITED SISCOE INC. 1275-8611	1923 05 23	82 06 18	
OXYGÈNE AMPRO LTÉE 1160-8825	60 01 29	82 06 22	
PARC D'AMUSEMENT DEUX MONTAGNES INC. 1146-0540	64 11 18	82 06 15	
PARC-AUTOS MID-TOWN (1971) INC. 1275-6102	71 11 09	82 06 22	
PAVILLON STE-MARIE INC. 1297-9662	66 05 18	82 06 15	
R. PELLETIER ET C. RIOUX INC. 1250-0161	71 03 24	82 06 18	LES ASSURANCES PELLETIER, DUBÉ & LAPOINTE INC.
W.H. PERRON & CIE LTÉE 1100-3951	1928 11 05	82 06 17	
LES PLACEMENTS CÉVIBEL LTÉE 1356-5924	74 05 16	82 06 18	
LES PLACEMENTS CLAUDE DURIVAGE INC. 1503-3798	76 05 10	82 06 17	
LES PLACEMENTS PAUL ROY INC. 1279-2131	67 12 14	82 06 16	
LES PLACEMENTS R. COMEAU LTÉE 1631-4817	78 11 20	82 06 21	
PLACEMENTS R.H. LTÉE 1637-4670	79 07 05	82 06 21	

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
PRODUITS ÉLECTRONIQUES VANDOR LTÉE 1369-5762	74 09 06	82 06 16	PIERRE ALAJARIN INVESTISSEMENTS LTÉE
PRODUITS POUR TOITURES FRANSYL LTÉE 1473-7142	77 01 31	82 05 07	
RÉFRIGÉRATION M.P.D. INC. 1628-2071	78 07 11	82 06 16	
RESTAURANTS MURRAYS LTÉE 1102-4361	1926 04 09	82 06 21	
SACHAREN FRÈRES (1966) INC. 1114-3930	65 10 19	82 06 16	
E. SAUVÉ LTÉE 1104-7826	44 04 11	82 06 22	
SERVICE CENTRAL INC. 1644-1156	80 04 30	82 06 23	
STRUCTURES F.G. INC. 1477-8534	77 05 19	82 06 14	
SYNCHRO-RYTHME MONTRÉAL INC. 1283-1996	71 08 25	82 06 21	PRODUCTIONS PUBLI-SYNC LTÉE
TÉLÉCÂBLE DES MILLE-ÎLES INC. 1368-6340	74 07 24	82 06 17	
ROBERT VERRIER & FILS LTÉE 1282-5709	64 05 27	82 06 16	

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Délivrance d'un certificat de fusion

Le directeur donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
RAYMOND CÔTÉ INC. 1840-4178	JEAN DERO INC. PLACEMENTS JO-KI INC. RAYMOND CÔTÉ (1976) INC. 1840-1943 QUÉBEC INC.	80 11 01	Québec
LES ENTREPRISES J. - P. MORIN INC. 1859-1487	LES ENTREPRISES J.-P. MORIN INC. LES IMMEUBLES CADRE INC.	82 07 01	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
CLAUDE MARCOUX LTÉE 1859-2014	GESTION JEAN GARNEAU INC. CLAUDE MARCOUX LTÉE	82 07 01	Québec
MATELAS LION D'OR (1978) INC. . 1859-2170	MATELAS LION D'OR (1978) INC. LES PRODUITS MANUFACTURES LION D'OR INC.	82 06 25	Chicoutimi
PAPETERIE RICHELIEU INC. 1859-2303	PAPETERIE RICHELIEU INC. LES SOCIÉTÉS DE GESTION PANFAD INC.	82 07 01	Richelieu
POUDRIER & BOULET LTÉE 1859-2022	POUDRIER & BOULET LIMITÉE 1648-4594 QUÉBEC INC.	82 06 30	Québec
ROLLAND, LAFAILLE & MORIN INC. 1859-2378	ROLLAND, LAFAILLE & MORIN INC. ROLLAND, LAFAILLE & MORIN & ASS. INC.	82 06 30	Montréal

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY

Délivrance d'un certificat de modification

Le directeur donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de la modification	Modification
ALIMENTATION DE HUIT À ONZE INC. 1857-6355	82 04 30	82 06 17	1) Du capital-actions; 2) des dispositions.
LES BÉTONS LONGUEUIL (1982) INC. .. 1854-6804	82 02 05	82 06 21	1) Du capital-actions; 2) des dispositions.
BRASSETTE ABITIBI INC. 1846-4255	81 05 14	82 06 18	De la dénomination sociale: CONSTRUCTION D.B.V. ET ASSOCIÉS LTÉE
ENTREPRISE JANFOR INC. 1629-0801	78 08 16	82 06 17	De la dénomination sociale: ENTREPRISE DE CONSTRUCTION R. JANSON INC.
FRUITS ET LÉGUMES TASCHEREAU INC. 1628-6650	78 07 31	82 06 18	Du capital-actions
INVESTISSEMENTS ABCD INC. 1251-8429	65 03 22	82 06 18	Du capital-actions
LABORATOIRES CHOISY LTÉE 1341-9411	49 04 21	82 06 22	Du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de la modification	Modification
LOCATION MARTIN INC. 1122-9598	59 10 28	82 06 08	De la dénomination sociale: LOCATION HOLAND (QUÉBEC) LTÉE *HOLAND LEASING (QUÉBEC) LTD.*
MANOIR 77 INC. 1640-1473	79 11 30	82 06 18	Du capital-actions
MENUISERIE DU TROPHÉE DU QUÉBEC INC. 1851-7987	81 10 27	82 06 17	Du district: Longueuil
1842-9563 QUÉBEC INC. 1842-9563	81 02 06	82 06 17	1) De la dénomination sociale: IMMEUBLES 1170 INC.: 2) du nombre des administrateurs: minimum 1, maximum 9.
1844-1378 QUÉBEC INC. 1844-1378	81 03 11	82 06 18	1) De la dénomination sociale: SYSTÈMES MULTIDISCIPLINAIRE D'INFORMATION À RÉFÉRENCE SPATIALE SMIRS INC.: 2) du district: Montréal.
1848-0285 QUÉBEC INC. 1848-0285	81 06 25	82 06 18	Du nombre des administrateurs: minimum 1, maximum 5
1851-7854 QUÉBEC INC. 1851-7854	81 10 27	82 06 15	1) Du district: Terrebonne; 2) du capital-actions.
1851-7862 QUÉBEC INC. 1851-7862	81 10 27	82 06 15	1) Du district: Terrebonne; 2) du capital-actions.
1852-0189 QUÉBEC INC. 1852-0189	81 11 11	82 06 18	De la dénomination sociale: AUTO-ÉLECTRICITÉ (1982) LTÉE
1852-9503 QUÉBEC INC. 1852-9503	81 12 04	82 06 18	De la dénomination sociale: GESTION FORTIER & LABONTÉ INC.
1853-2960 QUÉBEC INC. 1853-2960	81 12 15	82 06 17	1) De la dénomination sociale: GESTION MARCEL GADOUA INC.: 2) du capital-actions.
1853-2978 QUÉBEC INC. 1853-2978	81 12 15	82 06 17	1) De la dénomination sociale: GESTION ROBERT GADOUA INC.: 2) du capital-actions
1853-6656 QUÉBEC INC. 1853-6656	81 12 29	82 06 16	De la dénomination sociale: PLACE-FOR INC.
1854-2993 QUÉBEC INC. 1854-2993	82 01 22	82 06 07	De la dénomination sociale: DÉVELOPPEMENT, MARKETING, COMMUNICATION A.D. INC.
1857-2586 QUÉBEC INC. 1857-2586	82 04 22	82 06 18	Du district: Québec
1858-0191 QUÉBEC INC. 1858-0191	82 05 12	82 06 22	De la dénomination sociale: BAR CAFÉ CONFETTI INC

Dénomination sociale	Date de constitution en corporation	Date de la modification	Modification
1858-0381 QUÉBEC INC. 1858-0381	82 05 13	82 06 23	De la dénomination sociale: MALGAM CONSTRUCTION INC.
1858-4052 QUÉBEC INC. 1858-4052	82 05 25	82 06 16	De la dénomination sociale: LES CRÉATIONS AUDIO-VIDÉO LORRAINE INC.
1858-5083 QUÉBEC INC. 1858-5083	82 05 28	82 06 17	De la dénomination sociale: LES ENTREPRISES CLARJAC INC.
RESTAURANT LE BILBOQUET INC. 1840-9706	80 11 27	82 06 18	1) Du capital-actions; 2) des dispositions; 3) du nombre des administrateurs: minimum 1, maximum 5
SERVICES DE POMPES S.P. INC. 1854-5475	82 02 02	82 06 21	De la dénomination sociale: CONTRÔLE L.O.G. INTERNATIONAL LTÉE
SOCIÉTÉ DE GESTION LES SABLONS INC. 1841-2718	80 12 02	82 06 16	De la dénomination sociale: H. COLAS & ASSOCIÉS INC.

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o

Délivrance d'un certificat rectifié/complété

Le directeur donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
CONSULTANTS EN ÉCONOMIQUE CANBEK INC. ..... *CANBEK ECONOMIC CONSULTANTS INC.* 1471-1360	Modification	81 07 30	82 06 30
LES EXCAVATIONS G.B. INC. 1645-5537	Constitution	80 06 20	82 06 25
GESTIONS GÉRARD MÉNARD INC. 1847-9428	Constitution	81 06 22	82 06 30

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o

Compagnies (Partie 3) — Loi sur les

Lettres patentes

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	Siège social
ADER DE LA MATAPÉDIA INC. 1858-1678	82 06 03	Amqui
AGENCE DE SERVICE DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL « LA GIROFLÉE » 1856-6356	82 04 02	2, 7e Rue, Forestville
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DES ARCAHAIENS DU QUÉBEC 1858-3849	82 06 14	Montréal
L'ASSOCIATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL . 1858-3351	82 06 08	1455, rue Peel, local M-15, Montréal
ASSOCIATION DES CADRES DE RADIO-QUÉBEC 1858-5281	82 06 11	800, rue Fullum, Montréal
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU PETIT BRANDON 1857-7213	82 05 14	Saint-Gabriel-de-Brandon
ASSOCIATION RÉGIONALE ÉQUESTRE WESTERN BEAUCE-MÉGANTIC 1854-9378	82 02 15	Route 204, Audet
ASSOCIATION SAMA-DI QUÉBEC INC. 1858-1561	82 06 02	3455, rue St-Hubert, Montréal
ASSOCIATION SHALOM POUR LA SOBRIÉTÉ 1858-3922	82 06 14	47½, rue Duhamel, Hull
L'ATELIER DE RÉALISATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES « POST-SCRIPTUM » INC. 1858-1793	82 06 03	2539, chemin Ste-Foy, app. 204, Sainte-Foy
CENTRE D'AIDE ET D'INFORMATION POUR LES FEMMES DE CHARLESBOURG ET DES ARRIÈRES-PAYS 1857-1513	82 04 27	1313, avenue Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides
CENTRE DE RESSOURCES UNIVERSITAIRES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (C.R.U.D.I.) 1858-7642	82 06 18	Université Laval, Sainte-Foy
CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT COGNITIF POUR L'ÉMERGENCE D'UNE CONSCIENCE MONDIALE 1856-4112	82 06 07	500, François, app. 501, Île-des-Soeurs

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	Siège social
LES CHAMPIONNATS DU MONDE DE GYMNASTIQUE 1985 1858-1785	82 06 03	Montréal
CHOEUR GUILLAUME-COUTURE 1857-9334	82 06 10	4546, av. Old Orchard, Montréal
CLUB DE BALLON-BALAI LES BRAVES (ST-ALEXIS) INC. 1858-3492	82 06 09	Saint-Alexis-des-Monts
CLUB DE BASEBALL DE ST-ALEXIS-DES-MONTS INC. . 1858-1728	82 06 03	Saint-Alexis-des-Monts
CLUB DE L'ÂGE D'OR DE SAGARD 1858-7469	82 06 16	213, route 170, Sagard
CLUB DE L'ÂGE D'OR DE SAINT-PIE X DE RIMOUSKI 1856-6364	82 06 15	373, avenue de la Cathédrale, Rimouski
CLUB DE PHOTO CENT DÉCLICS 1858-7253	82 06 14	Amos
CLUB D'ESCRIME LAGARDÈRE 1858-1454	82 06 01	140, rue St-Joseph sud, Alma
CLUB NAUTIQUE DE MACAMIC INC. 1858-7451	82 06 16	Macamic
CLUB RADIO AMATEUR LA SARRE INC. 1857-7767	82 05 19	66, Bordeleau est, La Sarre
CLUB SOCIAL DES PATROUILLEURS DE SHERBROOKE 1858-3765	82 06 11	272, rue Island, Sherbrooke
COMITÉ DE CITOYENS DE PETIT-PABOS, GRANDE-RIVIÈRE OUEST ET GRANDE-RIVIÈRE 1858-1686	82 06 03	Grande-Rivière
COMITÉ DE HOCKEY MINEUR LAFLÈCHE 1857-1984	82 04 30	5900, boulevard Cousineau, Saint-Hubert
COMITÉ DE LOISIR CAMPING PARADIS 1859-1032	82 06 15	161, chemin Paradis, rang Frédéric, Saint-Félix-de-Valois
COMITÉ DES LOISIRS DE LETANG 1856-9442	82 05 25	104, route 101, Letang
COMITÉ DU CARNAVAL DE FORT COULONGE INC. 1857-1380	82 04 26	Fort-Coulonge
CONSEIL DES USAGERS DES MÉDIAS DE LA SAGAMIE INC. 1857-7593	82 05 18	443, rue Collard ouest, Alma

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	Siège social
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION DE LA POCATIÈRE (C.D.E.R.P.) 1858-7352	82 06 16	La Pocatière
LA CORPORATION DES FERMIÈRES DE VAL-BRILLANT, INC. 1856-7420	82 05 07	Val-Brillant
CORVÉE-HABITATION 1858-9424	82 06 23	Montréal
COURONS TREMBLANT INC. 1857-7635	82 05 18	Mont-Tremblant
ÉCOLE DE BASEBALL JUNIOR DE DRUMMONDVILLE INC. 1858-1900	82 06 04	Drummondville
ENSEMBLE ANTOINE-PERREAULT 1855-1465	82 04 20	Rimouski
FONDS DU PRIX ANNUEL DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE SCIENCES DU QUÉBEC 1858-3740	82 06 11	1500, boulevard de Maisonneuve ouest, Montréal
FOYER DE CULTURE POPULAIRE DE SHERBROOKE INC. 1858-1447	82 06 01	Sherbrooke
INSTITUT ÉDUCATIONEL BORQTAQ INC. ..... *BORQTAQ EDUCATIONAL INSTITUTE INC.* 1857-7742	82 06 11	Kuujjuaq
JOURNAL LOCAL DE SAINTE-SOPHIE DE LÉVRARD 1858-7410	82 06 16	Sainte-Sophie-de-Lévrard
LIGUE DE BALLE LENTE LES PATRIOTES DE VALLEYFIELD INC. 1857-1794	82 04 28	Salaberry-de-Valleyfield
LIGUE DE BALLE-MOLLE DE LAC-AU-SAUMON INC. ... 1857-9714	82 05 26	14, rue du Cénacle, Lac-au-Saumon
LIGUE DE DÉVELOPPEMENT DES SPORTS DE MOISIE . 1858-7808	82 06 18	Moisie
LIGUE INTERMÉDIAIRE DE BALLE MÉTABETCHOUAN 1857-7890	82 06 14	81, rue St-André, Métabetchouan
LIVR-O-THÈQUE STE-ANNE-DES-PLAINES INC. 1857-9979	82 05 31	Sainte-Anne-des-Plaines
LOISIRS ST-AUGUSTIN DE VALLEYFIELD INC. 1858-7766	82 06 18	Salaberry-de-Valleyfield
LES LOISIRS ST-MARTIN DE SHERBROOKE INC. 1858-3526	82 06 09	Sherbrooke

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution en corporation	Siège social
MÉDIA PHILIPPIN CANADIEN INC. ..... *PHILIPPINE-CANADIAN MEDIA INC.* 1857-1482	82 05 10	1855, du Havre, app. 216C, Montréal
MIAOUF ADOPTION POUR ANIMAUX INC. 1855-9914	82 04 14	595, Grande-Allée, Mont-Saint-Hilaire
LE PARADOS INC. 1857-3535	82 05 03	Montréal
PATATRAS 1852-6780	81 12 02	Saint-Hubert
POMPIERS VOLONTAIRES ST-LOUIS ET ST-ÉTIENNE INC. 1858-3807	82 06 14	140, rue Principale, Saint-Louis-de-Gonzague
RALLYE CAMPEURS SEPT-ÎLES INC. 1858-3823	82 06 14	Sept-Îles
LES RÉSIDENCES EDMOND-GUILLETT INC. 1858-1363	82 05 31	682, rue St-Charles, Marieville
SOCIÉTÉ DU MONUMENT AU PÊCHEUR INCONNU 1856-9087	82 04 16	Cloridorme
LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE POUR LA CONSERVATION DES ESPACES VERTS 1858-1769	82 06 03	Montréal
SPÉLÉO-CLUB DE SHERBROOKE INC. 1856-9665	82 04 21	Sherbrooke
SYSCOR 1858-1298	82 05 31	687, avenue des Pins ouest, Montréal

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Compagnies étrangères — Loi sur les

Changements

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
AIR DRILLING SERVICES (INTERNATIONAL) LTD. .. 1618-3014	82 05 11	De l'agent principal en celui de: Me Michel Brunet 726, terrasse Lecavalier, ville de Laval

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
LA SOCIÉTÉ DE GESTION SUMNER LIMITÉE 1545-2808	82 04 06	1. De l'agent principal en celui de: M. D. Patrick Chiasson, 256, des Ardennes, Montréal 2. Du bureau principal à: édifice du Port de Montréal, aile 2, local 202, Cité-du-Havre, Montréal

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Nouveau permis

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les compagnies étrangères, un nouveau permis a été accordé à la corporation suivante:

Nom de la compagnie ou sa version	Date du nouveau permis
MINES PLACER LIMITÉE 1951-2656	82 06 22

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Permis

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les compagnies étrangères, un permis a été accordé aux corporations suivantes:

* Nom de la compagnie ou sa version ** Nom d'emprunt	Date du permis	Nom et adresse de l'agent principal	Adresse du bureau principal
** LA CORPORATION ALBERTAINE NOVA 1617-2645	82 06 29	M. David M. Doubilet, 5435, avenue Westmore, Montréal	5, place Ville-Marie, bureau 1203, Montréal
LES INDUSTRIES EASTCOM LIMITÉE 2133-9619	82 06 22	Me Henri Lanctôt, 127, rue St-Pierre, Montréal	127, rue St-Pierre, Montréal
** RESSOURCES ABERFORD LTÉE 2130-1114	82 06 18	Me Robert G. Ventura, 5, place Ville-Marie, bureau 1700, Montréal	5, place Ville-Marie, bureau 1700, Montréal

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Renseignements sur les compagnies — Loi concernant les

Avis de dissolution éventuelle de corporations

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu des articles 4, 6 et suivants de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont en défaut de produire le rapport visé par l'article 4 de ladite loi pour une année ou plus; les corporations sont en conséquence passibles de dissolution sans autre avertissement si elles n'ont pas fourni tous les rapports indiqués en regard de leur nom ainsi que les honoraires prescrits, dans les 30 jours qui suivent la publication du présent avis.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1227-9675	A.O.K. RENT-A-CAR SYSTEM INC.	Montréal	70 10 01	1977 à 1981 incl.
1229-7933	AFCO CARPET INSTALLERS LTD.	Montréal	63 06 25	1977 à 1981 incl.
1285-6548	AGENCE D'ASSURANCE TAFLER INC. *TAFLER INSURANCE AGENCY INC.*	Montréal	59 03 24	1977 à 1981 incl.
1245-2181	AGENCE PIERRE CHARBONNEAU INC.	223, rue Elm, Rosemère (Terrebonne)	71 06 29	1977 à 1981 incl.
1466-2175	AMÉNAGEMENT JÉROMAG LTÉE	Montréal	76 04 12	1977 à 1981 incl.
1333-0485	LES AMÉNAGEMENTS STE AGATHE DES MONTS INC. *STE AGATHE DES MONTS DEVELOPMENTS INC.*	131, rue Richer, Hull	72 05 01	1977 à 1981 incl.
1274-1195	AMEUBLEMENTS DE BUREAU VILLE MARIE LTÉE *VILLE MARIE OFFICE FURNITURE LTD.*	5118, rue Papineau, Montréal	59 07 30	1977 à 1981 incl.
1233-9933	ARSIMA INC.	Salaberry-de-Valleyfield	69 05 22	1977 à 1981 incl.
1336-7545	ASSOCIATION DE TRANSPORT SCOLAIRE DE L'ESTRIE INC.	430, rue St-François-Xavier, Montréal	73 01 17	1977 à 1981 incl.
1140-8341	AUBAINES LAVAL INC.	119, boul. des Laurentides, ville de Laval	66 04 27	1977 à 1981 incl.
1299-3804	AVENTURA CANADA LTD.	Montréal	62 04 13	1977 à 1981 incl.
1366-7597	BANCS CHAMPIGNY INC. *CHAMPIGNY STOOLS INC.*	7431, boul. Roi-René, ville d'Anjou	75 08 29	1977 à 1981 incl.
1236-3594	BARSTOCK COMPONENTS LTD.	Montréal	70 04 07	1977 à 1981 incl.
1290-5956	BAYNE PASTRY LTD.	1527, de Biencourt, Montréal	72 02 11	1977 à 1981 incl.
1299-6302	LA BELLE CUISINE LTÉE	1111, rue Mont-Royal est, Montréal	64 11 18	1977 à 1981 incl.
1237-9814	BENJAC INVESTMENT CORP.	Montréal	59 09 25	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1152-3990	BERJEN INC.	479, carré Dugué, Ste-Thérèse (Terrebonne)	66 04 22	1977 à 1981 incl.
1338-0589	LES BOISÉS MIRABEL LIMITÉE	Montréal	73 08 22	1977 à 1981 incl.
1322-1866	BONWOOD INVESTMENT CORP.	Montréal	59 08 21	1977 à 1981 incl.
1367-3561	BOUTIQUES D'AÉROPORT L'HÔTE LTÉE *HOST AIRPORT SHOPS LTD.*	1155, Dorchester ouest, local 3900, Montréal	74 01 03	1977 à 1981 incl.
1202-7314	BRAIS SERVICE STATION INC.	12260, rue Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles	70 04 01	1977 à 1981 incl.
1240-9439	BRICK & STONE INDUSTRIES LTD.	Montréal	66 09 12	1977 à 1981 incl.
1241-2276	BROME DEVELOPMENT CORPORATION	Montréal	57 08 12	1977 à 1981 incl.
1329-4509	C.G.L. CONSTRUCTION LTÉE	Montréal	58 07 25	1977 à 1981 incl.
1417-5129	CAFÉ LE BRAQUE	64, boul. Valois, Dorion (Vaudreuil)	72 11 27	1977 à 1981 incl.
1243-9709	CAVERSHAM CORPORATION	Montréal	59 09 04	1977 à 1981 incl.
1247-4532	CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE QUÉBEC W.T.C. LIMITÉE *W.T.C. QUÉBEC WORLD TRADE CENTRE LIMITED*	Québec	71 12 29	1977 à 1981 incl.
1284-5616	CENTRE SOCIAL UKRAINIEN DU QUÉBEC INCORPORÉE *UKRAINIAN SOCIAL CENTRE OF QUÉBEC INCORPORATED*	6672, 28e Avenue, Montréal	69 05 06	1977 à 1981 incl.
1350-9690	FRANCE CHAMPOUX INC.	633, boul. Marie-Victorin, Boucherville	73 12 27	1977, 1979, 1980 et 1981
1280-1403	CHAUFFAGE & VENTILATION ST-PLACIDE INC. *ST. PLACIDE HEATING & VENTILATION INC.*	Montréal	70 10 05	1977 à 1981 incl.
1344-5762	CHEMISES COYOTTE INC. *COYOTE SHIRTS INC.*	9475, rue Meilleur, Montréal	73 11 05	1977 à 1981 incl.
1173-0058	LA CIE D'AQUEDUC DE ST-ZÉNON	St-Zénon (Berthier)	48 11 24	1977 3 1981 incl.
1280-3870	LA CIE DE PLACEMENTS POLARA LTÉE *POLARA INVESTMENT CO. LTD.*	238, rue Lanoue, Repentigny	60 04 29	1977 à 1981 incl.
1247-3724	JEAN PAUL CLOUTIER INC.	Montréal	57 12 17	1977 à 1981 incl.
1367-4916	CLUB DE RÉCRÉATION DU MANOIR THISTLE *THISTLE MANOR RECREATIONAL CLUB*	480, promenade Lakeshore, Rawdon (Montcalm)	74 02 06	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1332-2466	LES COMÉDIENS ASSOCIÉS DU QUÉBEC INC.	Montréal	72 10 13	1977 à 1981 incl.
1360-7882	LA COMPAGNIE DE COMMERCE F.D.L. LTÉE *F.D.L. TRADING COMPANY LTD.*	1255, carré Phillips, bureau 204, Montréal	74 12 12	1977 à 1981 incl.
1331-1030	LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ TRIOMPHE LTÉE *TRIUMPH ELECTRIC CO. LTD.*	2706, Beaconsfield, Montréal	73 05 10	1978 à 1981 incl.
1263-4796	COMPAGNIE P. G. N. LTÉE	Ste-Anne-de-Sabrevois	70 07 24	1977 à 1981 incl.
1246-5654	CONSEIL QUÉBÉCOIS POUR LA DIFFUSION DU CINÉMA	3466, rue St-Denis, Montréal	70 04 07	1977 à 1981 incl.
1269-0632	CONSTRUCTION JONQUILLE LTÉE *JONQUIL CONSTRUCTION LTD.*	800, place Victoria, local 612, Montréal	71 12 06	1977 à 1981 incl.
1201-4031	CONSTRUCTION MODIQUE LACHENAIE LTÉE	200, boul. Pierre-Laporte, Lachenaie (L'Assomption)	70 03 17	1977 à 1981 incl.
1348-0322	LA CONSTRUCTION MONT OLYMPE INC. *MOUNT OLYMPUS CONSTRUCTION INC.*	1060, av. Van Horne, local 2, Montréal	73 12 06	1977 à 1981 incl.
1341-0253	LES CONSTRUCTIONS BARRY BOYES INC. *BARRY BOYES CONSTRUCTION INC.*	Templeton	73 10 04	1977 à 1981 incl.
1505-2301	LES CONSTRUCTIONS C.G.M. INC.	9052, rue Logan, Pierrefonds	76 10 05	1977 à 1981 incl.
1248-9563	CONTAL LEASEHOLDS LIMITED	2015, rue Drummond, local 1010, Montréal	71 01 14	1977 à 1981 incl.
1351-5788	CORPORATION COMMERCIALE LEIBOF *LEIBOF TRADING CORPORATION*	Montréal	74 01 18	1977 à 1981 incl.
1356-6781	CORPORATION D'AMÉNAGEMENT SONVA LTÉE *SONVA DEVELOPMENT CORPORATION LTD.*	Montréal	74 05 21	1977 à 1981 incl.
1249-8820	COURS DE LA VÉRENDRYE INCORPORÉE	Montréal	67 09 08	1977 à 1981 incl.
1250-0492	CRADON INVESTMENT CORP.	500, place d'Armes, local 1333, Montréal	70 12 04	1977 à 1981 incl.
1250-7752	CRÉDIT CONTINENTAL INC. *CONTINENTAL CREDIT INC.*	a/s Trust Général du Canada, 909, Dorchester ouest, Montréal	57 05 09	1977 à 1981 incl.
1250-9964	DAN RIVER MINING & EXPLORATION INC.	500, place d'Armes, bureau 1200, Montréal	71 11 08	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1325-8975	DANALCO INVESTMENT INC.	5900, boul. Décarie Montréal	72 01 10	1977 à 1981 incl.
1251-0269	THE DANISH HOUSE (PVM) LTD.	1480, route Trans-Canada, Dorval	63 03 11	1977 à 1981 incl.
1354-4556	DÉCOR ALLEN LIMITÉE *ALLEN DECOR LIMITED*	68, boul. Greber, Gatineau	74 02 20	1977, 1979, 1980 et 1981
1252-3742	MARCEL DESJARDINS & FILS INC.	8163, boul. Gouin est, Montréal	66 12 19	1978 à 1981 incl.
1203-4138	DISTRIBUTION DE MUSIQUE TEMPO INC.	1, place Langelier, boul. Langelier, Montréal	70 11 06	1977 à 1981 incl.
1330-4050	DISTRIBUTION DOBI LTÉE *DOBI DISTRIBUTION LTD.*	380, ch. Côte-de-Liesse, Montréal	73 04 30	1977 à 1981 incl.
1286-8733	DOLLARD UNDERWRITERS LTD.	Montréal	71 09 16	1977 à 1981 incl.
1205-7501	DUCHAR CONSTRUCTION INC.	18 A, place des Trembles, Sorel	70 09 30	1977 à 1981 incl.
1192-1541	DUPLAC INC.	5465, boul. Rosemont, Montréal	69 03 05	1977 à 1981 incl.
1255-4564	EAST MACDONALD MINES LTD. (No personal liability)	Montréal	52 06 12	1977 à 1981 incl.
1349-2939	LES ÉCURIES LES MISÉRABLES INC.	7440, boul. Décarie, Montréal	72 09 28	1977 à 1981 incl.
1354-7872	LES ÉDITIONS MICHEL NANTEL INC.	203, route 221, Lacolle (St-Jean)	74 02 28	1978 à 1981 incl.
1229-5945	EL-MEC ADVANCED TUTORING INSTITUTE INC.	502, av. Lansdowne, Westmount	64 08 17	1977, 1978, 1980 et 1981
1216-8225	ÉLECTRO-TECHNIQUE J. L. INC.	Ste-Julie (Verchères)	71 09 30	1977 à 1981 incl.
1361-1470	LES ENTREPRISES B.L.C. LTÉE	Gatineau	75 01 09	1977 à 1981 incl.
1319-3628	ENTREPRISES COUSINEAU & FRÈRE LTÉE	187, boul. Sauvé, St-Eustache	62 03 19	1977 à 1981 incl.
1356-2152	LES ENTREPRISES CREVIER INC.	116, rue Curé-Rondeau, Notre-Dame-des-Prairies (Joliette)	74 05 01	1978 à 1981 incl.
1347-8839	LES ENTREPRISES DE PLOMBERIE ET CHAUFFAGE LAURENTIDES INC.	R.R. 3, St-Jérôme	72 08 07	1978 à 1981 incl.
1337-2248	LES ENTREPRISES DIAM INC. *DIAM ENTERPRISES INC.*	500, place d'Armes, local 1598, Montréal	72 11 07	1977 à 1981 incl.
1360-8245	ENTREPRISES JENFER INC.	12280, avenue Désy, Montréal-Nord	74 12 13	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1291-9528	ENTREPRISES L.D. INC.	4911, rue Geneviève, Pierrefonds	68 10 07	1980 et 1981
1217-4108	ÉQUIPEMENT PHOTOGRAPHIQUE ET ENTRETIEN DE CAMÉRA CAN-AM LTÉE *CAN-AM PHOTO EQUIPMENT & CAMERA SERVICES LTD.*	Montréal	71 12 28	1977, 1979 et 1981
1250-1136	FERME LA CRAVACHE INC.	2520, rue Beaubien est, Montréal	66 12 20	1977 à 1981 incl.
1245-8626	LES FERMES D.M. CHENAIL LTÉE	Ste-Clothilde	72 04 26	1977 à 1981 incl.
1369-1381	FILMS JEDAMI INC. *JEDAMI FILMS INC.*	1155, Dorchester ouest, bureau 3301, Montréal	74 07 29	1977 à 1981 incl.
1299-2228	FLEUR DE LYS GAS APPLIANCES CO.	Boucherville	59 06 03	1977 à 1981 incl.
1252-4740	FONDERIE DESROSIERS LTÉE	St-Aimé (Richelieu)	72 02 01	1977 à 1981 incl.
1344-4948	LES FORMES B. S. T. INC.	321, rue Caty, Montréal	73 09 26	1977 à 1981 incl.
1227-1235	G.R.B. INC.	5338, rue St-Urbain, Montréal	68 04 08	1977 à 1981 incl.
1108-5438	GALERIE DES PEINTRES CANADIENS INC.	145, rue Ste-Catherine ouest, Montréal	67 09 12	1977 à 1981 incl.
1480-1120	GALERIE FUNI INC. *FUNI GALLERY INC.*	1308, avenue Greene, Westmount	75 09 26	1978 à 1981 incl.
1368-2158	GARAGE SAUVEUR LTÉE	5207, rue St-Jacques, St-Vincent-de-Paul Ville de Laval	74 05 13	1977 à 1981 incl.
1249-7442	GAZ PROPANE DU PAYS LTÉE *COUNTRY PROPANE GAS LTD.*	15534, rue Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles	65 02 01	1977 à 1981 incl.
1212-5597	GEO-PLASTICS, INC.	1255, rue University, local 400, Montréal	71 08 11	1977 à 1981 incl.
1330-1015	GESTION G. DUBÉ INC.	10675, rue St-Firmin, Montréal	73 06 12	1977 à 1981 incl.
1151-7802	GIBO INC.	524, rue Valiquette, Ste-Adèle-en-Bas	65 11 02	1977 à 1981 incl.
1264-0983	LE GRANIT ROSE DE GUENETTE INC.	Lac-des-Écorces (Labelle)	71 02 08	1977 à 1981 incl.
1264-6717	GURNEY INVESTMENTS LTD.	1216, rue Drummond, bureau 702, Montréal	59 03 02	1977 à 1981 incl.
1212-6256	H & C TYPE-ART LTD.	Montréal	71 05 04	1977 à 1981 incl.
1363-3524	LES HABITATIONS D. & F. INC.	101, 42e Avenue, Montréal	75 05 06	1977 à 1981 incl.
1125-5460	J. F. HARTZ (QUÉBEC) LIMITÉE *J. F. HARTZ (QUÉBEC) LIMITED*	Montréal	27 08 09	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1109-5882	A.S. HERRMANN CORP.	Montréal	59 02 27	1977 à 1981 incl.
1291-4230	HIGRADE PANTS & COATS CONTRACTORS LTD.	5220, St-Hubert, Montréal	71 04 19	1977 à 1981 incl.
1301-5672	HOLOMAG INVESTMENTS LTD.	Montréal	62 08 30	1977 à 1981 incl.
1111-2869	HOUSE OF FABRICS INC.	8960, rue Basile-Routhier, Montréal	67 09 19	1978 à 1981 incl.
1266-4751	HUDSON HOLDINGS COMPANY	6575, boul. St-Laurent, Montréal	56 03 17	1978 à 1981 incl.
1348-6832	LES HUILES LAFORCE INC.	6060, rue Sherbrooke est, Montréal	72 08 31	1977 à 1981 incl.
1266-8463	IKAROS RESTAURANT INC.	3537, rue Tracey, ville de Laval	71 08 11	1977 à 1981 incl.
1352-2040	LES IMMEUBLES ARPENTS VERTS INC.	2750, chemin Ste-Foy, bureau 120, Ste-Foy	73 10 30	1978 à 1981 incl.
1288-4425	LES IMMEUBLES BEDFORD INC. *BEDFORD REALTIES INC.*	Montréal	59 08 19	1979, 1980 et 1981
1354-5538	LES IMMEUBLES GIPALA LTÉE *GIPALA PROPERTIES LTD.*	1115, rue Sherbrooke ouest, local 1405, Montréal	74 02 25	1978 à 1981 incl.
1474-3561	IMPORTATION-EXPORTATION E.R.G. INC. *E.R.G. IMPORT-EXPORT INC.*	3445, boul. Gouin ouest, Montréal	77 02 17	1977 et 1981
1370-8920	LES IMPORTATIONS ASCOLI INC. *ASCOLI IMPORTS INC.*	11250, rue Hamon, Montréal	75 01 07	1977 à 1981 incl.
1299-6757	LES INDUSTRIES B & L. INC. *THE B & L INDUSTRIES INC.*	Montréal	58 06 06	1977 à 1981 incl.
1245-3320	LES INVESTISSEMENTS JEAN-CHARLES INC. *JEAN-CHARLES INVESTMENTS INC.*	Montréal	71 08 17	1977 à 1981 incl.
1336-8733	JOAILLERIE LA CHEVALIÈRE INC.	Le Viaduc, place Bonaventure, Montréal	72 12 05	1977 à 1981 incl.
1269-4998	JYR INC.	Montréal	70 05 27	1977 à 1981 incl.
1251-0293	DAN'L KIFLY COMPANY LIMITED	5145, chemin Côte-St-Luc, bureau 37, Montréal	60 11 22	1977, 1979 et 1981
1132-3003	LAITERIE JÉRÔMIENNE INC.	290, rue Ste-Lucie, St-Jérôme (Terrebonne)	59 12 31	1977 à 1981 incl.
1271-0166	LAMOTHE CONSTRUCTIN CO. LTD. LTÉE	Chibougamau	56 07 05	1980 et 1981

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1353-3609	J. DONAT LANGELIER, LIMITÉE	a/s Trust Général du Canada, 909, boul. Dorchester ouest, Montréal	34 10 04	1977 à 1981 incl.
1271-2964	LÉO LAPOINTE, INC.	2367, rue Rouville, Sherbrooke	65 05 13	1977 à 1981 incl.
1234-8629	LAVE-AUTO MODERNE INC.	60, rue St-Jacques, bureau 501, Montréal	71 05 26	1977 à 1981 incl.
1137-2935	LÉOPOLD LEDUC LTÉE	952, av. Ste-Hélène, Longueuil	66 09 07	1977 à 1981 incl.
1360-2172	LOCATION ASTER INC.	50, rue Notre-Dame, St-Pierre (Montréal)	74 11 12	1977, 1980 et 1981
1275-9262	LORRAINE MINING COMPANY LIMITED (No personal liability)	Belleterre (Témiscamingue)	63 04 01	1977 à 1981 incl.
1330-9513	LOUVREX INC.	1411, rue du Fort, bureau 1701, Montréal	73 04 11	1978 à 1981 incl.
1479-3061	LUBRIBEC LTÉE	Châteauguay	77 07 08	1978 à 1981 incl.
1306-0652	LU-LI-LO LTÉE	63, rue Le Cid, Repentigny	68 03 28	1977 à 1981 incl.
1236-7058	MAGASINS D'ESCOMPTE C.B.S. LTÉE *C.B.S. DISCOUNT STORES LTD.*	1995, rue Charland, Montréal	71 02 18	1977 à 1981 incl.
1300-6309	MANNY'S DELICATESSEN & STEAK HOUSE INC.	Montréal	58 05 14	1977 à 1981 incl.
1357-6897	MARCHÉ NORBERT BERGERON INC.	St-Jean	74 01 18	1977 à 1981 incl.
1581-2886	THE J.C. MCLAREN BELTING COMPANY	Montréal	1895 06 18	1977 à 1981 incl.
1240-5767	MIKLOS & BOYD LIMITED	Montréal	71 12 21	1977 à 1981 incl.
1349-4182	MODES LILAS INC. *LILAC FASHIONS INC.*	5333, rue Casgrain, Montréal	72 09 13	1977 à 1981 incl.
1333-0329	MODES R. & P. INC. *R. & P. FASHIONS INC.*	Montréal	72 11 22	1977 à 1981 incl.
1132-8127	MOTEL LE SOMMET INC.	234, rue St-Louis, Terrebonne	64 07 17	1977 à 1981 incl.
1216-3135	MOULAGES A. N. J. INC. *A. N. J. CASTINGS INC.*	5525, av. de Gaspé, Montréal	71 12 01	1977 à 1981 incl.
1333-2564	MUSICON INC.	Montréal	72 10 10	1977 à 1981 incl.
1216-6617	CAMILLE NADEAU ET FILS INC.	Ville de Laval	71 09 22	1977 à 1981 incl.
1128-6531	NERAC CONSTRUCTION INC.	2, avenue Anjou, Candiac (Laprairie)	68 03 08	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1246-6892	NETTOYEUR CITADELLE INC. ..... *CITADEL CLEANERS INC.*	Montréal	69 10 27	1977 à 1981 incl.
1277-8114	NORDPLAN INC.	3445, rue Peel, Montréal ..	67 08 07	1977 à 1981 incl.
1112-9970	OLYMPIC BOWLING INC.	Montréal	59 02 16	1977 à 1981 incl.
1503-2402	OOPLA INC.	1053A, av. Bernard, Outremont	76 04 26	1979, 1980 et 1981
1334-4726	OUTIL NATIONAL A & A LTÉE ..... *A & A NATIONAL DIE LTD.*	883, chemin montée de Liesse, Montréal	73 04 09	1977 à 1981 incl.
1350-5599	MARCEL PAQUETTE & ASSOCIÉS INC.	530, rue Alexandre, Pont-Viau	73 12 20	1977 à 1981 incl.
1239-0035	LES PLACEMENTS BIJAR LTÉE	Montréal	71 10 28	1977, 1979, 1980 et 1981
1261-5951	LES PLACEMENTS GABRO LTÉE ..... *GABRO INVESTMENTS LTD.*	104, rue Montcalm, Bromont	70 10 28	1977 à 1981 incl.
1118-8513	LES PLACEMENTS L.M.N. LIMITÉE ..... *L.M.N. INVESTMENTS LIMITED*	5420, av. Papineau, Montréal	53 07 08	1978 à 1981 incl.
1371-3433	LES PLACEMENTS NEUF VINGT-SEPT LTÉE	7920 de la Seine, Anjou	75 02 14	1978 à 1981 incl.
1225-3860	PLOMBERIE & CHAUFFAGE LACELLE LTÉE *LACELLE PLUMBING & HEATING LTD.*	Gatineau	71 03 30	1977 à 1981 incl.
1242-5385	THE PONDEROSA CAMP INC.	Montréal	66 11 28	1977 à 1981 incl.
1331-1246	PRE-JAC INC.	Longueuil	73 04 30	1977 à 1981 incl.
1333-1962	PRINCE OF WALES RESTAURANT INC.	4949, rue Wellington, Verdun	72 09 15	1977 à 1981 incl.
1209-8380	LES PRODUCTIONS L.P. INC.	Montréal	71 02 19	1979, 1980 et 1981
1337-8021	LES PRODUITS DE CAOUTCHOUC AZTEC INC. *AZTEC RUBBER PRODUCTS INC.*	Montréal	73 08 16	1977, 1979 et 1981
1272-1296	LES PRODUITS LAITIERS P. L. INC.	50, rue Notre-Dame, L'Épiphanie	70 10 09	1977 à 1981 incl.
1229-4534	PROFA ADMINISTRATION INC.	Montréal	70 05 27	1977 à 1981 incl.
1354-8508	PROMOTION L B INC. ..... *L B PROMOTIONS INC.*	63, rue Laplante, St-Constant (Laprairie)	74 01 22	1977 à 1981 incl.
1338-8715	LES PROMOTIONS GERRY PLAMONDON INC.	Montréal	72 06 20	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1280-4027	PUBLICITÉ INTER-POLICIERS INC.	1892, boul. St-Charles, Lachenaie (L'Assomption)	68 10 02	1978 à 1981 incl.
1253-4111	R.H.N.S. DISTRIBUTEUR INC.	179, av. Léo, Longueuil	67 03 13	1977 à 1981 incl.
1369-7800	RESTAURANT 500 INC.	500, boulevard Riendeau, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur	74 09 24	1979, 1980 et 1981
1369-1324	LES RESTAURANTS RONCARELLI LTÉE *RONCARELLI'S RESTAURANTS LTD.*	3435, rue Drummond, bureau 34, Montréal	74 07 26	1977, 1979, 1980 et 1981
1282-4900	RIVERVIEW LEASING CORP.	Montréal	67 04 18	1977 à 1981 incl.
1318-2175	ALAIN RIVEST LIMITÉE	Repentigny	58 10 17	1977 à 1981 incl.
1336-8709	ROBES & VÊTEMENTS SPORTS KIT CAT INC. *KIT CAT DRESS & SPORTSWEAR INC.*	1485, rue de Bleury, local 204A, Montréal	72 12 13	1977 à 1981 incl.
1305-8391	J. RODNEY & SON LTD.	372, rue Ste-Catherine ouest, Montréal	58 05 30	1977 à 1981 incl.
1361-9622	ROY ET GRIGNON INC.	588, rue Bourassa, St-Jérôme (Terrebonne)	75 02 21	1977 à 1981 incl.
1103-2273	ROYAL LADIES OUTFITTERS INC.	Montréal	55 12 19	1977 à 1981 incl.
1347-7468	SFP, SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PRIVÉE LTÉE *SFP, PRIVATE FINANCIAL COMPANY LTD.*	276, rue St-Jacques ouest, local 828, Montréal	73 12 03	1978 à 1981 incl.
1263-8557	S.P.G. TRANSPORT LTÉE *S.P.G. TRANSPORT LTD.*	Oka	62 04 19	1977 à 1981 incl.
1232-5221	ANDRÉ ST-ARNAUD & ASSOCIÉS INC. *ANDRÉ ST-ARNAUD & ASSOCIATES INC.*	507, pl. d'Armes, bureau 1800, Montréal	69 10 02	1977 à 1981 incl.
1343-8700	SANTOS, ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN INC.	4062A, boul. Saint-Laurent, Montréal	73 10 16	1978 à 1981 incl.
1280-0835	SARDO'S PIZZA & SUB SHOP INC.	Montréal	71 05 14	1977 à 1981 incl.
1363-3862	SÉRIGRAPHIE R. & L. INC.	6642, rue Bordeaux, Montréal	75 05 07	1978 à 1981 incl.
1244-5268	E.C. SHATILLA & FILS LTÉE *E.C. SHATILLA & SONS LTD.*	529, boul. Lebeau, St-Laurent (Montréal)	53 05 19	1977 à 1981 incl.
1504-6311	LA SOCIÉTÉ AVANT-GARDISTE D'ÉLECTRONIQUE SADEQ DU QUÉBEC INCORPORÉE	2860, rue Sabourin, St-Laurent (Montréal)	76 08 17	1977 à 1981 incl.
1502-7907	LA SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE AUTOUR DE LA VILLE INC.	1117, rue Ste-Catherine ouest, bureau 606, Montréal	76 03 29	1977 à 1981 incl.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu.)	Adresse du siège social	Date de constitution	Rapports non produits
1304-9051	SOCIÉTÉ DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION JOURNALISTIQUES INC.	1829, rue Tupper ouest, Montréal	63 03 04	1977 à 1981 incl.
1480-9412	LA SOCIÉTÉ DES VINS ET SPIRITUEUX CANA DU QUÉBEC INC.	Montréal	75 11 24	1978 à 1981 incl.
1353-2783	SOFILTEX INC.	274, Beaupré, Charlemagne	71 12 09	1977 à 1981 incl.
1284-7158	SOMI INC.	7502, rue Verdier, St-Léonard	66 03 25	1977 à 1981 incl.
1284-7687	SOPRIV INC.	1250, boul. St-Joseph est, Montréal	65 08 23	1977 à 1981 incl.
1369-6836	SOUDURE GILLES BELLEHUMEUR INC.	Berthierville	74 09 17	1980 et 1981
1368-5714	LES SPORTS APOLLO LTÉE *APOLLO SPORTS LTD.*	1, place Ville-Marie, bureau 1734, Montréal	74 06 07	1977 à 1981 incl.
1298-3334	TABAGIE PIERROT INC.	Montréal	69 04 28	1977 à 1981 incl.
1354-6627	TAPIS J.R. ALLARD INC.	1999, boul. Roland-Therrien, Longueuil	74 03 11	1977 à 1981 incl.
1368-5730	TRANSPORT BRUNET & RABY INC.	2205, chemin Oka, Deux-Montagnes	74 06 07	1977 à 1981 incl.
1306-9885	TURRET DEVELOPMENT CORPORATION	5811, av. du Parc, Montréal	62 09 07	1977 à 1981 incl.
1241-1914	UNION CUSTOMS BROKERS INC.	St-Bernard-de-Lacolle (St-Jean)	71 03 18	1977, 1979, 1980 et 1981
1322-8093	UNION DANTE AGENCE D'ASSURANCE GÉNÉRALE LTÉE *UNION DANTE GENERAL INSURANCE AGENCY LTD.*	253, rue Dante, Montréal	68 03 26	1977 à 1981 incl.
1260-4393	VALENTINE FOODS LIMITED	St-Valentin (St-Jean)	68 12 03	1977 à 1981 incl.
1257-2103	VALVON ENTERPRISES INC.	Montréal	69 12 30	1977 à 1981 incl.
1287-2164	VELMONT INVESTMENTS INC.	Place Ville-Marie, local 603, Montréal	66 01 07	1977 à 1981 incl.
1344-0219	VERDON, CAHAY, LABELLE & ASSOCIÉS INC.	1500, rue Stanley, bureau 336, Montréal	73 11 01	1977 à 1981 incl.
1318-6358	VIAU & BÉLAIR INC.	10931, rue Poitras, Montréal-Nord	62 08 03	1977 à 1981 incl.
1366-0428	VINET & FRÈRE INC.	242, rue Principale, St-Basile-le-Grand	75 07 03	1977 à 1981 incl.

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o

Avis de reprise d'existence

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'il a délivré un certificat de reprise d'existence à la compagnie dissoute dont le nom suit:

Nom	Date de délivrance du certificat	Dispositions particulières
FÉDÉRATION DIOCÉSAINE DE MONTRÉAL DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE CATHOLIQUE DU CANADA INCORPORÉE 1243-8552	82 05 25	Aucune

20019-o

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

Lettres patentes annulées

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu des articles 6 et suivants de la Loi concernant les renseignements sur les compagnies, les corporations dont les noms suivent sont annulées à compter de la date de la publication de ce deuxième avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-7503	ACTION DÉTENU DE MONTRÉAL INC.	Montréal	78 04 21
1627-4870	ALLIANCE DES CHORALES DES LAURENTIDES	St-Jérôme (Terrebonne)	78 06 13
1625-6919	L'ALLIANCE MUNICIPALE DE STE-ADÈLE INC.	Ste-Adèle (Terrebonne)	78 04 20
1572-1020	AMABELISH FISHING AND GAME CLUB OF SPRINGSFIELD, MASS., U.S.A.	St-André-du-Lac-St-Jean (Lac-St-Jean-Ouest)	1889 10 11
1627-1793	ANIMATION CULTURELLE VILLERAY	7257, rue Drolet, Montréal	78 06 05
1625-3593	ARÉNA RÉGIONALE COMMUNAUTAIRE DE LAVALTRIE, LANORAIE, SAINT-SULPICE.	Lavaltrie (Berthier)	78 07 19
1627-6776	ASSOCIATION ALIMENT-TERRE INC.	R.R. 1, Lac-Brome (Brome)	78 06 21
1626-9599	ASSOCIATION COMMERCE MIRABEL INC.	Montréal	78 05 29
1626-1935	ASSOCIATION DE BASEBALL MINEUR DE ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE INC.	St-Bruno-de-Montarville (Chambly)	78 05 04
1624-3735	ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE DE LEMOYNE INC.	Lemoyne (Chambly)	78 03 13
1627-1678	ASSOCIATION DE LA FAUNE DE CAMPBELL'S BAY	Campbell's-Bay (Pontiac)	78 02 10
1627-2205	ASSOCIATION DE RÉALISATIONS COMMUNAUTAIRES A.R.C.	Longueuil	78 06 05
1627-7170	ASSOCIATION D'ENTRAIDE CENTURIONS *CENTURIONS MUTUAL AID ASSOCIATION*	1932, rue Wellington, Montréal	78 06 21

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1506-8661	ASSOCIATION DES ANCIENS DE MARKETING DU CEGEP MAISONNEUVE	3645, rue Sherbrooke, app. 607, Montréal	78 09 20
1624-9906	ASSOCIATION DES CHERCHEURS EN ÉNERGIE NATURELLE DE L'OUTAOUAIS — ACENO	Hull	78 04 03
1508-0914	L'ASSOCIATION DES CITOYENS DE MONTCALM-CENTRE	Québec	77 10 27
1627-1637	ASSOCIATION DES CITOYENS DE MONT-ST-HILAIRE NORD	1463, boul. Richelieu nord, Mont-St-Hilaire (Rouville)	77 09 02
1627-4425	ASSOCIATION DES DELTAPLANISTES DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC.	8, rue Le Gréco, Kénogami	78 06 13
1624-5433	L'ASSOCIATION DES HANDICAPÉS DU COMTÉ BONAVENTURE INC.	Maria (Bonaventure)	78 03 16
1510-4417	ASSOCIATION DES HANDICAPÉS RESPIRATOIRES DE QUÉBEC INC.	Québec	78 01 23
1626-1422	ASSOCIATION DES LOCATAIRES F.P.M. (FULLUM-PARTHENAIS-MESSIER)	2315, rue Rachel est, Montréal	78 05 04
1627-7634	ASSOCIATION DES MARCHANDS DES MONTS INC.	Ste-Anne-des-Monts	78 06 26
1627-3492	ASSOCIATION DES MARCHANDS DU VIEUX ST-SAUVEUR-DES-MONTS INC.	St-Sauveur-des-Monts (Terrebonne)	78 06 07
1623-6069	ASSOCIATION DES MEMBRES DU TERRITOIRE CHASSE & PÊCHE BEAU-SOLEIL	Montréal	78 02 20
1508-3223	L'ASSOCIATION DES PARENTS DE L'ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-FOY INC.	Ste-Foy	77 11 04
1624-6811	ASSOCIATION DES PÊCHEURS DE CAP-CHAT ENR.	Cap-Chat	77 12 20
1627-3161	ASSOCIATION DES PERSONNES DU TROISIÈME ÂGE DE PINCOURT *PINCOURT SENIOR CITIZENS' ASSOCIATION*	Pincourt (Vaudreuil)	77 11 03
1508-5277	ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE ST-AMABLE	937, rue Normandie, St-Amable (Verchères)	76 12 24
1509-9641	ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CHATELETS À BOISBRIAND	Boisbriand (Terrebonne)	78 01 05
1625-3981	L'ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU DOMAINE MORIN INC.	470, 1re Avenue, St-Gabriel-de-Brandon	78 04 14
1509-6530	ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC LABRIE	Sept-Îles	77 12 20
1626-8856	ASSOCIATION DES RELIEURS DE BIBLIOTHÈQUE DU QUÉBEC	7980, rue Alfred, Anjou	78 05 31
1624-7033	ASSOCIATION DES RÉSIDANTS DU QUARTIER DÉZIEL DE LÉVIS INC.	95, rue St-Georges, Lévis	78 03 22

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1509-5821	ASSOCIATION DES REVENDEURS EN MACHINISME AGRICOLE DU QUÉBEC	611, rue du Marché-Central, Montréal	77 12 15
1506-7978	ASSOCIATION DES ROMAINS DE MONTRÉAL INC.	2692, boul. des Oiseaux, ville de Laval	77 09 07
1520-8481	ASSOCIATION DU HOCKEY SOCIAL DE MATAGAMI, P.Q.	Matagami	75 08 14
1626-4491	ASSOCIATION DU RÉSERVOIR GOUIN INC.	Trois-Rivières	78 06 06
1627-1785	ASSOCIATION ITALIENNE RIVE SUD (A.I.R.S.) INC.	415, rue Bellavista, St-Basile-le-Grand	78 06 05
1625-5721	ASSOCIATION MULTI-INTER SERVICES INC.	8170, av. de l'Industrie, Anjou	78 04 14
1509-7843	ASSOCIATION NATIONALE D'AIDE AUX HANDICAPÉS INC.	Montréal	78 06 26
1626-8161	ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE BEAUPRÉ	Beaupré	78 07 17
1627-7683	ASSOCIATION POUR LE PLANNING DES NAISSANCES DE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE INC.	Ste-Thérèse (Terrebonne)	78 06 26
1507-8637	ASSOCIATION PROSQUASH QUÉBEC *QUÉBEC PROSQUASH ASSOCIATION*	1, pl. Ville-Marie, bureau 3411, Montréal	77 10 21
1627-2114	L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES SURDOUÉS	Ste-Foy	78 06 05
1626-3469	ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DE CHUTE-AUX-OUTARDES INC.	125, rue de l'Église, Chute-aux-Outardes	78 05 10
1627-6859	ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DE LITCHFIELD INC.	Litchfield (Pontiac)	78 06 22
1624-5052	ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DU PARC NATIONAL DE LA MAURICIE INC.	465, 5e Rue, Shawinigan	78 03 17
1510-2734	ASSOCIATION RÉGIONALE DE VOLLEY-BALL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE INC.	La Sarre	78 05 01
1509-8775	L'ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES BOIS-FRANCS INC.	19, rue des Forges, Victoriaville	77 12 29
1627-8970	AVENTURE SOLEIL INC.	30, rue Toulouse, Blainville (Terrebonne)	78 07 03
1508-6846	BOUTIQUE UNISEXE MARYSE K. INC.	6649, rue St-Hubert, Montréal	77 11 16
1509-4865	BRASSARD & FORTIN INC.	Jonquière	77 12 14
1624-2075	CENTRE DE DÉFENSE DES CONSOMMATEURS DE L'OUTAOUAIS INC.	5, rue Nicolet, Hull	78 03 08
1627-8285	CENTRE DE PIERRES ET BRIQUES DU CAP-DE-LA-MADELEINE INC.	St-Louis-de-France (Champlain)	78 06 27

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1623-6283	CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE POUR UNE VIE CRÉATIVE *SEARCH CENTRE FOR CREATIVE LIVING AND CREATIVE LEARNING*	1254, rue Ste-Catherine ouest, Montréal	78 02 17
1626-3964	CERIM	Montréal	78 05 10
1627-0613	CLUB AUTOMOBILE DE PORT-CARTIER (C.A.P.C.) INC.	Port-Cartier	78 05 31
1506-8034	CLUB AUTOMOBILE TRIUMPH CANADA	Pointe-Claire	77 11 28
1508-4742	CLUB CÉBISTE COMMANDO SAINT-JEAN IBERVILLE INC.	8, rue Robert, St-Grégoire (Iberville)	77 11 10
1509-2521	CLUB D'ATHLÉTISME BUSARD INC.	Joliette	77 12 05
1626-0762	CLUB DE BALLE LENTE DE LA MAURICIE	5445, rue Marseille, Trois-Rivières-Ouest	78 04 25
1678-2550	CLUB DE BALLE MOLLE DU RANCH EL BEN INC.	Lac-des-Écorces	78 07 13
1624-8270	CLUB DE CHASSE ET PÊCHE VERA INC.	6510, 38e Avenue, bureau 2, Montréal	78 03 28
1509-9898	CLUB DE RADIO CIBOULETTE	Acton-Vale	78 02 27
1626-4137	CLUB DE RADIO SATELLITE DE GRANBY INC.	Granby	78 05 11
1626-3600	CLUB DE SKI DE FOND DE LAVAL	Ville de Laval	78 05 10
1508-1888	CLUB DE SKI DE FOND DE SHERBROOKE INC.	Sherbrooke	77 10 31
1627-6693	CLUB DE YACHT CHIBOUGAMAU INC.	455, 3e Rue, Chibougamau	78 06 21
1625-6802	CLUB D'ÉCHECS CAMPI DE VALLEYFIELD INC.	Salaberry-de-Valleyfield (Beauharnois)	78 04 20
1627-4375	LE CLUB DES CAVALIERS DE LA RIVE-SUD INC.	228, boul. Marie-Victorin, Verchères	78 06 13
1623-6358	LE CLUB DES 50 SEPT-ÎLIENS	627, av. Brochu, Sept-Iles	78 02 09
1510-8301	CLUB DES RAQUETTEURS DE STE-THÉRÈSE-DE-LA-GATINEAU, INC.	Ste-Thérèse-de-la-Gatineau (Gatineau)	78 02 07
1626-9466	CLUB DU CHIEN DRESSÉ DEBKO INC.	R.R. 1, St-Denis-de-Brompton (Richmond)	78 05 29
1626-7692	CLUB ENDURO B.C.H.	Baie-Comeau	78 02 17
1633-8907	CLUB FRATERNEL DES POMPIERS DU QUÉBEC INC.	Shawinigan	79 02 19
1625-5788	CLUB LES AILERONS DE PORT CARTIER INC.	Port-Cartier	78 02 21

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1628-0109	CLUB LES CANONNIERS DE LA LIÈVRE INC.	Buckingham	78 07 05
1625-2603	CLUB LES PATTES AUX FESSES (P.A.F.)	Lac-Mégantic (Frontenac)	78 04 10
1626-0069	LE CLUB OLYMPIQUE	Notre-Dame-du-Lac (Témiscouata)	78 04 12
1628-2212	CLUB Q.S.L. JEANNOT LAPIN	7935, 70e Avenue Montréal	78 07 11
1507-5518	CLUB RADIO AMATEUR CARREFOUR ST-LIN	225, 14e Avenue Laurentides (L'Assomption)	77 09 12
1507-4685	CLUB RADIO DELTA PLUS INC.	424, rue Dieppe, Ste-Julie (Verchères)	77 10 06
1506-8257	CLUB SOCIAL ASTÉRIX	St-Odilon-de-Cranbourne (Dorchester)	77 09 06
1627-7337	CLUB SOCIAL DES VOYAGEURS DE COMMERCE	3116, rue de Francheville, Trois-Rivières	78 05 31
1627-8657	LE CLUB SOCIAL D'HUBERT INC.	6355, rue St-Hubert, Montréal	78 06 28
1509-0038	LE CLUB SOCIAL L'ODYSSÉE INC.	480, 67e Rue est, Charlesbourg	77 11 30
1628-0794	CLUB SPORT ET SANTÉ STE-FOY QUÉBEC INC.	156, boul. St-Cyrille est, bureau 1880, Québec	78 07 07
1626-9433	LE CLUB SPORTIF DES QUATRE VALETS INC.	St-Louis-de-Gonzague (Dorchester)	78 05 29
1624-9179	CLUB URGEL DEMERS	184, boul. Ste-Rose, Ville de Laval	78 06 06
1508-4064	LE COLLECTIF CULTUREL DU CARCAJOU	21, place LaSalle, Baie-Comeau	77 11 08
1626-8989	COMITÉ D'ACTION PLEIN AIR DE LAVAL	Ville de Laval	78 06 15
1509-5656	COMITÉ D'ANIMATION COMMUNAUTAIRE VAL BOISE	Rock-Forest	77 12 16
1624-0715	COMITÉ DE CITOYENS DE LAUZON	Lauzon	78 03 03
1625-1860	COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA MARTRE DE GASPÉ	La Martre (Gaspé-Ouest)	78 04 07
1507-0477	LE COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE RIMOUSKI INC.	Rimouski	77 09 15
1626-0341	COMITÉ DE LOCATAIRES DES HABITATIONS DE ST-MICHEL-NORD	Montréal	78 08 10

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1623-9881	COMITÉ DES CITOYENS ST-ACHILLÉE, ST-IGNACE	140, route St-Achillée, Château-Richer	78 02 28
1626-2016	LE COMITÉ DES FÊTES DU PATRIMOINE DE TERRASSE-VAUDREUIL	207, 1er Boulevard, Terrasse-Vaudreuil	78 05 15
1627-2866	COMITÉ DES FÊTES POPULAIRES DE POINTE-AUX-TREMBLES ET MONTRÉAL-EST INC.	320, terrasse Fleurie, Pointe-aux-Trembles	78 06 07
1627-8962	COMITÉ ORGANISATEUR SOCIO-CULTUREL ET HISTORIQUE DE STE-ANNE-DES-PLAINES	Ste-Anne-des-Plaines	78 06 27
1628-0075	COMPAGNIE DE LA 2e SCÈNE DE VAL D'OR	Val-d'Or	78 07 05
1625-6463	LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE PONTIAC INC.	Shawville (Pontiac)	78 04 19
1508-7075	CONSEIL DE QUARTIER NO 12 DE GATINEAU INC.	26, rue Osborne, Gatineau	77 11 18
1507-3364	LA CORPORATION DES FÊTES DU 125e ANNIVERSAIRE DE ST-SAUVEUR-DES-MONTS	205, rue Principale, St-Sauveur-des-Monts (Terrebonne)	77 10 03
1510-5638	LA CORPORATION DES POTAGERS LAVALLOIS INC.	Ville de Laval	78 01 27
1625-2678	LA CORPORATION D'HABITATION 1037 ST-DENIS INC.	1037, rue St-Denis, Montréal	78 04 11
1508-7521	LA CORPORATION DU CLUB RÉCRÉATIF DESJARDINS INC.	2, complexe Desjardins, bureau 1503, Montréal	77 11 18
1624-1200	CORPORATION JEUDO DE VICTORIAVILLE INC.	55, rue St-Jean-Baptiste, Victoriaville	78 03 06
1626-9250	COUSCHARL LTÉE	5050, av. Roslyn, app. 33, Montréal	78 05 26
1509-2158	CULTURLUTTE INC.	513, boul. St-Germain ouest, Rimouski	77 12 05
1627-1942	LES DÉCORS MONTREUIL INC.	1681, rue Principale, Ste-Julie (Verchères)	78 06 05
1625-1365	LES ÉDITIONS QUÉBEC 89 INC.	203, rue St-Dominique, Jonquière	78 04 06
1627-9267	ÉLECTRONIQUE G.J. INC.	115, av. Collin, Montmagny	78 07 04
1627-8509	ENTREPÔT ILLIMITÉ INC. *UNLIMITED WHAREHOUSE INC.*	7783, av. Casgrain, Montréal	78 07 05
1507-8215	LES ENTREPRISES F. GOULET INC.	215, rue Renaud, Chomedey	77 10 19
1626-8534	LES ENTREPRISES JONCAS ET NICOLAS LTÉE	9231, 15e Avenue, bureau 8, Montréal	78 05 26

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1623-8784	LES ENTREPRISES LAURENT CHAPUT INC.	7701, boul. Roi-René, Anjou	78 02 27
1509-1358	L'ÉQUIPE DE L'ESPOIR	Montréal	77 11 30
1625-5903	ÉTALAGE M.L. INC. *M.L. DISPLAY INC.*	3301, boul. Crémazie est, Montréal	78 04 18
1628-1065	EXCAVATION J.B.M. LTÉE	5676, chemin Chambly, St-Hubert	78 07 17
1509-8247	FAMILLES MONOPARENTALES DE CHANDLER INC.	Chandler	78 07 26
1626-1844	FÉDÉRATION DE SAVATE DU QUÉBEC INC.	Montréal	78 05 05
1626-4632	LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS RÉGIONALES DE CURLING DU QUÉBEC INC.	Sillery	78 05 16
1626-3246	FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE HOCKEY SUR GLACE RÉGION LAC ST-LOUIS	33A, av. Broadview, Pointe-Claire	78 05 08
1626-3238	FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE HOCKEY SUR GLACE RÉGION RICHELIEU	50, rue de Ramesay, Sorel	78 05 08
1510-6800	LES FÊTES NATIONALES DES CANTONS INC.	Chemin de la Perdrière, Sherbrooke	78 02 01
1625-7834	FONDATION CAECITAS INC.	Québec	78 04 24
1624-5631	LA FONDATION DU PSORIASIS ET AUTRES MALADIES DE LA PEAU	Montréal	78 03 20
1627-6172	GALERIE D'ART L'ESCALIER	Hull	78 06 20
1627-4482	LES GESTIONS CARSI INC.	Montréal	78 06 15
1509-1325	GROUPE DE RESSOURCES EN HABITATION DE VIAU	3847, rue Bélanger est, Montréal	77 12 08
1624-7074	GROUPE D'ÉTUDE PRÉ-MORONTIEN	204, rue Notre-Dame ouest, bureau 505, Montréal	78 03 22
1624-8031	GROUPE MUSICAL EUCALYPTUS INC. *EUCALYPTUS MUSICAL GROUP INC.*	416, rue Cherrier, Montréal	78 03 28
1627-7659	GROUPE S.E.R.T. INC.	Montréal	78 06 26
1678-1891	LE GROUPEMENT CULTUREL TARMAC INC.	Deschaillons	78 07 10
1626-5274	LES HABITATIONS PASPÉBIAC INC.	Paspébiac	78 05 16
1624-8825	HÉBERGEMENT AMOZITE INC.	Asbestos	78 03 30
1626-5480	LES IMMEUBLES S.N. INC.	16399, rue Delphis-Delorme, Pointe-aux-Trembles	78 05 15
1624-1044	INFORMATION JURIDIQUE SECTION PONTIAC	Campbell's-Bay	78 03 02

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1628-0356	INTÉGRATION QUÉBEC-MONDE INC.	4083, rue St-Antoine, Montréal	78 07 05
1520-7152	JEUNESSE ATHLÉTIQUE DE VERDUN	703, av. Rielle, Verdun	75 09 18
1627-5935	R.J. & P. LEGAULT INC.	1307, boul. Ste-Foy, Longueuil	78 06 19
1627-3146	LIGUE DE BALLE LENTE DE PINCOURT INC.	Pincourt (Vaudreuil)	78 03 20
1626-8906	LIGUE DE BALLE LENTE LES RESSORTS INC.	Salaberry-de-Valleyfield (Beauharnois)	78 05 26
1626-0689	LIGUE DE BALLE-MOLLE DU SECTEUR-OUEST DE NEUFCHATEL INC.	66, rue Jérémie, Québec	78 05 03
1625-7305	LIGUE DE BALLE-MOLLE LES SIEURS DE BOUCHERVILLE INC.	125, rue de la Barre, Boucherville	78 04 21
1627-4177	LIGUE DE BALLON SUR GLACE DE LA HAUTE-GATINEAU, INC.	Maniwaki	78 06 13
1507-3331	LIGUE DE BALLON SUR GLACE INTER-CAISSES INC.	159, rue LaSalle, St-Constant (Laprairie)	77 10 03
1520-8465	LIGUE DE HOCKEY DES VÉTÉRANS DE KIRKLAND INC. *KIRKLAND OLDTIMERS HOCKEY LEAGUE INC.*	17000, boul. Hymus, Kirkland	75 11 12
1507-9718	LIGUE DE HOCKEY POP DE TERREBONNE INC.	135, rue Laurier, Terrebonne	77 10 21
1507-2242	LA LIGUE DE VOLLEY-BALL DE LA RIVE-SUD INC.	5420, rue St-Jean, Ste-Catherine (Laprairie)	77 09 30
1507-9221	LES LOISIRS FASBRI INC.	Farnham	77 10 24
1626-7619	MAISON DE L'ESPOIR INC.	4982, 5e Avenue, Montréal	78 05 19
1626-4509	MAISON DE SOBRIÉTÉ DE LOUISEVILLE INC.	121, Petite-Rivière, Louiseville	78 05 12
1625-9699	MAISON ST-LOUIS DE CHICOUTIMI INC.	Chicoutimi	78 04 27
1627-7618	MATÉRIAUX P.M.E. INC.	4796, rue Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest	78 06 26
1510-3781	MÉTIERS D'ART DU CENTRE DE LA MAURICIE INC.	Shawinigan	78 01 24
1625-8683	MOUVEMENT POUR DES ÉCOLES PUBLIQUES AUTONOMES	17, rue de Galais, Boisbriand (Terrebonne)	78 04 24
1624-6209	MOUVEMENT SAUVONS SARAGUAY INC.	12230, av. Lemesurier, Montréal	78 03 27
1572-3273	L'OEUVRE DES LOISIRS DE STE-MARGUERITE-MARIE INC.	Ste-Marguerite (Matapédia)	68 01 20

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1625-0995	OPUS 2000 INC.	67, rue Principale, St-Michel (Bellechasse)	78 05 08
1624-9203	PARENTS-SECOURS ST-EUSTACHE	128, 25e Avenue, St-Eustache	78 03 30
1626-2875	LA PLAGE DU VIEUX MOULIN INC.	Ste-Clothilde (Beauce)	78 05 09
1626-9904	LES PRODUCTIONS DÉSIR-PLAISIR INC.	203, rue St-Dominique, Jonquière	78 07 05
1626-2750	LES PRODUCTIONS DU CORPS MORT INC.	Cap-aux-Meules	78 05 08
1624-8106	LES PROMOTIONS PIERRE-STÉPHANE INC. *PIERRE-STEPHANE PROMOTIONS INC.*	Montréal	78 03 28
1509-4907	PUBLICITÉ R.G. INC. *R.G. PUBLICITY INC.*	735, boul. Ste-Geneviève, Chicoutimi-Nord	77 12 14
1510-8475	RADIO 6 MILLE ISLES	220, rue Lucerne, Rosemère	77 09 16
1627-3633	RASSEMBLEMENT POPULAIRE DE ST-JEAN-CHRYSOSTOME	St-Jean-Chrysostome (Lévis)	78 06 09
1627-4011	RÉCEPTION DES NÉO-QUÉBÉCOIS DANS L'OUTAOUAIS INC.	175, rue Leduc, Hull	78 08 09
1626-9854	REGROUPEMENT ANTI-PAUVRETÉ DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN & CHIBOUGAMEAU-CHAPAIS INC.	Alma	78 05 24
1626-0945	LE RELAIS DE LA CÔTE INC.	650, rue des Ormes, Thetford-Mines	78 10 11
1510-6123	RÉSIDENCE DES ÎLES INC.	1159, route Kennedy nord, Terrebonne	78 01 30
1625-9590	RESTAURANT EDDY CROTEAU INC.	1301, rue Villeray, Montréal	78 04 27
1626-8757	RESTAURANT LE COQ JOYEUX INC.	110, rue Racine, Chicoutimi	78 06 01
1510-5281	RIVE-SUD À BÉCANE	5245, boul. Cousineau, bureau 225, St-Hubert	78 01 26
1627-3344	SACERF DE LA BRÛLÉE INC.	Desbiens	78 06 08
1626-2990	LE SALON DE LA PEINTURE QUÉBÉCOISE	3824, rue Drolet, Montréal	78 05 10
1627-0902	SERVICE D'ACCUEIL ET DE RÉFÉRENCE POUR LES IMMIGRANTS DANS L'OUTAOUAIS	Hull	78 06 01
1508-6101	SERVICES D'ÉGOUTS ESTRIE LTÉE	208, rue Lachapelle, Sherbrooke	77 11 16

Numéro de dossier	Nom de la compagnie (suivi de la version anglaise du nom, s'il y a lieu)	Adresse du siège social	Date de constitution
1508-6598	SERVICES TECHNIQUES DUFRESNE, GOUDREAULT & TROTTIER INC.	2357, rue de Ramsay, Trois-Rivières	77 11 16
1625-6620	LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CÉRAMIQUE, POTERIE-VERRERIE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE INC.	Havre-aux-Maisons	78 08 24
1627-5877	LA SOCIÉTÉ DE GESTION DENIS BERGERON INC.	2, complexe Desjardins, bureau 2600, Montréal	78 06 19
1509-8437	SOCIÉTÉ DE GESTION INNOVEST INC.	Montréal	77 12 29
1627-9226	LA SOCIÉTÉ DES PETITS CONCERTS DE MONTRÉAL	5071, av. Christophe-Colomb, Montréal	78 07 04
1627-0373	SOCIÉTÉ ORGANISATRICE DES FÊTES POPULAIRES ST-LOUIS-DE-FRANCE	3686, rue de Mentana, Montréal	78 05 31
1624-8809	SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE DU DOMAINE CONSTANTINEAU INC.	Notre-Dame-de-Pontmain (Labelle)	78 03 30
1510-1157	SONARIUM LTÉE	455, rue Fleury ouest, app. 1, Montréal	78 01 13
1627-4979	TABAGIE, DÉPANNEUR VERSAILLES INC.	Anjou	78 06 15
1625-9723	LES TAPIS MONA INC.	210, rue Ste-Catherine est, bureau 200, Montréal	78 04 26
1509-8478	THÉÂTRE FACE À FACE	10740, rue de Martigny, Montréal	77 12 29
1626-3444	TOURNOI DE BALLE-MOLLE PERREAULT-MAROTTE INC.	Victoriaville	78 05 10
1627-5927	TOURNOI GILLES MAROTTE INC.	Victoriaville	78 06 19
1508-0237	TRAITEURS LE RICHE & LANGEVIN INC. *LE RICHE & LANGEVIN CATERER'S INC.*	2294, av. du Mont-Royal est, Montréal	77 10 26
1627-4730	TRANSPORT S.A.D. INC. *S.A.D. TRANSPORT INC.*	42, chemin Lasalle, Lachine	78 06 14
1625-2306	TRICENTENAIRE DE CAP-SANTÉ	102, rue Vieux-Chemin, Cap-Santé	78 04 10
1624-3727	TROUPE DE BALLET-JAZZ LAVAL INC.	215, des Laurentides, bureau 105, Pont-Viau	78 03 13
1624-3602	LA TROUPE DE THÉÂTRE DU TRÉCARRÉ INC.	St-Michel (Napierville)	78 03 10
1626-2503	LA TROUPE MARIA-DU-LAC INC.	Mistassini	78 05 08
1508-0047	LE VILLAGE OLYMPIQUE	5333, rue Sherbrooke est, Montréal	77 10 27

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o

Aménagement et l'urbanisme — Loi sur l'

Ville de Sillery

Prenez avis qu'en vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 17 septembre 1982 le délai imparti à la ville de Sillery afin de lui permettre de se conformer à l'avis de la Commission nationale de l'Aménagement en date du 6 avril 1982.

Québec, le 30 juin 1982.

Le ministre des Affaires municipales,
20096-o JACQUES LÉONARD.

Municipalité de Tourville

Prenez avis qu'en vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (1979, c. 51) le ministre des Affaires municipales accorde un nouveau délai de 60 jours, à compter de ce jour, à la municipalité de Tourville, afin de lui permettre d'adopter pour l'ensemble de son territoire ses règlements de zonage, de lotissement et de construction conformes au plan d'urbanisme.

Québec, le 6 juillet 1982.

Le sous-ministre,
20096-o PATRICK KENNIFF.

Associations coopératives — Loi sur les

BLEUETIÈRE COOPÉRATIVE ST-PAUL-DU-NORD
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « BLEUETIÈRE COOPÉRATIVE ST-PAUL-DU-NORD », dont le siège social est situé à Saint-Paul-du-Nord, QC, circonscription électorale de Saguenay.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20054-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

BOUVERIES ETCHEMIN — FERME COOPÉRATIVE D'ÉLEVAGE DE BOVINS
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « BOUVERIES ETCHEMIN — FERME COOPÉRATIVE D'ÉLEVAGE DE BOVINS », dont le siège social est situé à Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin, QC, circonscription électorale de Bellechasse.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20097-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE BEAUHARNOIS
(Loi sur les associations coopératives)

Avis est donné que le ministre des Institutions financières et Coopératives a approuvé le règlement spécial adopté le 10 mai 1982, de l'association coopératives « CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE BEAUHARNOIS », diminuant le montant de la part sociale de 150.00 $ à 10.00 $.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20055-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE DE SERVICES DES ROUTIERS D'AMOS
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE DE SERVICES DES ROUTIERS D'AMOS », dont le siège social est situé à Amos, QC, circonscription électorale d'Abitibi-Ouest.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20021-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE D'HABITATION DU COLLÈGE (MONTRÉAL)
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations

coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE D'HABITATION DU COLLÈGE (MONTRÉAL) », dont le siège social est situé à Montréal, QC, circonscription électorale de Saint-Henri.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20098-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE D'HABITATION ÉLAINE DE LAVAL
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE D'HABITATION ÉLAINE DE LAVAL », dont le siège social est situé à ville de Laval, QC, circonscription électorale de Vimont.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20056-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

LA COOPÉRATIVE D'HABITATION « ENGOULVENT » DE RIMOUSKI
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « LA COOPÉRATIVE D'HABITATION « ENGOULVENT » DE RIMOUSKI », dont le siège social est situé à Rimouski, QC, circonscription électorale de Rimouski.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20099-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE D'HABITATION ENSOLEILLÉE DE HAUTERIVE
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE D'HABITATION ENSOLEILLÉE DE HAUTERIVE » dont le siège social est situé à Hauterive, QC, circonscription électorale de Saguenay.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20100-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE D'HABITATION L'IMPRÉVU DE MONTRÉAL
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE D'HABITATION L'IMPRÉVU DE MONTRÉAL », dont le siège social est situé à Montréal, QC, circonscription électorale de Sainte-Marie.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20101-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE D'HABITATION PLACE NOTRE-DAME DE FOY (SAINTE-FOY)
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE D'HABITATION PLACE NOTRE-DAME DE FOY (SAINTE-FOY) », dont le siège social est situé à Sainte-Foy, QC, circonscription électorale de Louis-Hébert.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20102-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DU BAS ST-MAURICE
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DU BAS ST-MAURICE », dont le siège social est situé à Shawinigan, QC, circonscription électorale de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20057-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE FORESTIÈRE PICANOC — HAUTE GATINEAU
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE FORESTIÈRE PICANOC — HAUTE GATINEAU », dont le siège social est situé à Gracefield, QC, circonscription électorale de Gatineau.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20103-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

COOPÉRATIVE FORESTIÈRE SENNETERRE
(Loi sur les associations coopératives)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les associations coopératives, il a approuvé la formation d'une association sous le nom de « COOPÉRATIVE FORESTIÈRE SENNETERRE », dont le siège social est situé à Senneterre, QC, circonscription électorale d'Abitibi-Est.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20104-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

Avis divers

Village de Champlain
et
Paroisse de La Visitation-de-Champlain

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil du village de Champlain et le Conseil de la paroisse de La Visitation-de-Champlain ont adopté, à la majorité de leurs membres, des règlements, soit le Règlement 89-82 du village de Champlain et le Règlement 176-82 de la paroisse de La Visitation-de-Champlain, autorisant ces municipalités à présenter une requête au gouvernement pour regrouper le village de Champlain et la paroisse de La Visitation-de-Champlain et créer la nouvelle municipalité de Champlain aux conditions suivantes:

a) le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité de Champlain »;

b) le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique numéro 4774, en date du 2 juin 1982, préparée par M. Jean-Marie Chastenay, arpenteur-géomètre, et annexée à la présente pour en faire partie comme si elle était au long reproduite;

c) la nouvelle municipalité est régie par le Code municipal;

d) un Conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres des deux Conseils existant au moment de la fusion. Le quorum sera de huit (8) membres. Les deux maires actuels alterneront comme maire du Conseil provisoire pour deux périodes égales. Un tirage au sort lors de la première assemblée du Conseil provisoire déterminera lequel des deux maires actuels exercera ce rôle en premier;

e) la première assemblée du Conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes, elle aura lieu à 20 h au centre du Tricentenaire, sans avis de convocation;

f) la première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1982, si les lettres patentes entrent en vigueur avant le 1er octobre 1982. Si les lettres patentes entrent en vigueur après le 1er octobre 1982, la première élection générale aura lieu le premier dimanche du troisième mois suivant le mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes. Si le troisième mois est le mois de janvier, l'élection générale est reportée au premier dimanche du mois suivant. L'élection subséquente pour le remplacement de deux (2) conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1983, et les sièges seront déterminés selon les modalités prévues à l'article 249*c* et 249-*d* du Code municipal. La durée du mandat des membres du Conseil sera de trois (3) ans. Les sièges seront numérotés de un (1) à six (6) à compter de la première élection générale;

g) pour la première élection générale, seules peuvent être candidates aux sièges numéros 1, 2 et 3 les personnes possédant le cens d'éligibilité, conformément à l'article 226 du Code municipal et inscrites au rôle d'évaluation à l'égard d'un immeuble situé dans la partie Ouest de la nouvelle municipalité, telle que décrite à l'annexe B de la présente requête, et seules peuvent être candidates aux sièges numéros 4, 5 et 6 les personnes possédant le cens d'éligibilité, conformément à l'article 226 du Code municipal et inscrites au rôle d'évaluation à l'égard d'un immeuble situé dans la partie Est de la nouvelle municipalité, telle que décrite à l'annexe B de la présente requête;

h) la secrétaire-trésorière de l'ancienne paroisse de La Visitation-de-Champlain devient secrétaire-trésorière de la nouvelle municipalité. La secrétaire-trésorière de l'ancien village de Champlain devient secrétaire-trésorière adjointe;

i) devient à la charge de l'ensemble des biens-fonds imposables de la nouvelle municipalité, sur la base de

la valeur desdits biens-fonds telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation en vigueur chaque année le solde des échéances, au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, en capital et intérêts, des règlements suivants: les Règlements 63 et 75 de l'ancien village de Champlain; les Règlements 106 et 156 de l'ancienne paroisse de La Visitation-de-Champlain. Les clauses d'imposition desdits règlements sont modifiées en conséquence;

j) toute dette qui pourrait survenir à la suite d'une poursuite judiciaire pour un ou des actes posés par une ancienne municipalité reste à la charge de l'ensemble des contribuables de cette ancienne municipalité.

k) un inventaire sera fait de tous les documents (règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports et autres) produits ou reçus par les anciennes municipalités fusionnées sous la direction de la secrétaire-trésorière dans les six (6) mois qui suivent la publication des lettres patentes;

l) la nouvelle municipalité succède aux droits, obligations et charges des municipalités intéressées; elle devient, sans reprise d'instance partie à toute instance, aux lieu et place des municipalités intéressées. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés;

m) tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités requérantes deviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

n) la nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe du regroupement ou aux modalités de la requête conjointe dans les trente jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe aux secrétariats du village de Champlain et de la paroisse de La Visitation-de-Champlain.

La secrétaire-trésorière de la paroisse de La Visitation-de-Champlain,
REINE-AIMÉE TOUPIN.

Description technique

Des limites du territoire de la municipalité de Champlain, provenant de la fusion des municipalités de la paroisse de La Visitation-de-Champlain et du village de Champlain.

Le territoire de la « municipalité de Champlain », municipalité régionale de comté de Francheville, comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de La Visitation-de-Champlain, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau, îles, ou parties d'iceux, est compris dans les limites ci-après décrites:

Commençant au coin nord du lot 505 du cadastre de la paroisse de La Visitation-de-Champlain; de là, successivement, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de La Visitation-de-Champlain et de Saint-François-Xavier-de-Batiscan et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; de là, dans une direction générale ouest, la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne cadastrale entre les paroisses de La Visitation-de-Champlain et de Cap-de-la-Madeleine; de là, vers le nord-ouest, le prolongement de la ligne cadastrale entre les paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de La Visitation-de-Champlain et la ligne cadastrale entre les paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 338; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 348; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 349; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 563; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 557; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 357; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 370; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 373; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 379; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 380; de là, vers le nord-est, le nord-ouest et le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de

Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 395; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 396; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 411; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 412; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 420; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 422; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 434; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 460; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 555; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 544; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 543; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 533; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 532; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 524; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 523; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 520; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Sainte-Geneviève-de-Batiscan et de La Visitation-de-Champlain et la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-François-Xavier-de-Batiscan et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin est du lot 519; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-François-Xavier-de-Batiscan et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au point de départ.

Ce territoire comprend une superficie de soixante-dix-neuf kilomètres carrés et quatre dixièmes (79,4 km²).

Le terrain ainsi décrit est représenté sur le plan préparé par le soussigné en date du 2 juin 1982.

Préparée à Cap-de-la-Madeleine, ce deuxième jour du mois de juin mil neuf cent quatre-vingt-deux, sous le numéro quatre mille sept cent soixante-quatorze (no 4774) de mes minutes.

JEAN-MARIE CHASTENAY,
arpenteur-géomètre.

Des limites du secteur Est de la municipalité de Champlain.

Une partie du territoire de la « municipalité de Champlain », municipalité régionale de comté de Francheville, comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de La Visitation-de-Champlain, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau, îles, ou parties d'iceux, est compris dans les limites ci-après décrites:

Commençant au coin nord du lot 505 du cadastre de la paroisse de La Visitation-de-Champlain; de là, successivement, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de La Visitation-de-Champlain et de Saint-François-Xavier-de-Batiscan et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; de là, dans une direction générale ouest, la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 134 et 137; de là, vers le nord-ouest, le prolongement de la ligne séparative des lots 134 et 137 et la ligne séparative des lots 134 et 137 jusqu'à la ligne sud-est du lot 136; de là, dans une direction nord-ouest, la ligne séparative des lots 134 et 136 jusqu'au chemin public (sans désignation cadastrale); de là, dans une direction est, la ligne est du chemin public jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 130; de là, dans une direction nord-ouest, le prolongement de la ligne sud-ouest et la ligne sud-ouest des lots 130, 77 et 435, en longeant la limite nord-est de la route publique jusqu'au coin ouest du lot 435; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 460; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 555; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 544; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de la Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 543; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 533; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 532; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les

paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 524; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 523; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 520; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Sainte-Geneviève-de-Batiscan et de La Visitation-de-Champlain et la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-François-Xavier-de-Batiscan et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin est du lot 519; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-François-Xavier-de-Batiscan et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au point de départ.

Ce territoire comprend une superficie de trente-deux kilomètres carrés et quatre dixièmes (32,4 km²).

Le terrain ainsi décrit est représenté sur le plan préparé par le soussigné en date du 2 juin 1982.

Préparée à Cap-de-la-Madeleine, ce deuxième jour du mois de juin mil neuf cent quatre-vingt-deux, sous le numéro quatre mille sept cent quatre-vingt-sept (no 4787) de mes minutes.

JEAN-MARIE CHASTENAY,
arpenteur-géomètre.

Des limites du secteur Ouest de la municipalité de Champlain.

Une partie du territoire de la « municipalité de Champlain », municipalité régionale de comté de Francheville, comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de La Visitation-de-Champlain, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau, îles, ou parties d'iceux, est compris dans les limites ci-après décrites:

Commençant au coin nord du lot 434 du cadastre de la paroisse de La Visitation-de-Champlain; de là, successivement, vers le sud-est, la ligne sud-est des lots 434, 160, 135 et son prolongement jusqu'à la ligne nord du lot 134; de là, vers l'ouest, la ligne nord du lot 134 jusqu'au coin nord-est du lot 136; de là, vers le sud, la ligne est du lot 136; de là, vers le sud-est, la ligne nord-est des lots 136 et 137 et son prolongement jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; de là, dans une direction générale ouest, la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement de la ligne cadastrale entre les paroisses de La Visitation-de-Champlain et de Cap-de-la-Madeleine; de là, vers le nord-ouest, le prolongement de la ligne cadastrale entre les paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de La Visitation-de-Champlain et la ligne cadastrale entre les paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 338; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 348; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 349; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 563; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Maurice et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 557; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 357; de là, vers l'est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 370; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 373; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 379; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 380; de là, vers le nord-est, le nord-ouest et le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 395; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 396; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 411; de là, vers le nord-ouest, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 412; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 420; de là, vers le sud-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin ouest du lot 422; de là, vers le nord-est, la ligne cadastrale entre les paroisses de Saint-Luc et de La Visitation-de-Champlain jusqu'au coin nord du lot 434, soit le point de départ.

Ce territoire comprend une superficie de quarante-sept kilomètres carrés (47,0 km²).

Le terrain ainsi décrit est représenté sur le plan préparé par le soussigné en date du 2 juin 1982.

Préparée à Cap-de-la-Madeleine, ce deuxième jour du mois de juin mil neuf cent quatre-vingt-deux, sous le numéro quatre mille sept cent quatre-vingt-six (no 4786) de mes minutes.

JEAN-MARIE CHASTENAY,
arpenteur-géomètre.

20043-o

Mosquée de Montréal
Montréal Mosque

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71), il a accordé des lettres patentes, en date du 22 mars 1982, constituant en corporation régie par la Loi sur les corporations religieuses: M. Mohamed M. Amin, médecin, 5227, avenue Westbourne, Côte-Saint-Luc, M. Mohamed Berrada, gérant, 86, boulevard de la Concorde, Laval-des-Rapides, et M. Gutbi Ahmed, professeur, 2895, avenue Kent, appartement 3, Montréal.

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 5 000 000,00 $.

Le siège social de la corporation est situé au 7445, avenue Chester, Côte-Saint-Luc.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
JEAN-MARIE BOUCHARD
20019-o 1856-0730.

Placements Co-op
(Loi sur les syndicats coopératifs)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis, conformément à l'article 54 *c* de la Loi sur les syndicats coopératifs, que Placements Co-op est en défaut de produire depuis plus de trois (3) ans au ministère des Institutions financières et Coopératives le compte rendu visé à l'article 35, conformément à l'article 54 *c* de ladite loi; ce syndicat est en conséquence passible de dissolution sans autre avis, faute de remédier à cette omission dans les trente (30) jours qui suivent la publication du présent avis.

Québec, le 5 juillet 1982.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20019-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

Paroisse de Saint-Épiphane

Prenez avis qu'en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39), lors d'une séance régulière tenue le 3 mai 1982, le Conseil de cette municipalité a adopté le Règlement no 110 intitulé « Règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières », et que ledit règlement entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication du présent avis.

Saint-Épiphane, le 15 juin 1982.

La secrétaire-trésorière,
20105-o LUCIE APRIL.

Municipalité de Saint-René-de-Matane
et
Municipalité de Saint-Nil

Avis est par les présentes, donné que le Conseil de la municipalité de Saint-René-de-Matane et l'administrateur de la municipalité de Saint-Nil ont adopté, à la majorité de leurs nombres, le Règlement numéro 96 de la municipalité de Saint-René-de-Matane et l'Ordonnance numéro 42-82 de la municipalité de Saint-Nil, autorisant ces municipalités à présenter une requête au gouvernement pour regrouper les municipalités de Saint-René-de-Matane et Saint-Nil, et créer la nouvelle municipalité de Saint-René-de-Matane aux conditions suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « municipalité de Saint-René-de-Matane »;

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui déterminé par la description technique et le plan sur toile préparés par Pelletier & Pelletier, arpenteurs-géomètres, en date du 22e jour du mois de mars 1982. La description technique est annexée à la présente requête pour en faire partie comme si elle était au long reproduite;

3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal;

4. Un conseil provisoire sera en poste jusqu'à la première élection générale. Il sera composé de tous les membres du conseil de l'ancienne municipalité de Saint-René-de-Matane et l'administrateur de l'ancienne municipalité de Saint-Nil. Le maire de l'ancienne municipalité de Saint-René-de-Matane sera le maire du conseil provisoire;

5. La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à 20 h à la salle des Loisirs de Saint-René-de-Matane et sans autre convocation;

6. La première élection générale aura lieu le premier dimanche de novembre 1982, si les lettres patentes entrent en vigueur avant le 1er octobre 1982;

Si les lettres patentes entrent en vigueur après le 1er octobre 1982, la première élection générale aura lieu le

premier dimanche du troisième mois suivant le mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes. Si le troisième mois est le mois de janvier, l'élection générale est reportée au premier dimanche du mois suivant. L'élection subséquente pour le remplacement de deux (2) conseillers aura lieu le premier dimanche de novembre 1983;

La durée du mandat des membres du conseil sera de trois (3) ans. Les sièges seront numérotés de un (1) à six (6) à compter de la première élection générale;

7. Le secrétaire-trésorier de l'ancienne municipalité de Saint-René-de-Matane devient le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité;

8. Un inventaire sera fait de tous les documents (règlements, procès-verbaux, rôles d'évaluation, photographies, permis de construire, cartes, plans, rapports et autres produits ou reçus par les anciennes municipalités regroupées sous la direction du secrétaire-trésorier dans les six (6) mois qui suivront la publication des lettres patentes. Toutes les pièces vieilles de moins de cinq (5) ans nécessaires à la bonne marche de la nouvelle municipalité y seront conservées;

9. Les surplus (ou déficits) accumulés au fonds général de chacune des municipalités regroupées au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, constitueront le surplus (ou déficit) accumulé de la nouvelle municipalité;

10. Tous les biens mobiliers et immobiliers appartenant à chacune des municipalités regroupées diviendront la propriété de la nouvelle municipalité;

11. La nouvelle municipalité succède aux droits, obligations et charges des municipalités intéressées; elle devient, sans reprise d'instance, partie à toute instance, aux lieu et place des municipalités intéressées. Les règlements, résolutions, procès-verbaux, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres actes de chacune des municipalités requérantes demeurent en vigueur dans le territoire pour lequel ils ont été faits jusqu'à ce qu'ils soient amendés, annulés ou abrogés;

12. La nouvelle municipalité deviendra effective conformément à la loi.

Tout propriétaire ou tout locataire des municipalités concernées peut s'opposer au principe du regroupement ou aux modalités de la requête conjointe, dans les trente (30) jours qui suivent la date de la dernière parution dans un journal du présent avis et peut faire connaître les motifs de son opposition en s'adressant par écrit à la Commission municipale du Québec au 20, avenue Chauveau, Québec.

On peut prendre connaissance et obtenir copie du texte de la requête conjointe aux secrétariats des municipalités de Saint-René-de-Matane et Saint-Nil.

La secrétaire-trésorière de
la municipalité de Saint-René-de-Matane,
MARIELLE RICHARD.

Description technique

Des limites du territoire de la municipalité de Saint-René-de-Matane, dans la municipalité régionale de comté de Matane.

Le territoire actuel des municipalités des paroisses de Saint-Nil et de Saint-René-de-Matane, dans la municipalité régionale de comté de Matane, comprenant en référence aux cadastres des cantons de Saint-Denis et de Tessier, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, routes, lacs, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Tessier et de Matane et de la ligne séparative des rangs V et VI du canton de Tessier; de là, successivement, les lignes et les démarcations suivantes: en référence au cadastre du canton de Tessier, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne séparative des lots 29 et 30 du rang VI; la ligne séparative des lots 29 et 30 dans les rangs VI et VII; partie de la ligne séparative des rangs VII et VIII en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des cantons de Tessier et de Saint-Denis; partie de ladite ligne séparative de cantons en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des rangs VIII et IX du cadastre du canton de Saint-Denis; en référence à ce cadastre, partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne séparative des lots 23 et 24 du rang IX; ladite ligne séparative de lots; partie de la ligne séparative des rangs IX et X en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 35 et 36 du rang X; ladite ligne séparative de lots et la ligne séparative des lots 35B et 36 du rang XI; partie de la ligne séparative des rangs XI et XII en allant vers le nord-est jusqu'à la ligne séparative des lots 48 et 49 du rang XII; ladite ligne séparative de lots et la ligne sud-est du lot 49 du rang XII; partie de la ligne nord-est et la ligne sud-est du canton de Saint-Denis; enfin, la ligne sud-est et partie de la ligne sud-ouest du canton de Tessier jusqu'au point de départ.

Lequel territoire comprend une superficie approximative de deux cent quarante-huit kilomètres carrés (248,0 km^2).

Le territoire ainsi décrit est représenté sur le plan préparé par le soussigné en date de ce jour, sous le numéro 1-2572 de mes minutes.

Faite et préparée à Matane, le 22 mars 1982.

Minute no 4310

L'arpenteur-géomètre,
20107-o SÉVERIN PELLETIER.

Société de développement des industries de la culture et des communications

Le ministre des Affaires culturelles, chargé de l'application de la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications (L.R.Q., c. S-18.3) donne avis, conformément à l'article 2 de la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications, que le gouvernement a déterminé par le Décret 1174-82 en date du 19 mai 1982 que le siège social de la Société de développement des industries de la culture et des communications est situé au 801, rue Sherbrooke est à Montréal.

Le ministre des Affaires culturelles chargé de l'application de la Loi sur la Société de développement des industries de la culture et des communications,
20042-o CLÉMENT RICHARD.

Successions Éloi Tardif et Cécile Isabelle

Conformément à l'article 676 du Code civil du Bas-Canada, avis est, par les présentes, donné qu'Henri Isabelle, menuisier, domicilié au 1960 de l'avenue Tardif à Plessisville, comté de Mégantic, QC, agissant ès qualités de tuteur à sa nièce, Louise Tardif, en vertu d'un jugement de la Cour supérieure du district de Frontenac rendu le 15 avril 1982 (dossier no 235-14-000039-829), a accepté, sous bénéfice d'inventaire, les successions de feus Éloi Tardif et Cécile Isabelle en leur vivant domiciliés au 561, 5e Rang est à Plessisville, comté de Mégantic, QC, aux termes d'un acte reçu par Jean Gagné, notaire exerçant au 1574 de l'avenue Saint-Édouard à Plessisville, comté de Mégantic, QC, G6L 2K5, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Mégantic, le 31 mai 1982, sous le numéro 145510.

Un inventaire fidèle et exact des biens des successions de feus Éloi Tardif et Cécile Isabelle a été fait devant Jean Gagné, notaire, et peut être consulté à son bureau à l'adresse ci-dessus indiquée.

Après deux (2) mois du présent avis, le bénéficiaire paiera les créanciers à mesure qu'ils se présenteront.

Plessisville, le 5 juillet 1982.

Le procureur,
20130-o JEAN GAGNÉ, *notaire.*

Le Syndicat d'Épargne des Laitiers du Québec
(Loi sur les syndicats coopératifs)

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis, conformément à l'article 54 *c* de la Loi sur les syndicats coopératifs, que le Syndicat d'Épargne des Laitiers du Québec est en défaut de produire depuis plus de trois (3) ans au ministère des Institutions financières et Coopératives le compte rendu visé à l'article 35, conformément à l'article 54 *c* de ladite loi; ce syndicat est en conséquence passible de dissolution sans autre avis, faute de remédier à cette omission dans les trente (30) jours qui suivent la publication du présent avis.

Québec, le 5 juillet 1982.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20019-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

Caisses d'épargne et de crédit — Loi sur les

Caisse d'entraide économique de Magog-Orford

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis, conformément à l'article 110 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, que le nombre de membres de « Caisse d'entraide économique de Magog-Orford » est réduit à moins de douze; cette caisse est en conséquence passible de la dissolution sans autre avis, faute de remédier à cette omission dans les soixante jours qui suivent la publication du présent avis.

Québec, le 25 juin 1982.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20019-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique de Vaudreuil-Soulanges

Le ministre des Institutions financières et Coopératives donne avis, conformément à l'article 110 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, que le nombre de membres de « Caisse d'entraide économique de Vaudreuil-Soulanges » est réduit à moins de douze; cette caisse est en conséquence passible de la dissolution sans autre avis, faute de remédier à cette omission dans les soixante jours qui suivent la publication du présent avis.

Québec, le 25 juin 1982.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20019-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

Caisse populaire Desjardins de Chicoutimi-Nord

Avis est donné que le ministre des Institutions financières et Coopératives a approuvé le règlement adopté le 3 mars 1982 par « LA CAISSE POPULAIRE DE CHICOUTIMI-NORD » changeant son nom en celui de « Caisse populaire Desjardins de Chicoutimi-Nord. » Le ministre a également approuvé que la caisse change son territoire qui était celui de « la cité de Chicoutimi-Nord et la municipalité du canton (de) Tremblay », en celui de « La ville de Chicoutimi, la municipalité du canton (de) Tremblay et la municipalité de Saint-Fulgence ».

Québec, le 25 juin 1982.

Le sous-ministre des Institutions financières et Coopératives,
20044-o JEAN-MARIE BOUCHARD.

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

Wilbrod Gaston Boileau

Par le certificat numéro 82-265 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jean-Marie-Wilbrod Ouellet, né le 14 mai 1931, en celui de Wilbrod Gaston Boileau.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Laura Eva Bourque

Par le certificat numéro 82-257 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Eva Laura Bouchard, née le 14 juillet 1917, en celui de Marie Laura Eva Bourque.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Luce Corinne Carrier

Par le certificat numéro 82-274 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Luce, née le 24 avril 1905, en celui de Marie Luce Corinne Carrier.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Thérèse Arlette De Blois

Par le certificat numéro 82-272 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Thérèse Arlette Lamoureux, née le 23 avril 1937, en celui de Marie Thérèse Arlette De Blois.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie France Chantal Desrosiers

Par le certificat numéro 82-275 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie France Chantal Morin, née le 5 décembre 1959, en celui de Marie France Chantal Desrosiers.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Béatrice Dupont

Par le certificat numéro 82-263 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Béatrice, née le 23 octobre 1920, en celui de Marie Béatrice Dupont.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Michael Danny Efraim

Par le certificat numéro 82-244 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mihai-Bogdan Efraim, né le 29 décembre 1945, en celui de Michael Danny Efraim.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Zoltan Farkas

Par le certificat numéro 82-260 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a confirmé le nom de Zoltan Farkas, né le 8 septembre 1921, au lieu de Abraham Katz (nom utilisé auparavant).

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Jean Frédéric Sylvain Fréreault-Leroux

Par le certificat numéro 82-270 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Frédéric Sylvain Frércault, né le 5 juin 1963, en celui de Jean Frédéric Sylvain Frércault-Leroux.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Dolard Léo Gagnon

Par le certificat numéro 82-245 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Dolard Gagnon, né le 15 septembre 1921, en celui de Joseph Dolard Léo Gagnon.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Ulric Richard Gagnon

Par le certificat numéro 82-266 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Ulric Richard Beaudoin, né le 7 juillet 1960, en celui de Joseph Ulric Richard Gagnon.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marilyn Mindel Gitnick

Par le certificat numéro 82-246 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Mindel Gitnick, née le 21 décembre 1932, en celui de Marilyn Mindel Gitnick.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Laure Béatrice Flore Gosselin

Par le certificat numéro 82-247 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Laure Floristine Béatrice Gosselin, née le 30 août 1920, en celui de Marie Laure Béatrice Flore Gosselin.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Maria Grusk

Par le certificat numéro 82-271 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Maria Gruskiewich, née le 24 juillet 1932, en celui de Maria Grusk.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

John Stephen Harrison

Par le certificat numéro 82-262 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de John Stephen Hrycyshyn, né le 8 juillet 1945, en celui de John Stephen Harrison.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Lucille France Huneault

Par le certificat numéro 82-267 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lucille France Bergevin, née le 30 janvier 1963, en celui de Marie Lucille France Huneault.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Alan Fai Ming Ing

Par le certificat numéro 82-269 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Fai Ming Ng, né le 8 mai 1953, en celui de Alan Fai Ming Ing.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Machleh Isenberg

Par le certificat numéro 82-248 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Minnie Isenberg, née le 5 novembre 1938, en celui de Machleh Isenberg.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Rod Jazra

Par le certificat numéro 82-249 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Riad Jazra, né le 14 février 1954, en celui de Rod Jazra.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Fernande Suzie Joncas

Par le certificat numéro 82-250 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Fernande Suzanne Joncas, née le 3 mai 1962, en celui de Marie Fernande Suzie Joncas.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Paula Langevin

Par le certificat numéro 82-261 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Paula Girard, née le 15 mars 1954, en celui de Marie Paula Langevin.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Richard René Lefebvre

Par le certificat numéro 82-259 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph René Richard Brisebois, né le 22 mars 1941, en celui de Joseph Richard René Lefebvre.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Jean Claude Liao

Par le certificat numéro 82-251 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Lui Sion Tsan Liao, né le 4 janvier 1936, en celui de Jean Claude Liao.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph André Danny Mc Kinnon

Par le certificat numéro 82-252 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph André Daniel Mc Kinnon, né le 10 septembre 1959, en celui de Joseph André Danny Mc Kinnon.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Marie Pauline Bertha Lisette Pharand

Par le certificat numéro 82-264 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Pauline Bertha Lucette, née le 30 juin 1949, en celui de Marie Pauline Bertha Lisette Pharand.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Claude Étienne Poisson

Par le certificat numéro 82-253 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Nestor Claude Poisson, né le 5 septembre 1954, en celui de Joseph Claude Étienne Poisson.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Rita Ève Marie

Par le certificat numéro 82-258 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Rita-Paul Bourassa, née le 15 janvier 1937, en celui de Rita Ève Marie.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Édouard Gérard Fernand Roy

Par le certificat numéro 82-273 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Édouard Gérard Fernand Lavoie, né le 31 juillet 1947, en celui de Joseph Édouard Gérard Fernand Roy.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Daniel Serge St-Jean

Par le certificat numéro 82-256 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Daniel Serge Bellefleur, né le 10 août 1962, en celui de Joseph Daniel Serge St-Jean.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Antoine René Roger Thibault

Par le certificat numéro 82-254 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Antoine René Thibault, né le 25 octobre 1941, en celui de Joseph Antoine René Roger Thibault.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Guylaine Tremblay

Par le certificat numéro 82-255 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Hélène Tremblay, née le 4 janvier 1960, en celui de Guylaine Tremblay.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Joseph Serge Jean Paul Turcotte

Par le certificat numéro 82-268 du 10 juin 1982, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom

de Joseph Jean Paul Brassard, né le 28 août 1963, en celui de Joseph Serge Jean Paul Turcotte.

Sainte-Foy, le 28 juin 1982.

Le sous-registraire du Québec,
20020-o GERMAIN HALLEY.

Demandes

Marie-Pierre Beaulne

Avis est, par la présente, donné que Marie-Pierre Beaulne, domiciliée et résidant au 120, Jardin-du-Manoir, appartement 1 à Saint-Hilaire, district de Saint-Hyacinthe, ayant résidé à Sainte-Adèle, district de Terrebonne, connue sous le nom de Nancy Beaulne dans ces deux districts, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Nancy Beaulne.

Saint-Jérôme, le 11 juin 1982.

Les procureurs de la requérante,
DUFOUR, TRÉPANIER, MÉNARD,
20072-29-2-o RICHER, GAGNON & GIROUX, *avocats.*

Marie Lise Louiselle Bergevin

Avis est donné que Marie Lise Louiselle Bergevin, ménagère, épouse de Gérard Landry, domiciliée au 5325, Grenoble, Trois-Rivières-Ouest, district de Trois-Rivières, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Marie Lise Louise Bergevin.

Trois-Rivières, le 28 mai 1982.

Les procureurs de la requérante,
20035-29-2-o GODIN LACOURSIÈRE & ASSOCIÉS.

Émilia Blanchette

Avis est, par la présente, donné que Émilia Blanchette, domiciliée et résidant à R.R. no 5, Saint-Georges-Ouest, comté de Beauce, province de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Émilienne Blanchette.

Québec, le 28 juin 1982.

Les procureurs de la requérante,
DUPLESSIS, BERNIER,
20022-29-2-o BROCHU ET ASSOCIÉS.

Marie Sylvie Ghislaine Bouchard

Avis est, par la présente, donné que Marie Sylvie Ghislaine Bouchard, domiciliée au 134B, Bouchard à Mistassini, district de Roberval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Sylvie Guylaine Bouchard.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Dolbeau, le 28 mai 1982.

Le procureur de la requérante,
19996-28-2-o RAYMOND POISSON, *avocat.*

Michel Burgess

Avis est donné que Michel Burgess, apprenti pressier, domicilié au numéro 256, 7e Avenue, ville Île-Perrot, comté de Vaudreuil, district de Beauharnois, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Michel Sauvé.

Aucune autre personne ne verra son nom changé.

Les Cèdres, le 28 juin 1982.

Le procureur du requérant,
20058-29-2-o JEAN PIERRE MÉNARD, *notaire.*

Paul Burgess

Avis est donné que Paul Burgess, photograveur, domicilié au numéro 14, 4e Avenue, paroisse Notre-Dame-de-l'Île Perrot, comté de Vaudreuil, district de Beauharnois, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Paul Sauvé.

Aucune autre personne ne verra son nom changé.

Les Cèdres, le 28 juin 1982.

Le procureur du requérant,
20059-29-2-o JEAN PIERRE MÉNARD, *notaire.*

Joseph Vital Colette

Avis est, par les présentes, donné que Joseph Vital Colette, présentement préposé à l'entretien, domicilié et demeurant au 8627, rue Drolet, appartement 4 à Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir

un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Paul Colette.

Montréal, le 21 juin 1982.

Le procureur du requérant,
19985-28-2-o ME GÉRARD SOUMEILLANT.

Lucille Courberon

Avis est donné que Lucille Courberon, ménagère, domiciliée au 415, du Couvent est à Cacouna, comté de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lucille D'Amours.

Rivière-du-Loup, le 16 juin 1982.

Le procureur de la requérante,
20045-29-2-o MARJOLAINE CROTEAU, *notaire.*

Percy Allen Crandall

Avis est donné que Percy Allen Crandall, résidant au 4620, boulevard Pie-IX, appartement 2, Montréal, QC, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Percy Allen Wallis.

Montréal, le 7 juillet 1982.

Le requérant,
20108-29-2-o PERCY ALLEN (CRANDALL) WALLIS.

Joseph Jean-Louis Stéphane Cusson

Avis est donné que Joseph Jean-Louis Stéphane Cusson, installateur, domicilié au 66, rue Dollard à Farnham, district de Bedford, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant d'ajouter à ses prénoms celui de Fernand.

Montréal, le 3 juin 1982.

Les procureurs du requérant,
FAVREAU, ASSELIN,
19938-28-2-o DUPAUL & LALANDE.

Marie Yvette Gisèle Line Gauthier

Avis est, par les présentes, donné que Marie Yvette Gisèle Line Gauthier, coiffeuse, résidant et domiciliée au 6240, rue Bienville, ville de Brossard, district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Dany Line El Khoury.

Montréal, le 5 juillet 1982.

Les procureurs de la requérante,
20131-29-2-o HELLER, LANDY & MAUER.

Joseph Laval Daniel Guenette

Avis est donné que Joseph Laval Daniel Guenette, mécanicien, domicilié et résidant au 260, Sainte-Madeleine, Sainte-Marie de Beauce, district judiciaire de Beauce, province de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Joseph Laval Dany Guenette.

Aucune autre personne ne sera affectée par ce changement de nom.

Sainte-Marie de Beauce, le 2 juillet 1982.

Les procureurs du requérant,
20086-29-2-o SYLVAIN, PARENT & GOBEIL, *avocats.*

Linda Jewel Rabinovitch

Prenez avis que Linda Jewel Rabinovitch, enseignante, domiciliée et résidant à Thurso, boîte postale 585, district de Hull, QC, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Linda Shubert et qu'aucune autre personne ne sera affectée par ce changement de nom.

Hull, le 8 juin 1982.

Le procureur de la requérante,
19962-28-2-o SERGE CÔTÉ, *notaire.*

Chantale Julien

Avis est donné, par la présente, que Chantale Julien, domiciliée et résidant au 368, rue Labrecque, Chicoutimi, district de Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Chantale Tremblay.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Chicoutimi, le 28 juin 1982.

Les procureurs de la requérante,
MES ROY, PÉRIGNY, VÉZINA,
20046-29-2-o BEAULIEU, FILLION & LEBLANC.

Sébastien Leblanc

Avis est donné que Nicole Auger, éducatrice, domiciliée au 4, rue des Pins, Kingsey-Falls, district de Drummond, province de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant le nom de son fils Sébastien Leblanc en celui de Sébastien Auger.

Ce changement de nom n'affectera aucune autre personne.

Kingsey-Falls, le 28 juin 1982.

Le procureur de la requérante,
20047-29-2-o JOANNE FOURNIER, *notaire.*

Joseph Léger

Avis est donné que Joseph Léger, demeurant au 448, rue Lahaie, Pont-Viau, ville de Laval, province de Québec, district de Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Jean-Paul Cloutier.

Aucune autre personne que le requérant n'est affectée par la présente demande.

Ville de Laval, le 22 juin 1982.

Le requérant,
20060-29-2-o JOSEPH LÉGER.

Marie Alice Micheline Lessard

Prenez avis que Marie Alice Micheline Lessard, domiciliée au 383, rue Notre-Dame, Repentigny, district judiciaire de Joliette, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Alice Micheline Michèle Lessard.

Montréal, le 30 juin 1982.

Les procureurs de la requérante,
20073-29-2-o COLBY, RIOUX, DEMERS & SMILEY.

Jean McCarragher

Prenez avis que Jean McCarragher, représentant, domicilié au 17946, rue Théberge, Saint-Janvier, ville de Mirabel, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jean Allard.

Saint-Janvier, le 10 juin 1982.

Le procureur du requérant,
19939-28-2-o FRANÇOIS LEFEBVRE, notaire.

Carman Paquet

Prenez avis que Carman Paquet, agent vérificateur, domicilié au 24, Belle-Meunière sud, Neufchâtel, QC, G2B 1Z5, district de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Carmin Paquet.

Neufchâtel, le 25 juin 1982.

Le requérant,
19961-28-2-o CARMAN PAQUET.

Lyse Perreault (Beaucage)

Prenez avis que Lyse Perreault (Beaucage), domiciliée au 1425, rue Beauharnois, appartement 5, Longueuil-Est, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom de famille en celui de Harvey.

Ce changement de nom affectera également ses enfants Pascal, Martial et Annick.

Montréal, le 2 avril 1982.

La requérante,
20074-29-2-o LISE PERREAULT (BEAUCAGE).

Johanne Roy

Avis est, par les présentes, donné que Johanne Roy, étudiante, domiciliée au 424, Taschereau est, Rouyn, district de Rouyn-Noranda, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Johanne Chicoine.

Amos, le 16 juin 1982.

Les procureurs de la requérante,
20109-29-2-o ST-JULIEN, TESSIER & ASSOCIÉS.

Patricia Roy

Avis est, par la présente, donné que Patricia Roy, résidant et domiciliée au 165, rue Carillon, appartement 2, Saint-Jean-sur-Richelieu, district d'Iberville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Patricia Girard.

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 14 juin 1982.

Les procureurs de la requérante
20075-29-2-o DUREAULT, BOULERICE & PLOUFFE.

Daniel Tshakallis

Avis est donné, par les présentes, que M. Daniel Tshakallis, électricien, domicilié au 464, du Ruisseau, Beauport, district de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Dany Kallis. Ce changement de nom sera applicable à son épouse, Jacinthe Purcell, et à ses deux (2) enfants mineurs, Donald et Isabelle, résidant avec lui à la même adresse.

Québec, le 16 juin 1982.

Le procureur du requérant,
20087-29-2-o CONSTANT KALLIS.

Hélène Tshakallis

Avis est donné, par les présentes, que Hélène Tshakallis, ménagère, domiciliée au 161, de l'Église, Notre-Dame-des-Laurentides, Charlesbourg, district de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de Hélène Kallis.

Québec, le 16 juin 1982.

Le procureur de la requérante,
20088-29-2-o CONSTANT KALLIS.

René Tshakallis

Avis est donné, par les présentes, que M. René Tshakallis, électricien, domicilié au 9047, place Cervin, Charlesbourg, district de Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat changeant son nom en celui de René Kallis.

Ce changement de nom sera applicable à son épouse, Carole Purcell, et à ses trois (3) enfants mineurs, Dave, Annick et Vicky, résidant avec lui à la même adresse.

Québec, le 16 juin 1982.

Le procureur du requérant,
20089-29-2-o CONSTANT KALLIS.

Martha Van Bronswyk Leboeuf

Avis est, par les présentes, donné que Martha Van Bronswyk Leboeuf, domiciliée et résidant au 4202, boulevard Samson, Chomedey, ville de Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son prénom Martha en celui de Kathy.

Québec, le 18 juin 1982.

La requérante,
19963-28-2-o MARTHA VAN BRONSWYK LEBOEUF.

Joseph René Florent Villeneuve

Prenez avis que Joseph René Florent Villeneuve, retraité, domicilié au 1204, des Chênes, La Tuque, district de Saint-Maurice, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph René Florent Roland Villeneuve.

La Tuque, le 22 juin 1982.

Le procureur du requérant,
20110-29-2-o J.-M. CARRIER.

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-010206-827

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social ou son bureau principal au 1100, rue Université, ville et district de Montréal, demanderesse, contre HENRIETTE FAUBERT, anciennement domiciliée et résidant au 204, rue Hardy, cité de Rosemère, district de Terrebonne, maintenant de domicile inconnu dans la province de Québec, défenderesse.

Avec la permission du tribunal, la demanderesse à déposé au greffe un exemplaire d'un avis selon l'article 1040*A* du Code civil destiné à la défenderesse, Henriette Faubert, qui doit se considérer dûment signifiée par la publication des présentes, relativement à l'immeuble du 204, rue Hardy, Rosemère.

Montréal, le 15 juin 1982.

Les procureurs,
20090-o DROUIN & ASSOCIÉS.

Compagnies — Loi sur les

Demandes de dissolution

BASSBER INDUSTRIES LTD.
LES INDUSTRIES BASSBER LTÉE

Avis est donné que « BASSBER INDUSTRIES LTD. — LES INDUSTRIES BASSBER LTÉE » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20061-o MENDELSOHN, ROSENTZVEIG, SHACTER.

BIJOUTERIE J.P.D. INC.

Prenez avis que la compagnie « BIJOUTERIE J.P.D. INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 11 mai 1982.

Le procureur de la compagnie,
20091-o JEAN-PIERRE MAGNAN, *notaire.*

BUFFET BERTRAND RIVIÈRE DU LOUP INC.

Prenez avis que la compagnie « BUFFET BERTRAND RIVIÈRE DU LOUP INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Charny, le 28 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20023-o ROBERT CANTIN, *notaire.*

BUFFET PARIS INC.

Prenez avis que la compagnie « BUFFET PARIS INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20076-o MARTEL & BOURASSA.

RAYMOND CAMUS INC.

Prenez avis que la compagnie « RAYMOND CAMUS INC. », constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 5 juillet 1982.

Le vice-président,
20120-o ANTHONY T. KYNE.

CANABOURG INC.

Prenez avis que la compagnie « CANABOURG INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 28 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20025-o RÉJEAN DESCHÊNES, *notaire.*

CHADA INC.

Avis est donné que la compagnie « CHADA INC. », corporation constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social et son bureau principal en la ville d'Asbestos, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Asbestos, le 28 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20026-o PIERRE CORBEIL, *notaire.*

CINÉSCOPE LTÉE — CINESCOPE LTD

PRENEZ AVIS QUE LA COMPAGNIE « CINÉSCOPE LTÉE — CINESCOPE LTD », ayant son bureau principal

dans le district judiciaire de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 30 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20062-o HENDRIK KOOIMAN.

CLUB SOCIAL DES LOCATAIRES D'HABITAT L'ESPÉRANCE DE ST-GERMAIN INC.

Prenez avis que la corporation « CLUB SOCIAL DES LOCATAIRES D'HABITAT L'ESPÉRANCE DE ST-GERMAIN INC. », constituée en vertu de la 3e Partie de la Loi sur les compagnies, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Drummondville, le 28 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20063-o Me YVES M. BOLDUC.

CONSTRUCTION NAPLES INC.
NAPLES CONSTRUCTION INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « CONSTRUCTION NAPLES INC. — NAPLES CONSTRUCTION INC. », constituée en corporation en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 18 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20079-o DRUKER, FREED & OIKNINE.

CONSTRUCTION RENÉ FISET FILS INC.

Prenez avis que la compagnie « CONSTRUCTION RENÉ FISET FILS INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Amqui, le 25 juin 1982.

Le secrétaire,
20027-o RENÉ FISET.

CONSTRUCTIONS A. NOËL & FILS INC.

Prenez avis que la compagnie « CONSTRUCTIONS A. NOËL & FILS INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Charny, le 28 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20024-o ROBERT CANTIN, *notaire.*

LÉO CÔTÉ TRANSPORT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « LÉO CÔTÉ TRANSPORT INC. », constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la ville de Montréal, district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 7 juillet 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20132-o LECHTER & SEGAL.

DE VRAYX JOALLIER INC.

Prenez avis que la compagnie « DE VRAYX JOALLIER INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 11 juin 1982.

Le président,
20048-o ROGER DES ORMIERS.

DISTRIBUTION SENTINELLE INC.

Avis est, par les présentes, donné que « DISTRIBUTION SENTINELLE INC. », compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social à Ancienne-Lorette, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 avril 1982.

Le président,
20028-o MARCEL HAMEL.

DUPÉRÉ FRÈRES INC.

Prenez avis que la compagnie « DUPÉRÉ FRÈRES INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 7 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20111-o MARC DUPÉRÉ, *avocat.*

FERME ST-MICHEL INC.

Prenez avis que la compagnie « FERME ST-MICHEL INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Vaudreuil, le 29 juin 1982.

Le procureur de la compagnie,
20064-o CONRAD BÉDARD, *notaire.*

FINANCE A.C.P.O. INC.

Prenez avis que la compagnie « FINANCE A.C.P.O. INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 2 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20093-o LEVASSEUR OUELLET ET ASSOCIÉS.

FRATERNITÉ DES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS DE LA CÔTE DES NEIGES — À MONTRÉAL

Prenez avis que la corporation « FRATERNITÉ DES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS DE LA CÔTE DES NEIGES — À MONTRÉAL » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Le président,
20029-o MAURICE CHAN.

GAYLORD DEVELOPMENT CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « GAYLORD DEVELOPMENT CORPORATION », constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20077-o SPIEGEL & KRAVETZ.

I.M.G. CIRCUS CORP.

Prenez avis que la compagnie « I.M.G. CIRCUS CORP. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 27 avril 1982.

Le président,
20106-o EAN GARDEN.

LES IMMEUBLES FRANÇOIS BRISSETTE INC.

Avis est, par les présentes, donné que « LES IMMEUBLES FRANÇOIS BRISSETTE INC. », dûment incorporée par lettres patentes données et scellées à Québec le 10 octobre 1978 et enregistrées le 25 octobre 1978, ayant son siège social dans la ville de Joliette, demandera au Ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Berthierville, le 16 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20078-o SYLVESTRE, LACROIX & YANAKIS.

LES INDUSTRIES WILDERTON INC. WILDERTON INDUSTRIES INC.

Avis est, par les présentes, donné que « LES INDUSTRIES WILDERTON INC. — WILDERTON INDUSTRIES INC. », corporation constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 21 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
PASCAL, GARONCE, COHEN,
20133-o DEVINE & LETTER.

SOCIÉTÉ DE FORMULES MÉCANOGRAPHIQUES INC. INTEGRATED BUSINESS FORMS INC.

Avis est, par les présentes, donné que « SOCIÉTÉ DE FORMULES MÉCANOGRAPHIQUES INC. — INTEGRATED BUSINESS FORMS INC. », compagnie constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la cité de Drummondville, QC, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Drummondville, le 21 mai 1982.

Le secrétaire de la compagnie,
20134-o JAMES B. BROWN.

KWIKASAIR LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « KWIKASAIR LTD. », constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20030-o PHILLIPS & VINEBERG.

LAFLEUR, OSBORN & SHOUB LTÉE

Prenez avis que la compagnie « LAFLEUR, OSBORN & SHOUB LTÉE », corporation incorporée sous la Loi sur les compagnies, 1re partie, ayant son bureau principal dans les ville et district de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 16 juin 1982.

Les procureurs de la compangnie,
20092-o LECHTER & SEGAL.

MARCHÉ TRUDEL INC.

Prenez avis que la compagnie « MARCHÉ TRUDEL INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Joliette, le 28 juin 1982.

Pour la compagnie,
20066-o JEAN-PAUL PERREAULT, C.G.A.

1842-6460 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 1842-6460 QUÉBEC INC. », ayant son bureau principal à Sillery, district de Québec, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Québec, le 30 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
GARNEAU, GAUVIN, TURGEON,
20065-o DOYON, GUIMONT.

ROGER OUELLET CONSTRUCTION INC.

Prenez avis que la compagnie « ROGER OUELLET CONSTRUCTION INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Jonquière, le 11 juin 1982.

La secrétaire,
20080-o LOUISETTE DUCHESNE.

RENÉ PRUD'HOMME INC.

Prenez avis que la compagnie « RENÉ PRUD'HOMME INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Joliette, le 28 juin 1982.

Pour la compagnie,
20067-o JEAN-PAUL PERREAULT, C.G.A.

RESTAURANT DU PARC INC.

Prenez avis que la compagnie « RESTAURANT DU PARC INC. », 543, boulevard Laurier, Mont-Saint-Hilaire, QC, demandera au ministre des Institutions

financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Mont-Saint-Hilaire, le 11 juin 1982.

La présidente,
20049-o CLAUDETTE BORDUAS.

SAMROSE FUR MONTRÉAL LTD.

Prenez avis que la compagnie « SAMROSE FUR MONTRÉAL LTD. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 23 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20031-o ROSENHEK & MACHLOVITCH.

SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION SHAWINIGAN SHAWINIGAN CONVERTING CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION SHAWINIGAN — SHAWINIGAN CONVERTING CORP. », constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la ville de Sainte-Thérèse, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20112-o PHILLIPS & VINEBERG.

STANLEY'S BARGAIN CORNER INC.

Avis est, par les présentes, donné que « STANLEY'S BARGAIN CORNER INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
20081-o FRANKEL & FRANKEL.

SUPERIOR MACHINES DE BUREAU (QUÉBEC) LTÉE

Avis est, par les présentes, donné que « SUPERIOR MACHINES DE BUREAU (QUÉBEC) LTÉE », compagnie incorporée en vertu de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 28 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
RAPPAPORT, WHELAN, BESSNER,
20082-o FELDMAN & ROSS.

TITANBEC MÉTALLURGIE INC.

Prenez avis que la compagnie « TITANBEC MÉTALLURGIE INC. » demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 28 juin 1982.

Les procureurs de la compagnie,
MONET, HART, SAINT-PIERRE
20032-o & DES MARAIS.

TRANSPORT HAMEL INC.

Avis est, par les présentes, donné que « TRANSPORT HAMEL INC. », compagnie constituée en vertu des dispositions de la Loi sur les compagnies, ayant son siège social dans la ville de Saint-Félicien, province de Québec, demandera au ministre des Institutions financières et Coopératives la permission d'obtenir sa dissolution.

Montréal, le 30 avril 1982.

Le président,
20033-o ALFRED HAMEL.

Divers

FINANCE A.C.P.O. INC.

Prenez avis que les biens de la compagnie « FINANCE A.C.P.O. INC. » seront distribués entre ses actionnaires proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie, quinze jours après la

publication de cet avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Le président,
20094-o M.C. HOLLIDAY.

Curatelle publique — Loi sur la

Succession Léo James Bracken

Succession de Bracken, Léo James, en son vivant du 6565, route Hudson, Montréal, décédé le 25 février 1982.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC.
Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6 20113-o

Succession Christine Gendron

Succession de Gendron, Christine, en son vivant du 1202, rue Cabana, Sherbrooke, décédée le 2 octobre 1979.

Le soussigné donne avis, conformément à la Loi sur la curatelle publique (L.R.Q., c. C-80), qu'il est curateur d'office à cette succession et qu'il recevra, à l'adresse ci-dessous, le paiement de toute dette envers la succession et la preuve de toute réclamation contre elle.

LE CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC.
Tour de la Bourse
Case postale 51
Montréal, QC
H4Z 1J6 20114-o

Financement des partis politiques — Loi régissant le

Le directeur général du financement des partis politiques donne les avis suivants, conformément à la Loi régissant le financement des partis politiques (L.R.Q., c. F-2).

Allocation aux partis politiques (articles 55 à 61 de la loi)

Parti québécois

État sommaire du montant versé au représentant officiel du Parti québécois Jean-Pierre Nepveu, pour la période du 1er au 31 mai 1982.

1. Frais d'administration	32 220,58 $
2. Frais de diffusion du programme politique	8 453,50 $
3. Frais pour coordonner l'action politique des membres	5 793,54 $
Total:	46 467,62 $

Montréal, le 28 juin 1982.

Le directeur général,
PIERRE-OLIVIER BOUCHER.

Remplacement de représentants officiels (article 37 de la loi)

Association de comté autorisée Parti québécois

Circonscription électorale:	Représentant officiel
Verdun	Madeleine Audette par: Richard Demers 2163, rue Jolicoeur Montréal, H4E 1X7

Associations de comtés autorisées
Conseil U.N.

Circonscriptions électorales : Représentants officiels

Arthabaska	Me Ronald Robichaud par: André Chainey Case postale 220 Victoriaville, G6P 6S8
Kamouraska-Témiscouata	Yves Leclerc par: Pauline Huot R.R. no 3 Sainte-Anne-de-la-Pocatière, G0R 1Z0

Associations de comtés autorisées
Parti libéral

Circonscriptions électorales: Représentants officiels

Bourassa	Santino Cordileone par: Gilles Berthiaume 10715, rue Bruxelles Montréal-Nord, H1H 4SI
Frontenac	J. René Cloutier par: Bertrand Roberge 1167, rue Bellevue Thetford-Mines, G6G 5Y8
Gaspé	Elvin Watt par: André Beaudin Boulevard Perron Grande-Rivière, G0C 1V0
Joliette	Marcellin Ferland par: Paul Prud'homme 20, rue Gauthier nord Joliette, J6E 1T8
Marguerite-Bourgeois	Roger Bougie par: Jacques Lafrance 8521, rue des Rapides Ville LaSalle, H8P 2V9
Marquette	Léo Boucher par: Rollande Lavigne 42, 11e Avenue Lachine, H8S 3G4
Taschereau	Gérard Therrien par: Alain Bonnelly 258, rue Christophe-Colomb ouest Québec, G1K 2B8

Circonscriptions électorales: Représentants officiels

Verchères	Jean-Marc Lalande par: Michel Geoffrion 424, rue Orchard Otterbrun-Park, J3H 1R1

Montréal, le 28 juin 1982.

La secrétaire,
20050-o JOHANE CANNING-LACROIX.

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Divers

[L.S.] JEAN-PIERRE CÔTÉ
Gouvernement du Québec

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.

À tous ceux que les présentes lettres concerneront ou qui les verront,

SALUT.

Lettres patentes supplémentaires

ATTENDU QU'en vertu de l'article 17 de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., c. V-6.1) le gouvernement peut émettre des lettres patentes supplémentaires dans le but de modifier le nom de la municipalité et de la corporation municipale;

ATTENDU QUE les procédures prévues à cet article ont été suivies;

ATTENDU QUE la Commission de toponymie a émis un avis favorable;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimés dans un Décret portant le numéro 2695-81, du 29 septembre 1981, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons, sur la recommandation du ministre des Affaires municipales:

QUE les présentes lettres patentes supplémentaires soient octroyées modifiant le nom de la municipalité et de la corporation du village nordique de Kangiqsuk en celui de municipalité et corporation municipale du village nordique de Kangirsuk;

QUE la corporation sera désignée sous le nom inuit de « NUNALIT GAVAMAPINGA CORPORASANGA KANGIRSUK » et sous le nom anglais de « Corporation of the Northern Village of Kangirsuk ».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable JEAN-PIERRE CÔTÉ, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, ce vingt-neuvième jour de septembre, en l'année mil neuf cent quatre vingt-un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la trentième année.

Par ordre,

Le sous-procureur général adjoint,
GERMAIN HALLEY.

Libro: 1542
Folio: 66

Avis de l'octroi des lettres patentes supplémentaires ci-dessus a été donné par le maire et le secrétaire-trésorier du village nordique de Kangirsuk, le 15 avril 1982, et ces lettres patentes supplémentaires sont entrées en vigueur après la publication de cet avis, conformément à l'article 17 de la Loi concernant les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (1978, c. 87).

Le sous-ministre des Affaires municipales,
20096-o PATRICK KENNIFF.

Ville de Montréal

Le ministre des Affaires municipales, l'honorable Jacques Léonard, conformément à l'article 42 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19), a approuvé, en date du 23 juin 1982, le Règlement numéro 5851 de la ville de Montréal, décrétant l'annexion à ladite ville de l'ensemble du territoire de la ville de Pointe-aux-Trembles, dont description apparaît ci-après; ce règlement entrera en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis.

Ce territoire est le suivant:

Annexe A

Le territoire actuel de la ville de Pointe-aux-Trembles, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, emprises de chemins de fer, îles, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites à savoir: partant du point d'intersection de la rive du fleuve Saint-Laurent et de la ligne séparative des lots 92 et 93; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: ladite ligne séparative des lots et son prolongement à travers les chemins et l'emprise de chemin de fer qu'elle rencontre: la ligne sud-ouest du lot 297; une première ligne sud-ouest du lot 254 et son prolongement en ligne droite à travers ledit lot jusqu'à une autre ligne sud-ouest du susdit lot; cette dernière ligne sud-ouest et la ligne sud-ouest du lot 93; une ligne brisée séparant les lots 47 et 19 d'un côté des lots 93, 254, 46, 20 et 21 de l'autre côté, cette ligne étant prolongée à travers les chemins qu'elle rencontre; partie de la ligne brisée séparant le cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles du cadastre de la paroisse de Rivière-des-Prairies en allant dans une direction très générale nord-est jusqu'au coin nord du lot de subdivision 1-17 du cadastre de la paroisse de Rivière-des-Prairies; une ligne à travers le boulevard Gouin jusqu'au coin sud-ouest du lot 1A dudit cadastre; le côté nord du boulevard Gouin en allant vers l'est jusqu'à la ligne est du susdit lot 1A; la ligne est de ce lot et son prolongement dans la rivière des Prairies jusqu'à une ligne irrégulière passant à mi-distance entre l'île de Montréal et les îles Bontoin et Bourdon; ladite ligne irrégulière et une autre ligne irrégulière dans le fleuve Saint-Laurent passant à mi-distance entre l'île de Montréal et les îles à l'Aiglon, aux Asperges, Sainte-Thérèse, au Veau et Saint-Patrice jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 185 et 187 du cadastre de la paroisse de Pointe-aux-Trembles; ledit prolongement jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent; enfin, la rive du fleuve en allant dans une direction générale sud-ouest jusqu'au point de départ.

Le sous-ministre,
20096-o PATRICK KENNIFF.

Énergie et Ressources

Arrêté ministériel

CONCERNANT la mise en vigueur du cadastre de certaines parties de territoire.

ATTENDU QUE, conformément à l'article 1 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), il a été préparé, sous notre direction des plans de parties de territoire, comprenant les lots ou blocs énumérés dans la cédule A annexée et situés dans les divisions d'enregistrement concernées, avec les livres de renvoi relatifs à ces plans;

ATTENDU QUE les plans et livres de renvoi de ces parties de territoire qui sont signés par nous sont dans les archives du service du Cadastre de notre ministère;

ATTENDU QU'une copie de ces plans et de ces livres de renvoi corrects a été déposée par nous aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées;

ATTENDU QUE maintenant il y a lieu d'annoncer selon les prescriptions de l'article 2169 du Code civil, le dépôt d'une copie de ces plans et livres de renvoi dans les divisions d'enregistrement concernées et, en même temps, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en vigueur, le tout relativement à ces parties de territoire;

EN CONSÉQUENCE, conformément aux articles 1 et 2 de la Loi sur le cadastre (L.R.Q., c. C-1), ainsi qu'aux articles 2166 à 2176*c* inclusivement du Code civil, c'est-à-dire ceux constituant la section II de ce Code dont le titre est « Du plan et du livre de renvoi officiels et dispositions qui s'y rattachent », nous émettons cet arrêté:

a) pour annoncer le dépôt aux bureaux des divisions d'enregistrement concernées, d'une copie des plans et livres de renvoi corrects des parties de territoire, comprenant les lots ou les blocs énumérés dans la cédule A et situés dans les divisions d'enregistrement concernées;

b) pour fixer à la septième journée suivant la date de la publication du présent arrêté à la *Gazette officielle du Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans ces divisions d'enregistrement, relativement à ces parties de territoire;

c) pour rappeler que, dans les deux ans qui suivent cette date, l'enregistrement de tout droit réel, sur une entité cadastrale désignée sur ces plans et livres de renvoi, doit être renouvelé par l'enregistrement par dépôt, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite dans l'article 2168, et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques;

d) pour informer qui de droit que, à défaut de tel renouvellement, les droits conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

Québec, le 29 juin 1982.

Le ministre de l'Énergie et des Ressources,
YVES L. DUHAIME.
Cad. 82-06

Cédule A

Cadastre du bassin de la Rivière-Mécatina, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles.

246929

Cadastre du canton de Laclède, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, à Baie-Comeau.

247081

Cadastre du bassin de la Rivière-Moisie, comprenant les blocs 29 et 30, dont copie des plans et des livres de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles.

247085
247086

Cadastre de la municipalité de Havre-Saint-Pierre, comprenant les lots 1 à 21, rang A, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Sept-Îles, à Sept-Îles.

247212

Cadastre du canton de Bochart, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval.

247217

Cadastre du canton de Paquet, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval.

247228

Cadastre du canton de La Ribourde, comprenant le bloc 2, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos.

247330

Cadastre du canton de Mercier, comprenant les blocs 33 à 42, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie.

247331

Cadastre de la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis, comprenant les blocs 1, 2 et 3, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Sainte-Anne-des-Monts, à Sainte-Anne-des-Monts.

247544

Cadastre du canton de Gendreau, comprenant le bloc L, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie.

247573

Cadastre du canton de Shehyn, comprenant les blocs 5, 6 et 7, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Témiscamingue, à Ville-Marie

247585

Cadastre de la paroisse de Saint-Augustin, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Portneuf, à Cap-Santé.

247636

Cadastre de la paroisse de Saint-Nicolas, comprenant le bloc 2, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau d'enregistrement de Lévis, à Lévis.

247645

Cadastre de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Champlain, à Sainte-Geneviève-de-Batiscan.

247699

Cadastre de la paroisse de Saint-Maurice, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Champlain, à Sainte-Geneviève-de Batiscan.

247704

Cadastre de la paroisse de Trois-Rivières, comprenant le bloc 1, dont copie du plan et du livre de renvoi a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de Trois-Rivières, à Trois-Rivières.

247708

20053-o

Divers

Révocation de droits miniers

Prenez avis qu'en vertu du Décret numéro 2913-81 du 20 octobre 1981, les droits miniers autres que ceux à l'or et à l'argent ont été révoqués sur les terrains suivants:

Le lot quatre (4) du rang Quatre (IV) et les lots quatre-a, quatre-b et quatre-c (4a, 4b, 4c) du rang Trois (III) de l'arpentage primitif du canton de Dudswell, district électoral de Mégantic-Compton.

Cet avis est donné en vertu de l'article 237 de la Loi sur les mines (L.R.Q., c. M-13).

Québec, le 29 juin 1982.

Le sous-ministre associé (mines),
20053-o PIERRE O. PERRON.

Institutions financières et Coopératives

Assurances — Loi sur les

United American Insurance Company
Délivrance de permis

Avis est, par les présentes, donné qu'un permis d'assureur a été délivré à United American Insurance Company pour les catégories d'assurance sur la vie et contre la maladie ou les accidents. Il s'agit d'une corporation constituée en vertu des lois du Delware et résultant de la fusion de NU Life Insurance Company et United American Insurance Company.

L'adresse du siège social de la requérante est à Wilmington, Delware, et celle de son principal établissement au Québec est 200, rue Crémazie est, Montréal, QC.

Donné à Québec, le 6 juillet 1982, ministère des Institutions financières et Coopératives.

Le surintendant des assurances,
20019-o JACQUES M. ROY.

United of Omaha Life Insurance Company
Changement de nom

Avis est, par les présentes, donné que United Benefit Life Insurance Company qui détient un permis d'assu-

rance pour les catégories sur la vie et contre la maladie ou les accidents a changé son nom en celui de United of Omaha Life Insurance Company. Il s'agit d'une corporation constituée en vertu des lois du Nebraska.

Son siège social est situé à Omaha, Nebraska, U.S.A. et son principal bureau au Québec est au 50, boulevard Crémazie ouest, Montréal, QC.

Donné à Québec, le 5 juillet 1982, ministère des Institutions financières et Coopératives.

Le surintendant des assurances,
20019-o JACQUES M. ROY.

Sociétés de prêts et de placements — Loi sur les

GRANVILLE SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE ET D'HYPOTHÈQUES

Avis est donné que le bureau principal de la compagnie « GRANVILLE SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE ET D'HYPOTHÈQUES », compagnie étrangère dûment autorisée à faire affaires dans la province de Québec en vertu des dispositions de la Loi sur les sociétés de prêts et de placements (L.R.Q. c. S-30), est changé du 1, place Ville-Marie, bureau 750, Montréal, au 1981, avenue McGill College, bureau 1100, Montréal.

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.
20036-o 1849-1803

Soumissions — Demandes de

Ville de La Sarre
(Abitibi-Ouest)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations de la ville de La Sarre » seront reçues par le ministre des Affaires municipales ou son représentant, dûment autorisé, pour l'achat de 458,000 $ d'obligations de la ville de La Sarre datées du 23 août 1982 et remboursables selon le tableau ci-dessous seulement, avec intérêt à un taux non inférieur à 15% ni supérieur à 17½% payable semi-annuellement les 23 février et 23 août de chaque année. Les soumissions devront être envoyées ou déposées à l'adresse suivante, jusqu'à 15 h, le mardi 3 août 1982.

Bureau d'ouverture des soumissions
Division des obligations
Édifice Cook-Chauveau
20, avenue Chauveau
Québec, G1R 4J3 (télex: 051-3334)

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 23 août 1982.

Tableau d'amortissement — 458 000 $

Année	Capital
23 août 1983	32 000 $
23 août 1984	34 000
23 août 1985	37 000
23 août 1986	40 000
23 août 1987	43 000
23 août 1987	272 000 (à renouveler)

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, et à fournir à la municipalité, dans les plus brefs délais possible, la liste des coupures requise pour l'impression des titres afin d'éviter tout retard dans la livraison.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

La ville de La Sarre s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché public canadien dans les soixante jours à compter du 23 août 1982, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement suivant: 130 — 458,000 $ renouvellement d'emprunt.

Les soumissions seront ouvertes publiquement par le ministre des Affaires municipales ou par son représentant, dûment autorisé, au ministère des Affaires municipales, division des obligations, édifice Cook-Chauveau, 20, avenue Chauveau, Québec, à 15 h, le mardi 3 août 1982.

Le Conseil considérera les soumissions reçues à son assemblée qui sera tenue le mardi 3 août 1982 à 19 h 30, à l'hôtel de ville, 6, 4e Avenue est, ville de La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, QC.

Cependant, le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus avantageuse ni aucune des soumissions reçues.

Ville de La Sarre, comté d'Abitibi-Ouest, le 5 juillet 1982.

Le greffier,
FRANÇOIS CASAUBON.

Hôtel de ville
6, 4e Avenue
ville de La Sarre
comté d'Abitibi-Ouest, QC, J9Z 1J9
téléphone: 333-2282, code 819 20083-o

Municipalité du Lac-Saint-Charles
(Québec)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations de la municipalité du Lac-Saint-Charles » seront reçues par le ministre des Affaires municipales ou son représentant, dûment autorisé, pour l'achat de 293 000 $ d'obligations de la municipalité du Lac-Saint-Charles datées du 23 août 1982 et remboursables selon le tableau ci-dessous seulement, avec intérêt à un taux non inférieur à 15 % ni supérieur à 17½ % payable semi-annuellement les 23 février et 23 août de chaque année. Les soumissions devront être envoyées ou déposées à l'adresse suivante, jusqu'à 15 h, le lundi 2 août 1982.

Bureau d'ouverture des soumissions
Division des obligations
Édifice Cook-Chauveau
20, avenue Chauveau
Québec, G1R 4J3 (télex: 051-3334)

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 23 août 1982.

Tableau d'amortissement — 293 000 $

Année	Capital
23 août 1983	5 000 $
23 août 1984	6 000
23 août 1985	7 000
23 août 1986	8 000
23 août 1987	10 000
23 août 1987	257 000 (à renouveler)

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, et à fournir à la municipalité, dans les plus brefs délais possible, la liste des coupures requise pour l'impression des titres afin d'éviter tout retard dans la livraison.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

La municipalité du Lac-Saint-Charles s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché public canadien dans les soixante jours à compter du 23 août 1982, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlement suivant: 82-199 — 293 000 $ quotepart concernant l'installation d'une conduite d'aqueduc avec Québec.

Les soumissions seront ouvertes publiquement par le ministre des Affaires municipales ou par son représentant, dûment autorisé, au ministère des Affaires municipales, division des obligations, édifice Cook-Chauveau, 20, avenue Chauveau, Québec, à 15 h, le lundi 2 août 1982.

Le Conseil considérera les soumissions reçues à son assemblée qui sera tenue le lundi 2 août 1982 à 20 h, à la salle du Conseil, 530, rue Delage ouest, municipalité du Lac-Saint-Charles, QC.

Cependant, le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus avantageuse ni aucune des soumissions reçues.

Municipalité du Lac-Saint-Charles, comté de Québec, 5 juillet 1982.

Le secrétaire-trésorier,
RAYMOND BRASSARD.

Hôtel de ville
510, rue Delage
municipalité du Lac-Saint-Charles
comté de Québec, QC, G0A 2H0
téléphone: 849-2811, code 418 20084-o

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
(Saint-Jean)

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu » seront reçues par le ministre des Affaires municipales ou son représentant, dûment autorisé, pour l'achat de 3 651 000 $ d'obligations de la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu datées du 23 août 1982 et rembour-

sables selon le tableau ci-dessous seulement, avec intérêt à un taux non inférieur à 15 % ni supérieur à 17½ % payable semi-annuellement les 23 février et 23 août de chaque année. Les soumissions devront être envoyées ou déposées à l'adresse suivante, jusqu'à 15 h, le lundi 2 août 1982.

Bureau d'ouverture des soumissions
Division des obligations
Édifice Cook-Chauveau
20, avenue Chauveau
Québec, G1R 4J3 (télex: 051-3334)

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 23 août 1982.

Tableau d'amortissement — 3 651 000 $

Année	Capital
23 août 1983	61 000 $
23 août 1984	68 000
23 août 1985	74 000
23 août 1985	1 816 000 (à renouveler)
23 août 1987	1 632 000 (à renouveler)

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations au prix indiqué dans sa soumission, en capital plus les intérêts courus s'il y a lieu, par chèque visé, et à fournir à la municipalité, dans les plus brefs délais possible, la liste des coupures requise pour l'impression des titres afin d'éviter tout retard dans la livraison.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales au Canada de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

La ville de Saint-Jean-sur-Richelieu s'engage à ne pas émettre de nouvelles obligations sur le marché public canadien dans les soixante jours à compter du 23 août 1982, sans une autorisation écrite de l'adjudicataire de la présente émission.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 797 — 529 000 $ renouv. d'emprunt; 1586 — 44 800 $ aq., ég., pavage; 1602 — 99 600 $ réfection de pavage; 1607 — 962 000 $ tr. de mod. à la station de pompage; 1618 — 46 900 $ inst. feux circulation; 1620 — 376 300 $; 1626 — 382 200 $; 1627 — 212 500 $ aq., ég., voirie, trottoirs etc.; 1628 — 134 600 $ aqueduc; 1637 — 850 700 $ const. d'une bibliothèque; 1650 — 12 400 $ pavage.

Les soumissions seront ouvertes publiquement par le ministre des Affaires municipales ou par son représentant, dûment autorisé, au ministère des Affaires municipales, division des obligations, édifice Cook-Chauveau, 20, avenue Chauveau, Québec, à 15 h, le lundi 2 août 1982.

Le Conseil considérera les soumissions reçues à son assemblée qui sera tenue le lundi 2 août 1982 à 20 h, à l'hôtel de ville, 188, Jacques-Cartier nord, ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, comté de Saint-Jean, QC.

Cependant, le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus avantageuse ni aucune des soumissions reçues.

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, comté de Saint-Jean, le 5 juillet 1982.

Le greffier,
MADEMOISELLE CHARLOTTE MORAIS.

Hôtel de ville
188, Jacques-Cartier nord
ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
comté de Saint-Jean, QC, J3B 6T2
téléphone: 347-5351, code 514 20085-o

Syndicats professionnels — Loi sur les

SYNDICAT DES ENSEIGNANTS DE LAVAL

Avis est donné qu'en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, le gouvernement a, le 4 juin 1982, autorisé le « SYNDICAT DES PROFESSEURS DE VILLE DE LAVAL » à changer sa dénomination sociale en celle de « SYNDICAT DES ENSEIGNANTS DE LAVAL ».

Donné au bureau du ministre des Institutions financières et Coopératives, le 9 juin 1982.

Le ministre des Institutions financières et Coopératives,
JACQUES PARIZEAU.

20115-o 1297-8383

Vente(s) par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

Abitibi

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Abitibi
No 605-05-000036-80
S. 103

BANQUE ROYALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 818, 3e Avenue, Val-d'Or, district d'Abitibi, demanderesse, contre ERNEST ETZKORN, résidant et domicilié à Lof Kreiskoblenz, Niederbachstrasse, Allemagne, défendeur.

« La moitié indivise des immeubles suivants: lot 39 du rang 6, canton de Senneville; lot 40a du rang 6, canton de Senneville; lot 42 du rang 6, canton de Senneville; demie nord du lot 41 du rang 6, canton de Senneville; demie sud du lot 41, rang 6, canton de Senneville; lot 47 du rang 6, canton de Senneville; lot 48b du rang 6, canton de Senneville; lot 49a du rang 6, canton de Senneville; lot 40b du rang 5, canton de Senneville; lot 41b du rang 5, canton de Senneville; lot 44b du rang 5, canton de Senneville; lot 45b du rang 5, canton de Senneville; lot 46b du rang 5, canton de Senneville; lot 47b du rang 5, canton de Senneville; lot 48b du rang 5, canton de Senneville; lot 49 du rang 5, canton de Senneville; moitié nord-ouest du lot 50, rang 5, canton de Senneville; lot 38 du rang 6, canton de Fiedmont; lot 39 du rang 6, canton de Fiedmont; lot 40 du rang 6, canton de Fiedmont; »

La mise à prix est fixée à 34 324,69 $, montant que l'adjudicataire devra payer immédiatement au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi (sous réserve toutefois du droit de rétention par le saisissant ou par un créancier hypothécaire, selon l'article 689 C.P.C.).

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement d'Abitibi, palais de justice, 891, 3e Rue ouest, Amos, le MERCREDI HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à TREIZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
JEAN GRENIER.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Amos, le 29 juin 1982. 20041-o

Bedford

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 460-05-000300-819
S. 200

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, ès qualités de mandataire pour la Banque Canadienne Nationale, corporation bancaire régie par la Loi des banques du Canada, ayant son siège social à Montréal, partie demanderesse, contre JEAN-CLAUDE BOUCHER, domicilié à R.R. 2, Sainte-Christine, comté de Bagot, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division de Shefford, mis en cause.

Une terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton d'Ely, comme étant:

1. La partie est du lot numéro huit cent seize (ptie E. 816) mesurant environ six arpents et demi (6½ arp) de largeur par seize arpents (16 arp) de profondeur, formant une superficie d'environ cent cinq arpents (105 arp) et bornée au nord par le chemin public appelé chemin de Montréal, au sud par le lot numéro 815, à l'est par le chemin public situé entre les Huitième et Neuvième Rangs, et à l'ouest par la continuation dudit lot numéro 816 appartenant à Germain Demers ou ses représentants.

2. La partie ouest du lot numéro huit cent quinze (ptie O. 815) mesurant environ cinq arpents (5 arp) de largeur par quinze arpents (15 arp) de profondeur, formant une superficie d'environ soixante-quinze arpents (75 arp), et bornée au nord par le lot numéro 816, au sud par le lot numéro 814, à l'ouest par le lot numéro 881 et à l'est par la continuation dudit lot numéro 815 appartenant à Omer Despaties ou ses représentants.

Le tout plus ou moins et avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

À distraire cependant de ladite partie est du lot numéro 816 une lisière de terrain cédée au ministère de la Voirie en vertu d'un acte de vente signé le 3 mars 1969 devant Antonio Grandpré, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement de Shefford sous le numéro 190122.

Sujet à une servitude d'utilité publique en faveur de Southern Canada Power Corporation, maintenant Hydro-Québec, en vertu des actes enregistrés au bureau d'enregistrement de Shefford sous les numéros 153245 et 155289.

Sujet à un droit d'exploitation d'une concession de sable et gravier et à un droit de passage en faveur de construction St-Paul Limitée en vertu d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Shefford sous le numéro 212390.

La mise à prix est fixée à 14 130,38 $, soit 25% de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Bedford, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Shefford, 77, rue Principale, 2e étage, Granby, QC, le TRENTE ET UNIÈME jour d'AOÛT 1982 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
ME AIMÉ BEAUDRY.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Granby, le 23 juin 1982. 20034-o

Frontenac

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Frontenac
No 450-05-000077-822 (Saint-François)
S. 18-82

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation résultant de la fusion et continuant depuis le 1er novembre 1979, la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada (Loi sur les banques, 1970, S.R.C., c. B-1, a. 100), avec siège social au 500, place d'Armes, ville et district de Montréal, province de Québec, et un bureau au 578, rue King est à Sherbrooke, district de Saint-François, partie demanderesse, contre GEORGES WILLARD et DAME HUGUETTE WILLARD, domiciliés et résidant au 125, 7e Avenue nord, Sherbrooke, district de Saint-François, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Wolfe, mis en cause.

« Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro deux cent soixante-seize non subdivisé (ptie 276 n.s.) au cadastre officiel pour le village de Beaulac, mesurant cent quarante pieds (140 pi) de largeur par une profondeur de cent quatre-vingt-dix pieds (190 pi), le tout plus ou moins en mesures anglaises, borné ledit emplacement en front, à l'est par une partie dudit lot 276 demeurant la propriété de Marcel Landry et servant de chemin de passage aux emplacitaires de chalets et étant le prolongement vers le sud en ligne droite de la rue connue comme étant la subdivision II du lot 275 dudit cadastre, au nord par la ligne de division des lots 276 et 275 dudit cadastre, à l'ouest par le résidu dudit lot 276 demeurant la propriété du vendeur et au sud par une autre partie dudit lot 276 devant être vendue par ledit Marcel Landry à Jacques Lebel.

Le tout avec améliorations, circonstances et dépendances et sujet à toutes les servitudes actives et/ou passives pouvant exister selon les titres et plus spécialement à celle en faveur de la Commission des eaux courantes du Québec, s'il y a lieu, et sujet aux droits de mines en faveur de qui de droit. »

La mise à prix est fixée à trois mille six cent trente-huit dollars et vingt-cinq cents (3 638,25 $), soit vingt-cinq pour cent (25%) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant que l'adjudicataire devra verser au shérif du district de Frontenac, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Wolfe à Ham-Sud, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AOÛT 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CLAUDE RANCOURT.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Thetford-Mines, le 30 juin 1982. 20068-o

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Frontenac
No 235-05-000220-81-5
S. 23-82

LA CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE L'AMIANTE, corporation légalement constituée, ayant son bureau principal au 222, boulevard Smith sud, Thetford-Mines, district de Frontenac, partie demanderesse, contre DOMAINE ST-MARTIN LTÉE, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 1492, rue Notre-Dame nord à Thetford-Mines, district de Frontenac, et LOUIS DUBOIS, homme d'affaires, domicilié et résidant au 221, rue Marelle à Thetford-Mines, district de Frontenac, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Thetford, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Thetford-Sud, connu et désigné comme étant le lot numéro deux

cent vingt-deux de la subdivision du lot numéro vingt (no 20-222) au cadastre officiel pour le Cinquième Rang du canton de Thetford, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit, et sujet à une servitude en faveur de la Commission hydro-électrique de Québec pour le passage de ses lignes de transmission d'énergie électrique, tel qu'établi aux termes de l'acte enregistré à Thetford-Mines sous le numéro 87516 ».

La mise à prix est fixée à quatorze mille quatre cent vingt-huit dollars et soixante-neuf cents (14 428,69 $), soit vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant que l'adjudicataire devra verser au shérif du district de Frontenac, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Thetford, 693, rue Saint-Alphonse ouest à Thetford-Mines, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CLAUDE RANCOURT.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Thetford-Mines, le 6 juillet 1982. 20116-o

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Frontenac
No 235-05-000077-827
S. 19-82

LA CAISSE POPULAIRE ST-DESIRÉ DU LAC NOIR, corporation légalement constituée, ayant son bureau au 208, rue Saint-Désiré, Black-Lake, district de Frontenac, G0N 1A0, partie demanderesse, contre MARC DODIER, domicilié et résidant au 294, rue Saint-Georges, Black-Lake, district de Frontenac, G0N 1A0, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Thetford, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de Black-Lake, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent cinquante-sept de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-deux (no 322-257) au cadastre officiel pour le canton d'Ireland, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit; ledit immeuble portant le numéro civique 294, rue Saint-Georges, Black-Lake, district de Frontenac. »

La mise à prix est fixée à cinq mille quatre cent soixante-douze dollars (5 472,00 $), soit vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant que l'adjudicataire devra verser au shérif du district de Frontenac, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Thetford, 693, Saint-Alphonse ouest, Thetford-Mines, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CLAUDE RANCOURT.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Thetford-Mines, le 30 juin 1982. 20069-o

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Frontenac
No 235-05-000135-81-5
S. 13-82

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église dans la ville de Sainte-Foy, district de Québec, personnellement et ès qualités de mandataire de la Banque Royale du Canada, corporation légalement constituée en vertu de la Loi des banques du Canada, ayant son siège social en la ville de Montréal, partie demanderesse, contre GAÉTAN THIVIERGE, domicilié à Lyster, comté de Mégantic, district de Frontenac, G0S 1V0, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Mégantic, mis en cause, et JEAN ROY, ès qualités de syndic à la faillite du défendeur, ayant un bureau au 110, rue Laurier est, Arthabaska, G6P 6R1, mis en cause.

« Un terrain en culture situé dans la municipalité de Lyster, au sud-est de la route régionale numéro cent seize (rte 116), de forme irrégulière. Mesurant en front, le long de la route régionale numéro cent seize, quatre cent six pieds quatre pouces (406,4 pi) de largeur, cette mesure étant prise à l'emprise de la route qui forme une courbe, sur une profondeur de mille cinq cent neuf pieds et six pouces (1 509,6 pi) du côté nord-est et mille soixante-quatorze pieds (1 074 pi) du côté sud-ouest et la ligne en profondeur du côté sud-ouest étant sinueuse et contournant le hangar et la largeur à angle droit de ce terrain vendu étant de trois cent quatre-vingt-seize pieds (396 pi) et la limite sud de ce terrain étant située au centre du deuxième ruisseau sur cette

terre, et ce terrain présentement vendu est connu et désigné comme étant une partie du lot numéro dix-huit-B (ptie 18-B) du Sixième Rang du cadastre officiel du canton de Nelson étant borné comme suit: au nord-ouest par la route régionale numéro cent seize, au nord-est par une partie du lot dix-huit-A (ptie 18-A) appartenant à M. Armand Labrecque, au sud-ouest par une partie du lot dix-huit-B (ptie 18-B) restant à Yvon Gosselin, et au sud-est au centre du ruisseau, soit le deuxième ruisseau sur cette terre.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et le hangar qui se trouve à l'extrémité sud-ouest étant inclus dans cette hypothèque et la ligne du côté sud-ouest suivant le chemin de sortie jusqu'au premier ruisseau et après ce ruisseau laisse le chemin de sortie pour se rendre à environ trois pieds à l'ouest du hangar.

Un croquis de ce terrain demeure annexé à la minute des présentes après avoir été reconnu véritable par les parties avec et en présence du notaire soussigné.

Biens meubles qui sont immeubles par destination: quarante (40) cages de mise-bas; trente-deux (32) cages à porcelets; un (1) silo à moulée Victoria, modèle 10 tonnes, no de série 6; un (1) écureur Idéal, modèle 225, no de série 98245. »

La mise à prix est fixée à cinq mille sept cent trente-six dollars et cinquante cents (5 736,50 $), soit vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant que l'adjudicataire devra verser au shérif du district de Frontenac, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Mégantic, 1760, Dublin, Inverness, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
CLAUDE RANCOURT.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Thetford-Mines, le 30 juin 1982. 20070-o

Hauterive

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Hauterive
No 655-05-000005-827
S. 655-18-000015-827

LES IMMEUBLES HOUSEHOLD LTÉE, demanderesse, contre PHILIPPE AUCLAIR, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saguenay, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot huit, rang de la Rivière-aux-Outardes (ptie lot 8, rg Rivière-aux-Outardes) aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Manicouagan.

Lequel terrain peut être plus précisément décrit ainsi qu'il suit: de forme rectangulaire, mesurant quatre-vingts pieds (80 pi) de largeur par cent vingt pieds (120 pi) de profondeur et borné comme suit: au sud, à deux cents pieds (200 pi) de la ligne séparative des lots huit et neuf, rang de la Rivière-aux-Outardes, canton de Manicouagan, à l'ouest par le chemin public, au nord et à l'est par une partie du lot huit (ptie lot 8), rang de la Rivière-aux-Outardes, canton de Manicouagan, la propriété de monsieur Réjean Harel et représentants. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Sauf à distraire la partie expropriée par le ministère des Transports (Voirie), le tout plus particulièrement décrit comme suit:

Cette partie du lot 8, de figure irrégulière est bornée et décrite comme suit: vers l'ouest par la route de Pointe-aux-Outardes actuelle, mesurant le long de cette limite soixante-dix-neuf pieds (79 pi); vers le nord par une autre partie du lot 8, mesurant le long de cette limite onze pieds et soixante et un centièmes (11,61 pi); vers l'est par une partie du lot 8, mesurant le long de cette limite neuf pieds et cinquante-deux centièmes (9,52 pi) sur une droite et soixante-neuf pieds et soixante-quinze centièmes (69,75 pi) sur une courbe; vers le sud par une partie du lot 8 mesurant le long de cette limite treize pieds et vingt-quatre centièmes (13,24 pi), superficie: 948 pi^2 ou 0,022 acre. »

La mise à prix est fixée à 2 448,50 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Hauterive, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement de Saguenay, palais de justice, avenue Mance, Baie-Comeau, le MARDI VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MARTINE BABIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Baie-Comeau, le 2 juillet 1982 20095-o

Labelle

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Labelle
No C.P.M. 500-02-051626-819
S. 226

BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corps politique légalement constitué, ayant son siège social et un bureau à Montréal dit district, partie demanderesse, contre JEAN GUY STE-MARIE, résidant et domicilié au Lac-Saguay, comté de Labelle dit district, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Labelle, 440, boulevard Paquette à Mont-Laurier, QC, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante: Un emplacement situé dans la municipalité de Lac-Saguay, comté de Labelle, QC, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trois A rang Un (3A, ptie rg 1) au cadastre officiel du canton de Boyer.

Cet emplacement présentement vendu, de figure triangulaire, mesure cent soixante-dix pieds (170 pi) en front sur le chemin public, cent quarante pieds (140 pi) dans la ligne sud, soixante-quinze pieds (75 pi) sur la rive du lac Allard. Cet emplacement présentement vendu est borné en front vers le nord-est par ledit chemin public, vers l'ouest par la rive du lac Allard, vers le sud partie par une autre partie dudit lot trois A (3A) desdits rang et canton, étant la propriété de l'acquéreur suivant son titre intervenu devant le notaire soussigné, le 19 juin 1976, et enregistré au bureau d'enregistrement de Labelle sous le numéro 115128, pour une distance de cent pieds (100 pi), et partie par une autre partie dudit lot trois A (3A), desdits rang et canton, étant la propriété de l'acquéreur et ci-après décrit aux termes du paragraphe 2.

Tel que le tout se trouve actuellement, sans bâtisse, de ce dont l'acquéreur déclare connaître pour l'avoir vu et visité et s'en déclare satisfait.

La mise à prix est fixée à 3 164,70 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette à Mont-Laurier, QC, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif,
RAYMOND FORTIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Mont-Laurier, le 30 juin 1982. 20117-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Labelle
No C.B.L. 560-02-000041-821
S. 228

MUNICIPALITÉ DE LABELLE, corps politique légalement constitué ayant son siège social et son bureau principal en son hôtel de ville en la municipalité de Labelle, province de Québec, district de Labelle, partie demanderesse, contre RÉMI GODARD, domicilié et résidant en la municipalité de Labelle, district de Labelle, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Labelle, 440, boulevard Paquette à Mont-Laurier, QC, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante: « Un immeuble situé dans la municipalité de Labelle, comté de Labelle, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre-vingt-cinq (ptie 85) au cadastre officiel du village de Labelle, mesurant quarante-deux pieds et cinquante-sept centièmes de pied (42,57 pi) vers le nord-est, soixante-dix-huit pieds et soixante et un centièmes de pied (78,61 pi) vers le sud-est, quarante-deux pieds et soixante-sept centièmes de pied (42,67 pi) vers le sud-ouest et soixante-dix-huit pieds et huit centièmes de pied (78,08 pi) vers le nord-ouest; borné vers le nord-est par la route 117 étant une partie dudit lot numéro 85, village de Labelle, vers le sud-est par une autre partie du lot numéro 85, village de Labelle, vers le sud-ouest par le lot 257, village de Labelle, et vers le nord-ouest par une partie du lot numéro 86, village de Labelle; contenant une superficie de trois mille trois cent trente-huit pieds carrés (3,338 pi²), mesures anglaises. Tel que le tout se trouve présentement avec une bâtisse dessus érigée portant le numéro d'immeuble 191 et 193, boulevard Curé-Labelle en la municipalité de Labelle. »

La mise à prix est fixée à 8 000,00 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette à Mont-Laurier, QC, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif,
RAYMOND FORTIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Mont-Laurier, le 30 juin 1982. 20119-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Labelle
No C.P.L. 560-02-000232-826
S. 229

C. & E. WHEAR LTÉE, corps politique légalement constitué, ayant un bureau au 900, rue Olivier-Guimond à Mont-Laurier, district de Labelle, QC, partie demanderesse, contre JEAN PAUL LANTHIER, R.R. 1, Mont-Laurier, district de Labelle, QC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Labelle, 440, boulevard Paquette à Mont-Laurier, QC, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante: « Un emplacement de forme irrégulière connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quarante-cinq (ptie 45) dans le rang trois (rg III) au cadastre officiel du canton de Robertson, mesurant cent soixante-dix-huit pieds (178 pi) de largeur en front dans sa ligne est où il est borné par une rue portant le numéro 45-3, dits rang et canton, cent quarante-huit pieds (148 pi) de largeur en arrière dans sa ligne ouest où il est borné par partie du susdit lot quarante-cinq, dits rang et canton, appartenant à Charlemagne Lussier ou représentants, par cent pieds (100 pi) de profondeur dans sa ligne nord où il est borné par une rue et cent pieds (100 pi) de profondeur dans sa ligne sud où il est borné par partie de susdit lot appartenant à Jacques Léonard ou représentants.

Tel que le tout se trouve actuellement avec la bâtisse y érigée, circonstances et dépendances.

La mise à prix est fixée à 921.31 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette à Mont-Laurier, QC, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1982 à TREIZE heures TRENTE.

Le shérif,
RAYMOND FORTIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Mont-Laurier, le 30 juin 1982. 20118-o

Mingan

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Mingan
Nos 650-05-000027-822
650-18-000008-82

LA BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et un bureau au 390, rue Brochu, Sept-Îles, district de Mingan, partie demanderesse, contre TAPIDÉCO INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à Sept-Îles, district de Mingan, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Sept-Îles, mis en cause.

« La subdivision un du lot numéro mille neuf cent trente-cinq (1935-1), rang Deux (2), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Letellier, village de Sept-Îles.

La subdivision un du lot numéro mille neuf cent trente-quatre (1934-1), rang Deux (2), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Letellier, village de Sept-Îles, le tout avec bâtisse commerciale dessus construite, circonstances et dépendances, et portant le numéro civique 847, Laure ouest à Sept-Îles. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est fixé à 40 068.00 $ payable en argent ou par chèque visé.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, palais de justice, 425, Laure, Sept-Îles, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

L'officier autorisé du shérif,
MADELEINE BÉRUBÉ, *huissier.*

Bérubé & Levesque, huissiers
619, Brochu, local 101
Sept-Îles
Tél.: 962-5267 20051-o

Bref d'exécution *de Terris*
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Mingan
No 650-05-364-811
S. 650-18-000010-821

LA CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE SEPT-ÎLES, ayant son bureau au 350, rue Smith, Sept-Îles, district de Mingan, partie demanderesse, contre CLAYTON ANDERSON, demeurant et domicilié au 823, Dequen, Sept-Îles, district de Mingan, partie défenderesse, et LILIANE GIRARD ANDERSON, demeurant et domiciliée au 823, Dequen, Sept-Îles, district de Mingan.

Description:

« Un terrain connu et désigné comme étant le lot mille dix-huit du rang Deux (lot 1018, rang II), village des Sept-Îles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton de Letellier, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Ledit immeuble porte le numéro civique 480, rue Iberville, Sept-Îles.

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif suivant l'article 688*a* C.P.C., au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé, est fixé à 17 332,00 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur d'évaluation réelle 1,12.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Sept-Îles, le TRENTIÈME jour du mois d'AOÛT 1982 à DIX heures.

Sept-Îles, le 29 juin 1982.

L'officier du shérif,
JEAN TRUCHON.

Truchon & Truchon, huissiers
106, Napoléon, local 303
Sept-Îles, QC
Tél.: 962-4966

20071-o

Montréal

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-051166-812
Bref noté 500-02-007964-823

A.P.F. CROTONE LTÉE, demanderesse, contre STANLEY STRUG, président de AVENUE S.D.G. DEVELOPMENT CORPORATION, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de Laval, mis en cause.

Désignation:

a) « Un immeuble faisant face sur le boulevard Yvan-Pavlov dans la ville de Laval, connu et désigné comme étant la resubdivision un de la subdivision cent vingt du lot originaire quatre cent quatre-vingt-neuf (489-120-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul. Avec bâtisses dessus érigées ayant les numéros d'immeuble 359, 361, 363 et 365, boulevard Yvan-Pavlov. »

b) « Un immeuble faisant face sur le boulevard Yvan-Pavlov dans la ville de Laval, connu et désigné comme étant la resubdivision deux de la subdivision cent vingt du lot originaire quatre cent quatre-vingt-neuf (489-120-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul. Avec bâtisses dessus érigées ayant les numéros d'immeuble 369, 371, 373 et 375, boulevard Yvan-Pavlov. »

c) « Un immeuble faisant face sur le boulevard Yvan-Pavlov dans la ville de Laval, connu et désigné comme étant la resubdivision trois de la subdivision cent vingt du lot originaire quatre cent quatre-vingt-neuf (489-120-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul. Avec bâtisses dessus érigées ayant les numéros d'immeuble 379, 381, 383 et 385, boulevard Yvan-Pavlov. »

d) « Un immeuble faisant face sur le boulevard Yvan-Pavlov dans la ville de Laval connu et désigné comme étant les resubdivisions quatre et un des subdivisions cent vingt et cent vingt et un du lot originaire quatre cent quatre-vingt-neuf (489-120-4, 489-121-1) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul. Avec bâtisses dessus érigées ayant les numéros d'immeuble 389, 391, 393 et 395, boulevard Yvan-Pavlov. »

e) « Un immeuble faisant face sur le boulevard Yvan-Pavlov dans la ville de Laval connu et désigné comme étant la resubdivision deux de la subdivision cent vingt et un du lot originaire quatre cent quatre-vingt-neuf (489-121-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul. Avec bâtisses dessus érigées ayant les numéros d'immeuble 399, 401, 403 et 405, boulevard Yvan-Pavlov. »

f) « Un immeuble faisant face sur le boulevard Yvan-Pavlov dans la ville de Laval connu et désigné comme étant la resubdivision trois de la subdivision cent vingt et un du lot originaire quatre cent quatre-vingt-neuf (489-121-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul. Avec bâtisses dessus érigées ayant les numéros d'immeuble 409, 411, 413 et 415, boulevard Yvan-Pavlov. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses circonstances et dépendances, sans exception ni réserve. »

La mise à prix est fixée à 28 787,38 $ quant aux immeubles situés au 359 à 365, boul. Yvan-Pavlov, ville de Laval; 28 787,38 $: 369 à 375, boul. Yvan-Pavlov, ville de Laval; 28 787,38 $: 379 à 385, boul. Yvan-Pavlov, ville de Laval; 28 787,38 $: 389 à 395, boul. Yvan-Pavlov, ville de Laval; 28 787,38 $: 399 à 405, boul. Yvan-Pavlov, ville de Laval; et 28 752,88 $, quant à 409 à 415, boul. Yvan-Pavlov, ville de Laval; soit 25 % de l'évaluation de chacun des immeubles portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément au bureau d'enregistrement de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, ville de Laval, QC, le TRENTE ET UNIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du shérif
Cour provinciale
Montréal, le 6 juillet 1982. 20121-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-044924-814

BANQUE NATIONALE DU CANADA, demanderesse, contre JEAN-GUY GENDRON, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de Chambly, mis en cause.

« Lot quatre cent deux, division quatre, subdivision deux et redivision un (402-4-2-1) du cadastre de la paroisse de Saint-Bruno.

De figure rectangulaire, est borné vers le nord-est par le lot 402-4-2 (non subdivisé) vers le sud-est par le lot 402-4-2 (non subdivisé), vers le sud-ouest par le boulevard des Trinitaires (sans désignation cadastrale), vers le nord-ouest par une partie du lot 402-4-1 (rue Champagne); mesurant dans ses lignes nord-est et sud-ouest cent pieds (100,0 pi, soit 30,48 m), dans ses lignes sud-est et nord-ouest quatre-vingt-quinze pieds (95,0 pi, soit 28,96 m); contenant en superficie neuf mille cinq cents pieds carrés (9 500 pi², soit 882,58 m²).

La mise à prix est fixée à 9 390,63 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Chambly, 201, place Charles-Lemoyne, édifice Montval, Longueuil, QC, le PREMIER jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 14 juin 1982. 20122-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-004463-822

FIDUCIE DU QUÉBEC, demanderesse, contre PIERRE SANGOLLO, SERGE SANGOLLO, HENRI PAQUIN *ET AL.*, défendeurs, et JEAN GUY DAOUST, C.A., ès qualités de syndic à la faillite de Pierre Sangollo, Serge Sangollo et Henri Paquin, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble des défendeurs: Pierre Sangollo, Serge Sangollo et Henri Paquin:

« Un emplacement situé à Montréal, ayant front sur la rue Crémazie ouest et composé d'une partie du lot numéro sept de la resubdivision officielle du lot numéro quatre-vingt-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quarante-trois (ptie 343-98-7) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. De figure trapézoïdale, mesurant dans sa ligne nord-est quatre-vingts pieds et cinquante-neuf centièmes de pied (80,59 pi); dans sa ligne sud-ouest soixante-dix-neuf pieds et soixante-huit centièmes de pied (79,68 pi); dans sa ligne nord-ouest vingt-cinq pieds (25,0 pi). Contenant une superficie de deux mille trois pieds carrés (2 003,0 pi²). Ledit lot ptie 343-98-7 est borné comme suit: au nord-est par une partie du lot numéro 343-98-6, au sud-est par une partie du lot numéro 343-98-7 (boul. Crémazie), au sud-ouest par une partie du lot numéro 343-99 (rue Waverly) et au nord-ouest par une partie du lot numéro 343-98-8 (ruelle). Avec une bâtisse ci-dessus construite et sise au numéro 147 du boulevard Crémazie ouest en la cité de Montréal. »

La mise à prix est fixée à 29 609,25 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires munici-

pales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine est, local 7.81, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1982 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 28 juin 1982. 20123-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Montréal
No 500-02-040649-811

ELIPIDIO GAETANO, demandeur, contre DIMITRIOS DRANIAS et DAME DIMITRIOS DRANIAS, défendeurs, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble des défendeurs:

Un terrain donnant sur la rue Outremont, dans la ville de Montréal, connu et désigné comme le lot numéro cent huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent trente-six (636-108) sur le plan et dans le livre de référence de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal. Ledit terrain mesurant vingt-cinq pieds (25,0 pi) de largeur sur une profondeur de soixante-seize pieds (76,0 pi), mesures anglaises et plus ou moins. Avec tous les bâtiments dessus construits et plus particulièrement celui portant le numéro civique 7014, rue Outremont, dont le mur du nord-ouest est mitoyen. Soumis à une servitude de vue enregistrée à Montréal sous le numéro 1400218, de même qu'à une servitude de droit de passage commun sur la ruelle située à l'arrière dudit emplacement.

La mise à prix est fixée à 15 234,75 $, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine est, local 7.81, le TRENTIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 28 juin 1982. 20139-o

Roberval

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Roberval
No 160-05-000259-79
S. 155-18-000006-80

FERLAC INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau au 444, rue Principale, Saint-Prime, comté de Roberval, demanderesse, contre JACQUES VALLÉE, domicilié et résidant au no 41, rang 2, Saint-Méthode, district de Roberval, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval, mis en cause.

« 1. Le lot de terre numéro quinze (15) dans le Deuxième Rang (rg II), au cadastre officiel du canton de Parent, division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, avec ensemble toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot seize (16), dans le Deuxième Rang (rg II), et le lot quinze (15), dans le Troisième Rang (rg III), tous deux au cadastre officiel du canton de Parent, division d'enregistrement de Lac-Saint-Jean-Ouest, avec ensemble, toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif, suivant l'article 688*a* C.P.C., au moment de l'adjudication, soit en argent ou par chèque visé, est fixé à 10 799,10 $, soit 25 % de l'évaluation municipale multiplié par le facteur d'évaluation réelle: 0,78.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division Lac-Saint-Jean-Ouest, à Roberval, district de Roberval, le VINGT-SIXIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GÉRALD TAILLON.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Roberval, le 25 juin 1982. 20037-o

Saint-François

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-François
No 450-05-000877-817

CAISSE POPULAIRE DE ST-ISIDORE D'AUCKLAND, corps légalement constitué, ayant son siège social et son bureau à Saint-Isidore-d'Auckland, district de Saint-François, partie demanderesse, contre RICHARD INKEL, domicilié et résidant à Saint-Isidore-d'Auckland, district de Saint-François, et DAME NICOLE JEAN INKEL, domiciliée et résidant à Saint-Isidore-d'Auckland, district de Saint-François, et RÉGIS NADEAU, domicilié et résidant au 368, 6e Avenue sud, Sherbrooke, district de Saint-François, et GHISLAIN MICHAUD, ès qualités de syndic à la faillite de Régis Nadeau, ayant son bureau au 108, Wellington nord, Sherbrooke, district de Saint-François, et LE RÉGISTRATEUR de Cookshire, mis en cause.

« Un certain emplacement de terrain mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton d'Auckland, Huitième Rang (rg VIII), comme étant:

a) Le lot numéro vingt-huit de la subdivision du lot numéro trois (3-28).

b) le lot numéro vingt-neuf de la subdivision du lot numéro trois (3-29), sauf et à distraire la partie suivante: mesurant cinquante-trois pieds et sept dixièmes (53,7 pi) dans sa ligne nord, vingt et un pieds et trois dixièmes et soixante-sept pieds et quatre dixièmes (21,3 pi et 67,4 pi) dans sa ligne nord-est, dix-neuf pieds et quatre dixièmes (19,4 pi) dans sa ligne est et cent cinquante pieds et six dixièmes (150,6 pi) dans sa ligne sud-ouest. Bornée ladite partie à distraire comme suit: au nord et au nord-est par le résidu du lot 3-29, à l'est par le lot 3-30 et au sud-ouest par les lots 3-22 et 3-23, ayant une superficie de deux mille soixante-quatorze pieds carrés (2 074 pi^2).

c) Une partie du lot numéro vingt-trois de la subdivision du lot numéro trois (ptie 3-23), mesurant vingt-huit pieds et deux dixièmes (28,2 pi) dans sa ligne nord, vingt-sept pieds et huit dixièmes (27,8 pi) dans sa ligne sud-ouest et neuf pieds et un dixième (9,1 pi) dans sa ligne nord-ouest. De forme triangulaire et bornée comme suit: au nord-est par une partie du lot 3-29, au sud-ouest par une partie du lot 3-23 (résidu), et au nord-ouest par une partie du lot 3-24. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra payer au shérif au moment de l'adjudication, en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, est de: 19 215,15 $.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de la division de Compton, 85, rue Parc, Cookshire, QC, le MERCREDI DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
JEAN GUY BISSON.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 25 juin 1982. 20038-o

Venditioni Exponas
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Saint-François
No 450-05-000993-81

LA COMPAGNIE SHERBROOKE TRUST, corporation légalement constituée, ayant son siège social et un bureau au 75, rue Wellington nord à Sherbrooke, district de Saint-François, partie demanderesse, contre DAME JACQUELINE MONTMIGNY, domiciliée et résidant à R.R. 1, chemin Jeanson, Sherbrooke, district de Saint-François, partie défenderesse.

« 1. Un emplacement situé dans la municipalité de Rock-Forest, en bordure de la rivière Magog, désigné comme étant la subdivision numéro vingt-sept du lot originaire numéro neuf (9-27) au cadastre officiel pour le canton d'Ascot, rang Douze (rg 12). Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances portant l'adresse chemin Jeanson, R.R. 1, Sherbrooke. Sujet à un droit de passage en faveur du lot présentement hypothéqué et tel que stipulé aux termes de l'acte enregistré sous le numéro 89161.

2. Un immeuble situé dans la municipalité de Rock-Forest en bordure de la rivière Magog, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro neuf (9-28) aux plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ascot, rang Douze. Avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances, portant l'adresse chemin Jeanson, R.R. 1, Sherbrooke, QC. »

Les montants minimaux que les adjudicataires devront payer au shérif lors de chacune des adjudications, en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, sont les suivants: 12 050,00 $ pour le lot numéro 9-27 décrit au no 1 de la désignation et 8 097,50 $ pour le lot numéro 9-28 décrit no 2.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement de Sherbrooke, 174, rue Palais, salle des ventes, Sherbrooke,

QC, le MARDI DIX-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
JEAN GUY BISSON.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 23 juin 1982. 20039-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Saint-François
Cour supérieure — District de Québec
No 200-05-000092-820

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corporation régie par la Loi sur le crédit agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église dans la ville de Sainte-Foy, district de Québec, partie demanderesse, contre LES SERRES CARON & FRÈRES INC., ayant son siège social au 2840, rue King est, Sherbrooke, QC, J1H 5H2, partie défenderesse.

« Un immeuble connu et désigné comme étant:

1. La subdivision cent soixante du lot originaire vingt et un B (21B-160) dans le rang Quatre (rg 4), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot.

2. Toute cette partie du lot vingt et un B (ptie 21B) dans le rang Quatre (rg 4), aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot, se trouvant comprise dans les limites suivantes: bornée au nord par une partie du lot 21C n. s., au nord-est par le lot 21B-90, au sud-est par la rue (21B-30), au sud par les lots 21B-34 et 21B-35, 21B-36 et 21B-37, à l'ouest par le lot 21B-34, au sud-ouest par le lot 21B-160 et au nord-ouest par la route 112.

3. Toute cette partie du lot vingt et un C (ptie 21C n. s.) non subdivisé, aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang Quatre (rg 4) du canton d'Ascot, se trouvant comprise dans les limites suivantes: bornée au nord et au nord-ouest par la route 112, au nord-est par le lot 21C-198 et au sud par cette partie dudit lot 21B n. s. ci-dessus décrite en 2.

4. *a)* La subdivision cent quatre-vingt-dix-huit du lot originaire vingt et un C (21C-198) aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang Quatre (rg 4) du canton d'Ascot.

b) La subdivision quatre-vingt-dix du lot originaire vingt et un B (21B-90) aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang Quatre (rg 4) du canton d'Ascot.

5. *a)* Un certain terrain connu et désigné comme étant partie du lot vingt et un C (ptie 21C) dans le rang Quatre (rg 4) dudit canton d'Ascot, de forme irrégulière, mesurant six cent vingt-trois pieds et huit dixièmes (623,8 pi) dans sa ligne nord-ouest, cent-soixante-quatorze pieds et cinq dixièmes (174,5 pi) dans sa ligne nord-est, cent vingt-trois pieds et quatre dixièmes (123,4 pi) et quatre cent trente-quatre pieds et neuf dixièmes (434,9 pi) dans ses lignes sud-est, et cent pieds (100 pi) dans sa ligne sud-ouest; borné au nord-ouest par la route numéro 1, au nord-est par les lots 21C-4, 21C-30, 21C-31, au sud-est par les lots 21C-187 à 21C-193 inclusivement et au sud-ouest par le lot 21C-119-1; contenant en superficie soixante-trois mille sept cent quatre pieds carrés (63 704,0 pi²). Sauf et excepté de cette partie un terrain mesurant cent pieds (100 pi) sur ses quatre côtés (4) et borné au nord-ouest par la route 112, au nord-est et au sud-ouest par le lot 21C n. s. et au sud-est par les lots 21C-188 et 21C-189. Le coin sud dudit terrain excepté, étant situé à 44 pi au nord-est du coin ouest du lot 21C-189. Ce terrain est maintenant connu comme étant le lot 21C-220 du rang Quatre dudit canton. Sauf et excepté de cette partie du lot 21C les quatre-vingts pieds (80 pi) sud-ouest vendu à Roméo Leblanc suivant acte de vente reçu devant Michel Lamoureux, notaire, le 13 janvier 1977, enregistré à Sherbrooke le 14 janvier 1977 sous le numéro 228980 et suivant acte de correction reçu devant Michel Lamoureux, notaire, le 7 novembre 1977, enregistré à Sherbrooke sous le numéro 238535.

b) Une partie du lot vingt et un C (ptie 21C) dans le rang Quatre (rg 4) dudit canton d'Ascot, de forme irrégulière, mesurant deux cent soixante-huit pieds et quatre-vingt-trois centièmes (268,83 pi) (distance mesurée dans l'arc), cent pieds et un dixième (100,1 pi) dans sa ligne nord-est, deux cent quarante-six pieds et trois dixièmes (246,3 pi) dans sa ligne sud-est, trente-cinq pieds et six dixièmes (35,6 pi) dans la ligne sud et quatre-vingt-dix-neuf pieds et vingt-cinq centièmes (99,25) dans sa ligne sud-ouest. Bornée au nord-ouest par la route numéro 1, au nord-est par le lot 21C-119-1, au sud-est par les lots 21C-194 à 21C-197 inclusivement; au sud par partie du lot 21B (partie plus bas décrite) et au sud-ouest par le lot 21C-198; contenant une superficie de vingt-neuf-mille quatre-vingt-cinq pieds carrés (29 085 pi²).

c) Une partie de forme triangulaire du lot vingt et un B (ptie 21B) dans le rang Quatre (rg 4) du canton d'Ascot, mesurant trente-cinq pieds et six dixièmes (35,6 pi) dans sa ligne nord, vingt pieds et soixante-cinq centièmes (20,65 pi) dans sa ligne sud-est, vingt-neuf pieds (29 pi) dans sa ligne sud-ouest, bornée au nord par partie du lot 21C (partie plus haut décrite), au sud-est par le lot 21B-89 et au sud-ouest par le lot 21B-90; contenant en superficie deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds carrés (299 pi²). Le tout sujet aux servitudes enregistrées à Sherbrooke le 5 janvier 1939 sous le

numéro 36804, le 22 août 1972 sous le numéro 185992, le 9 mai 1975 sous le numéro 210375, le 20 mai 1975 sous le numéro 210953 et le 7 août 1975 sous le numéro 213045.

6. Les subdivisions cent quatre-vingt-quatorze, cent quatre-vingt-quinze, cent quatre-vingt-seize et cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro vingt et un C (21C-194, 195, 196 et 197) dans le rang Quatre (rg 4) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot.

7. Les subdivisions quatre-vingt-huit et quatre-vingt-neuf du lot originaire numéro vingt et un B (21B-88 et 89) dans le rang Quatre (rg 4) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot.

8. Les subdivisions cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent quatre-vingt-quatre, cent quatre-vingt-cinq, cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, deux cent, deux cent un, deux cent deux, deux cent trois, deux cent quatre du lot originaire vingt et un C (21C-181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 190, 191, 192, 193, 200, 201, 202, 203 et 204) dans le rang Quatre (rg 4) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot.

9. Toute la partie non subdivisée du lot cent quatre-vingt-huit du lot originaire vingt et un C (21C-188 n.s.) aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang Quatre (rg 4) du canton d'Ascot. De forme triangulaire, bornée au nord-ouest par le lot 21C n.s.; à l'est par le lot 21C-187 et au sud-ouest par le lot 21C-188-1.

10. Toute la partie non subdivisée du lot cent quatre-vingt-neuf du lot originaire vingt et un C (21C-189 n.s.) aux plan et livre de renvoi officiels pour le rang Quatre (rg 4) du canton d'Ascot. Bornée au nord-ouest par le lot 21C n.s., au nord-est par le lot 21C-189-1, au sud-est par la rue Marceau sud (21C-167) et au sud-ouest par le lot 21C-190.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cet immeuble comprend les immeubles par destination, c'est-à-dire les fournaises, le système de ventilation, d'arrosage et d'irrigation et autres objets mobiliers semblables placés par l'emprunteur dans les lieux hypothèqués pour compléter son exploitation. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra payer au shérif au moment de l'adjudication, en argent ou par chèque visé fait à l'ordre du ministre des Finances, est de 39 795,45 $.

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement de Sherbrooke, 174, rue Palais, Sherbrooke, QC (salle des ventes), le MARDI DIX-SEPTIÈME jour d'AOÛT 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
JEAN GUY BISSON.

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 25 juin 1982. 20040-o

Terrebonne

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Terrebonne
No 700-05-000226-815

LA BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT, corporation constituée par une Loi du Canada, ayant son siège social à Montréal, 800, carré Victoria, local 4600, dans les ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre LES CROQUETTES DES SOURCES INC., corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les compagnies, 1re partie, ayant son siège social à Val-Morin, district de Terrebonne, et PAULETTE MAINVILLE-FORTIN, domiciliée et résidant au 5944, rue Morin, Val-Morin, district de Terrebonne, et ROBIN FORTIN, domicilié et résidant au 5844, rue Morin, Val-Morin, district de Terrebonne, et MARCEL FORTIN, domicilié et résidant au 156, rue Mistral, Repentigny, district de Joliette, et ROGER DALBIEZ, domicilié et résidant au 1703, rue Couvrette, Saint-Laurent, district de Montréal, parties défenderesses.

« Un certain emplacement situé dans la municipalité de Val-Morin et étant composé du lot numéro dix-huit de la subdivision du lot numéro trois (3-18), rang V, canton de Morin, cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adèle-d'Abercrombie, division d'enregistrement de Terrebonne et contenant une superficie de dix-huit mille sept pieds carrés (18 007 pi²), mesures anglaises. Avec une bâtisse dessus construite et portant le numéro d'immeuble 5977, route 117, Val-Morin. L'escalier attenant au mur sud-ouest de ladite bâtisse empiète sur la route no 117. Le tout tel que montré sur un plan et certificat de localisation préparé par monsieur Jacques Poulin, arpenteur-géomètre, en date du vingt-quatre mars mil neuf cent quatre-vingt et portant le numéro 17403 de ses plans.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes se rattachant audit immeuble avec toutes les bâtisses et améliorations y érigées ou en voie de construction, et

comprenant les machineries, outillages, équipements, ameublements, engins, fournaises, bouilloires, moteurs et accessoires qui y sont placés pour servir à l'exploitation de son entreprise, le tout immeuble par nature ou destination. »

La mise à prix est fixée à 27 218,13 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e*, C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne situé au 85, rue de Martigny ouest, bureau 1.03, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20135-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016956-813

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100, rue University à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent à Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079 de la rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Hardy en la ville de Rosemère, et composé:

a) de la resubdivision vingt-six de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (24-37-26) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Avec bâtisse y élevée, portant le numéro 218 de ladite rue Hardy.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un dixième (1/10) indivis de la resubdivision vingt-neuf de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (1/10 ind. de 24-37-29) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 7 695,00 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny ouest, local 1.03, Saint-Jérôme, QC, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20124-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016955-815

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100 de la rue University à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent à Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079 de la rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Hardy en la ville de Rosemère, composé:

a) De la resubdivision vingt-sept de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (24-37-27) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Avec bâtisse y élevée portant le numéro 216 de ladite rue Hardy.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un dixième (1/10) indivis de la resubdivision vingt-neuf de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (1/10 ind. de 24-37-29 aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 7 994,25 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, 85, rue de Martigny ouest, local 1.03, Saint-Jérôme, QC, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20125-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016954-818

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100, rue University, Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079, rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Hardy, en la ville de Rosemère et composé:

a) De la resubdivision trente-trois de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (24-37-33) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Avec bâtisse y élevée, portant le numéro 206 de ladite rue Hardy.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne, sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un dixième (1/10) indivis de la resubdivision vingt-neuf de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (1/10 ind. de 24-37-29) aux susdits plan et livre de renvoi officiels pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 7 638,00 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, rue de Martigny ouest, local 1.03, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 30 juin 1982. 20126-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016952-812

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100, rue University, Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079, rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Northcote, en la ville de Rosemère, et composé:

a) de la resubdivision six de la subdivision trente-six du lot originaire vingt-quatre (24-36-6) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville.

Avec bâtisse y élevée, portant le numéro 542 de ladite rue Northcote.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 408580, 564668, 606400 et 607187.

b) Un douzième (1/12) indivis de la resubdivision quarante-cinq de la subdivision trente-six du lot originaire vingt-quatre (1/12 ind. de 24-36-45) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement ».

La mise à prix est fixée à 9 333,75 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé, à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, rue de Martigny ouest, local 1.03, Saint-Jérôme, QC, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 25 juin 1982. 20127-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016951-814

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100, rue University, Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079, rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Hardy, en la ville de Rosemère et composé:

a) de la resubdivision sept de la subdivision trente-six du lot originaire vingt-quatre (24-36-7) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Thérèse-de-Blainville.

Avec bâtisse y élevée, portant le numéro 263 de ladite rue Hardy.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un douzième (1/12) indivis de la resubdivision quarante-cinq de la subdivision trente-six du lot originaire vingt-quatre (1/12 ind. de 24-36-45) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 9 205,50 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, rue de Martigny ouest, local 1.03, à Saint-Jérôme, QC, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20128-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016953-810

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100, rue University à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent à Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079, rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Hardy, en la ville de Rosemère, et composé:

a) de la resubdivision trente-cinq de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (24-37-35) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville. Avec bâtisse y élevée, portant le numéro 202 de ladite rue Hardy. Tel que tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne, sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un dixième (1/10) indivis de la resubdivision vingt-neuf de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (1/10 ind. de 24-37-29) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 9 248,25 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, rue de Martigny ouest,

bureau 1.03, à Saint-Jérôme, QC, le VINGT-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 30 juin 1982. 20129-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016 957-811

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100 de la rue University, à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent, à Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079 de la rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front sur la rue Hardy, en la ville de Rosemère, et composé:

a) de la resubdivision vingt-quatre de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (24-37-24) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville. Avec bâtisse y élevée portant le numéro 222 de ladite rue Hardy. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un dixième (1/10) indivis de la resubdivision vingt de la subdivision trente-sept du lot originaire vingt-quatre (1/10 ind. de 24-37-20) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 9 006,00 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne situé au 85, rue de Martigny ouest, bureau 1.03, Saint-Jérôme, QC, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1982 à DIX heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20136-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
No 500-05-016 958-819

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1100 de la rue University, à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre LÉO-BERNARD CIARRONI, domicilié au 5016, boulevard Saint-Laurent, Montréal, district de Terrebonne, et CLAUDE LANDRY, domicilié au 1079 de la rue Manning, cité de Verdun, district de Montréal, partie défenderesse.

« Un immeuble ayant front à la rue Hardy, en la ville de Rosemère, et composé:

a) De la resubdivision dix-huit de la subdivision trente-six du lot originaire vingt-quatre (24-36-18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse-de-Blainville. Avec bâtisses y élevée, portant le numéro 235 de ladite rue Hardy. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment sujet aux servitudes créées aux termes des actes enregistrés à Terrebonne sous les numéros 408580, 564668, 606440 et 607187.

b) Un dixième (1/10) indivis de la resubdivision vingt de la subdivision trente-six du lot originaire vingt-quatre (1/10 ind. de 24-36-20) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, pour fins de stationnement. »

La mise à prix est fixée à 8 022,75 $, soit 25 % de l'évaluation municipale, tel que prescrit par l'article 670*e* C.P.C., que l'adjudicataire devra payer au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne situé au 85, rue de Martigny ouest, bureau 1.03, Saint-Jérôme, QC, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1982 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20137-o

Vente(s) pour taxes

Ville d'Asbestos

Avis public est donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville d'Asbestos, que les propriétés ci-dessous, désignées et situées dans les limites de la ville d'Asbestos, seront vendues à l'enchère publique à l'hôtel de ville d'Asbestos, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1982 à DIX heures, et ce, pour satisfaire le paiement des taxes municipales et autres impositions ainsi que les frais encourus pour et par la vente, à moins que ces taxes et autres impositions et dépenses ne soient payées avant la vente.

Le propriétaire de la propriété ci-dessous décrite est M. Lucien Guertin et ladite propriété est ainsi décrite: le lot numéro vingt (20) de la subdivision officielle du lot primitif numéro douze G (12G-20), rang Trois (rg 3) aux plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Shipton, sans bâtisse.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

La vente de cette propriété est en considération d'une somme de 2 083.21 $ due pour taxes impayées.

Le propriétaire de la seconde propriété à être vendue est M. Lucien Guertin et cette propriété est ainsi décrite: le lot numéro cent vingt-huit de la subdivision officielle du lot primitif numéro Six E (6E-128) dans le Troisième Rang du canton de Shipton.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

La vente de cette propriété est en considération d'une somme de 69.96 $ due pour taxes impayées.

Sherbrooke, le 30 juin 1982.

Le secrétaire-trésorier,
SERGE CHARLAND.

20052-29-2-o

Ville de Maple-Grove

Avis public est, donné par la soussignée, greffier de la susdite municipalité, que les immeubles ci-dessous seront vendus à l'enchère publique le MERCREDI HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX-NEUF heures, à l'hôtel de ville de Maple-Grove, 149, rue Saint-Laurent à Maple-Grove. Tous les lots mentionnés au présent avis font partie du cadastre de la paroisse de Saint-Clément de Beauharnois.

Lot 40-24, paroisse de Saint-Clément de Beauharnois
Limites: nord: rue Guy; nord-est: lot 40-23; sud: chemin de fer; sud-ouest: lot 40-25.
Propriétaire: M. Louis Gendron, 193, rue Guy, Maple-Grove.

Lots 19 partie et 19-1 partie, paroisse de St-Clément de Beauharnois
Limites: partie du lot 19: nord-est: partie du lot 19; sud-est: partie du lot 19-1; sud-ouest: partie du lot 19; nord-ouest: partie du lot 19.
Limites: lot 19-1 partie: nord-est: partie du lot 19; sud-est: lots 19-1-1 et 19-1-2; sud-ouest: partie du lot 19; nord-ouest: partie du lot 19.
Propriétaire: M. Jacques Laberge, 114, St-Laurent, Maple-Grove.

Lot partie 11, paroisse de St-Clément de Beauharnois, (24, 26, 28, St-Louis)
Limites: nord-est: rue St-Louis; sud-est: partie du lot 11; sud-ouest: partie du lot 11; nord-ouest: partie du lot 11.
Propriétaire: M. Jacques Laberge, 114, St-Laurent, Maple-Grove.

Lot partie 34, paroisse de St-Clément de Beauharnois
Limites: nord: rue Guy; nord-est: partie du lot 33; sud: chemin de fer; sud-ouest: lot 34-29.
Propriétaire: Succession Jean-Baptiste Perreault.

Lot 40-10, paroisse de St-Clément de Beauharnois
Limites: sud-ouest: rue Labrèche; nord-ouest: le lot 40-9; nord-est: les lots 34-19 et 34-20; sud-est: le lot 40-11.
Propriétaire: Mme Francine Sigouin, 533, rue Labrèche, Maple-Grove.

Les conditions d'adjudication sont: paiement comptant et immédiat.

Maple-Grove, le 28 juin 1982.

Le greffier,
YVETTE BERGERON.

20017-28-2-o

Ville de Waterville

Avis public est, par les présentes, donné par le soussigné, Gilles Boisvert, secrétaire-trésorier de la ville de Waterville, que les immeubles ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, à l'hôtel de ville, 170, rue Principale sud, Waterville, le JEUDI TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1982 à DIX heures, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et/ou scolaires avec les intérêts accrus et les frais encourus, à moins que lesdites taxes, intérêts et frais soient réglés avant la vente.

Liste des propriétés à être vendues pour les arrérages en taxes municipales et scolaires et pour les travaux permanents.

1. Les Immeubles Réal Denis Inc.:
Le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville.

2. André et Pierre Dorais:
Partie du lot numéro trente-deux (ptie 32), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville. De figure irrégulière. Mesurant trente-quatre mètres et treize centimètres (34,13 m) dans sa ligne nord; cinquante-huit mètres et quatorze centièmes dans sa ligne est; trente-trois mètres et cinquante deux centièmes (33,52 m) dans sa ligne sud et soixante mètres et quatre-vingt-onze centièmes dans sa ligne ouest. Bornée vers le nord par la rue King (sans désignation cadastrale); vers l'est par les lots 23 et 31; vers le sud par le lot 32-3 et vers l'ouest par la Rue Swanson. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, portant les numéros d'immeuble 154 et 156, rue King à Waterville.

3. Les Entreprises F.D.D. Inc.:
La subdivision numéro soixante-six du lot originaire numéro quarante-cinq (45-66), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville.

4. Les Bois Girardin Inc.:
La subdivision numéro six du lot originaire numéro cinquante (50-6), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville.

5. Émilien Nadeau
a) Partie non subdivisée du lot numéro deux cent quatre (ptie n. s. 204), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville. Bornée à l'ouest par les lots 202-13 et partie du lot 202; au nord-est par les lots 204-4, -5, -6, -7, -8 et partie 204; au sud-est par partie 204 propriété de Robert Brochu et au sud par la rivière Coaticook.
b) Partie non subdivisée du lot deux cent deux (ptie n. s. 202), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville. Bornée à l'est par partie 204, ci-haut décrite; au nord-ouest par les lots 202-12 et 202-13; au sud-ouest par le résidu du lot 202. La ligne sud-ouest dudit lot est la continuation en ligne droite vers le sud-est de la ligne sud-ouest du lot 202-12 jusqu'à ce qu'elle rencontre le lot 204. Sujet à une servitude en faveur de Bell Canada pour fils téléphoniques suivant acte enregistré à Sherbrooke, sous le numéro 94156.
c) Partie de la subdivision numéro douze du lot originaire numéro deux cent deux (ptie 202-12) aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville. Bornée au nord-ouest par partie 202-12, rue Principale; au nord-est par le lot 202-13 et au sud-est et sud-ouest par parties du lot 202.
d) Partie subdivisée numéro treize du lot originaire numéro deux cent deux (ptie 202-13), aux plan et livre de renvoi officiels pour le village de Waterville. Bornée au nord-ouest par partie 202-13, rue Principale; à l'ouest par le lot 204; au sud-est par le lot 202 et au sud-ouest par le lot 202-12.

Waterville, le 21 juin 1982.

Le secrétaire-trésorier,
GILLES BOISVERT.

20006-28-2-o

Errata

Édition no:	Rubrique	Page	Lire:	Au lieu de:
25 (82 06 19)	Délivrance d'un certificat de modification	5561	AUVENTS ET MARQUISES EXPO INC. 1854-3611 Modification: De la dénomination sociale: AUVENTS ET MARQUISES EXPO INC. *EXPO AWNINGS AND CANOPIES INC.*	AUVENTS ET MARQUISES EXPO INC. 1854-3611 Modification: De la dénomination sociale: AUVENTS ET MARQUISES EXPOS INC. *EXPO AWNINGS AND CANOPIES INC.*
33 (81 08 15)	Changement de dénomination sociale (Article 21)	8935	BEAUTE ET PARFUMS DE LA NOUVELLE FRANCE LIMITEE 1368-7520 Nouvelle dénomination sociale et sa version: SOCIETE DE CONSULTATIONS B.P.N.F. LTEE	BEAUTE ET PARFUMS DE LA NOUVELLE FRANCE LIMITEE 1368-7520 Nouvelle dénomination sociale et sa version: SOCIIÉTÉ DE CONSULTATIONS B.P.N.F. LTÉE
34 (81 08 22)	Lettres patentes (Partie 3)	9369	COMMUNAUTÉ SEPHARADE ḤEKHAL SHALOM 1848-9203	COMMUNAUTÉ SEPHARADE KEKHAL SHALOM 1848-9203
33 (81 08 15)	Délivrance d'un certificat de constitution	8943	GESTIONS ADAR LTÉE 1848-7272	GESTION ADAR LTÉE 1848-7272
26 (82 06 26)	Lettres patentes (Partie 3)	5718	ROLCHPAT. REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE LOISIRS POUR CITOYENS HANDICAPÉS DE POINTE-AUX-TREMBLES 1857-9615	ROLCHPAT. REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE LOISIRS POUR CITOYENS HANDICAPÉS DE POINTE-AUX-TREMBES 1857-9615
28 (81 07 11)	Changement de dénomination sociale (Article 21)	8148	SANDOWN INVESTMENT CORPORATION 1283-4040 Date de constitution en corporation: 56 03 15	SANDOWN INVESTMENT CORPORATION 1283-4040 Date de constitution en corporation: 60 12 06
27 (82 07 03)	Lettres patentes annulées	5813	CLUB DE TIR ARCAPI DE DONNACONA INC. 1473-8082	CLUB DE TIR ARCAPI DE DONNACANA INC. 1473-8082

Édition no:	Rubrique	Page	Lire:	Au lieu de:
27 (82 07 03)	Sociétés d'entraide économique —Loi sur les	5846	CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE DRUMMOND 1291-7266 Dénomination sociale de la société: SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DRUMMOND	CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE DRUMMOND 1291-7266 Dénomination sociale de la société: SOCIÉTÉ D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE DRUMMOND

20018-o

LES CONSTRUCTIONS TREVI INC.

Prenez note que le ministre des Institutions financières et Coopératives corrige l'avis de lettres patentes supplémentaires, en date du 81 05 29, de la compagnie « **LES CONSTRUCTION TREVI INC.** » paru le 22 août 1981 à la page 9353 de la *Gazette officielle du Québec*, numéro 34, de manière que le nom se lise ainsi: **LES CONSTRUCTIONS TREVI INC.** »

Le directeur,
HUBERT GAUDRY.

20019-o 1293-6803

Office municipal d'habitation La Sarre

Veuillez noter qu'une erreur s'est glissée dans l'avis publié à la page 5847 de l'édition numéro 27 du 3 juillet 1982. Le titre aurait dû se lire: « **Office municipal d'habitation La Sarre** » au lieu de: « **Office municipal d'habitation de La Sarre** ».

20018-o

No 700-05-000772-818: CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE STE-AGATHE contre LA GRAVIÈRE PONTBRIAND INC., JEAN JACQUES DUMESNIL et DAME MADELEINE POMMIER DUMESNIL

et no 700-05-000773-816: CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE STE-AGATHE contre DURACA INC., ANDRÉ LÉVESQUE, DAME GABRIELLE CHAUSSÉ LÉVESQUE et DAME MADELEINE POMMIER DUMESNIL.

Dans les avis de vente parus à la *Gazette officielle du Québec* du 19 juin 1982, no 25, aux pages 5660 et 5661, le numéro des dossiers de la cour devrait se lire comme mentionné ci-dessus, contrairement à ce qui y apparaissait.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *tech. jud.*

Bureau du shérif
Cour supérieure, district de Terrebonne
Saint-Jérôme, le 5 juillet 1982. 20138-o

INDEX

AMÉNAGEMENT ET L'URBANISME — LOI SUR L'

Page

SILLERY, VILLE (*Prolongation d'un délai, a. 239*) 6044
TOURVILLE, MUNICIPALITÉ (*Délai pour l'adoption de règlements conformes au plan d'urbanisme*) 6044

ASSOCIATIONS COOPÉRATIVES — LOI SUR LES

BLEUETIÈRE COOPÉRATIVE ST-PAUL-DU-NORD (*Formation*) 6044
BOUVERIES ETCHEMIN — FERME COOPÉRATIVE D'ÉLEVAGE DE BOVINS (*Formation*) 6044
CLUB COOPÉRATIF DE CONSOMMATION DE BEAUHARNOIS (*Changement du montant de la part sociale*) 6044
COOPÉRATIVE DE SERVICES DES ROUTIERS D'AMOS (*Formation*) 6044
COOPÉRATIVE D'HABITATION DU COLLÈGE (MONTRÉAL) (*Formation*) 6044
COOPÉRATIVE D'HABITATION ÉLAINE DE LAVAL (*Formation*) 6045
COOPÉRATIVE D'HABITATION « ENGOULVENT » DE RIMOUSKI (LA) (*Formation*) 6045
COOPÉRATIVE D'HABITATION ENSOLEILLÉE DE HAUTERIVE (*Formation*) 6045
COOPÉRATIVE D'HABITATION L'IMPRÉVU DE MONTRÉAL (*Formation*) 6045
COOPÉRATIVE D'HABITATION PLACE NOTRE-DAME DE FOY (SAINTE-FOY) (*Formation*) 6045
COOPÉRATIVE FORESTIÈRE DU BAS ST-MAURICE (*Formation*) 6045
COOPÉRATIVE FORESTIÈRE PICANOC — HAUTE GATINEAU (*Formation*) 6046
COOPÉRATIVE FORESTIÈRE SENNETERRE (*Formation*) 6046

AVIS DIVERS

CHAMPLAIN, VILLAGE (*Requête*) 6046
LA VISITATION-DE-CHAMPLAIN, PAROISSE (*Requête*) 6046
MONTRÉAL MOSQUE (*L.P.*) 6050
MOSQUÉE DE MONTRÉAL (*L.P.*) 6050
PLACEMENTS CO-OP (*Dissolution éventuelle*) 6050
SAINT-ÉPIPHANE, PAROISSE (*Mutations immobilières, L.R.Q., c. M-39*) 6050
SAINT-NIL, MUNICIPALITÉ (*Requête*) 6050
SAINT-RENÉ-DE-MATANE, MUNICIPALITÉ (*Requête*) 6050
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS (*Siège social*) 6052
SUCCESSIONS ÉLOI TARDIF ET CÉCILE ISABELLE (*Bénéfice d'inventaire*) 6052
SYNDICAT D'ÉPARGNE DES LAITIERS DU QUÉBEC (LE) (*Dissolution éventuelle*) 6052

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE MAGOG-ORFORD (*Dissolution éventuelle*) 6052
CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE VAUDREUIL-SOULANGES (*Dissolution éventuelle*) 6053
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE CHICOUTIMI-NORD (*Changement de nom et modification du territoire*) 6053

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

BOILEAU, WILBROD GASTON 6053
BOURQUE, MARIE LAURA EVA 6053
CARRIER, MARIE LUCE CORINNE 6053
DE BLOIS, MARIE THÉRÈSE ARLETTE 6053
DESROSIERS, MARIE FRANCE CHANTAL 6053
DUPONT, MARIE BÉATRICE 6054
EFRAIM, MICHAEL DANNY 6054
FARKAS, ZOLTAN 6054
FRÉREAULT-LEROUX, JOSEPH JEAN FRÉDÉRIC SYLVAIN 6054
GAGNON, JOSEPH DOLARD LÉO 6054
GAGNON, JOSEPH ULRIC RICHARD 6054
GITNICK, MARILYN MINDEL 6054
GOSSELIN, MARIE LAURE BÉATRICE FLORE 6054
GRUSK, MARIA 6054

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

Page

ACCORDÉS — *suite*

HARRISON, JOHN STEPHEN 6055
HUNEAULT, MARIE LUCILLE FRANCE 6055
ING, ALAN FAI MING 6055
ISENBERG, MACHLEH 6055
JAZRA, ROD 6055
JONCAS, MARIE FERNANDE SUZIE 6055
LANGEVIN, MARIE PAULA 6055
LEFEBVRE, JOSEPH RICHARD RENÉ 6055
LIAO, JEAN CLAUDE 6055
Mc KINNON, JOSEPH ANDRÉ DANNY 6056
PHARAND, MARIE PAULINE BERTHA LISETTE 6056
POISSON, JOSEPH CLAUDE ÉTIENNE 6056
RITA ÈVE MARIE 6056
ROY, JOSEPH ÉDOUARD GÉRARD FERNAND 6056
ST-JEAN, JOSEPH DANIEL SERGE 6056
THIBAULT, JOSEPH ANTOINE RENÉ ROGER 6056
TREMBLAY, GUYLAINE 6056
TURCOTTE, JOSEPH SERGE JEAN PAUL 6056

DEMANDES

BEAULNE, MARIE-PIERRE 6057
BERGEVIN, MARIE LISE LOUISELLE 6057
BLANCHETTE, ÉMILIA 6057
BOUCHARD, MARIE SYLVIE GHISLAINE 6057
BURGESS, MICHEL 6057
BURGESS, PAUL 6057
COLETTE, JOSEPH VITAL 6057
COURBERON, LUCILLE 6058
CRANDALL, PERCY ALLEN 6058
CUSSON, JOSEPH JEAN-LOUIS STÉPHANE 6058
GAUTHIER, MARIE YVETTE GISÈLE LINE 6058
GUENETTE, JOSEPH LAVAL DANIEL 6058
JEWEL RABINOVITCH, LINDA 6058
JULIEN, CHANTALE 6058
LEBLANC, SÉBASTIEN 6059
LÉGER, JOSEPH 6059
LESSARD, MARIE ALICE MICHELINE 6059
McCARRAGHER, JEAN 6059
PAQUET, CARMAN 6059
PERREAULT (BEAUCAGE), LYSE 6059
ROY, JOHANNE 6059
ROY, PATRICIA 6060
TSHAKALLIS, DANIEL 6060
TSHAKALLIS, HÉLÈNE 6060
TSHAKALLIS, RENÉ 6060
VAN BRONSWYK LEBOEUF, MARTHA 6060
VILLENEUVE, JOSEPH RENÉ FLORENT 6060

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (Article 139)

TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. HENRIETTE FAUBERT (*Assignation*) 6060

COMPAGNIES (PARTIE 1) — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE (Article 21)

ATELIER DE THÉÂTRE MUSICAL QUÉBÉCOIS 5999
AVENTURIERS DE LATULIPE INC. (LES) 5999
BEAUTÉ ET PARFUMS DE LA NOUVELLE FRANCE LIMITÉE (*Erratum*) 6092
CAMIONNAGE MÉTRO LTÉE 5999
CENTRE DES ARTS D'INTERPRÉTATION DE MONTRÉAL INC. (LE) 5999
CLUB DE MOTO-NEIGE LES AVENTURIERS DE LATULIPE INC. 5999

COMPAGNIES (PARTIE 1) — LOI SUR LES

Page

CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE (Article 21) — *suite*

COTNOIR (JEAN-GUY) TRANSPORT (VAL D'OR) LIMITED 6000
DÉMÉNAGEMENTS J.G. COTNOIR (VAL D'OR) INC. 6000
ÉCOLE DE CONDUITE PONT VIAU INC. 5999
INTRUSION-PREPAKT LTÉE 5999
INTRUSION-PREPAKT LIMITED 5999
K. & K. MERCHANDISING CORP. 5999
LIBRAIRIE ROUGE INC. 5999
LIGUE DE SOCCER SENIOR LAVAL L.S.S.L. 5999
LIGUE DE SOCCER-FOOTBALL SENIOR LAVAL-LAURENTIDES-LANAUDIÈRE 5999
MAISONNEUVE ALUMINIUM INC. 5999
MAISONNEUVE ALUMINUM PRODUCTS INC. 5999
MANUFACTURE DE VÊTEMENTS SPORT MERCURY INC. 5999
MERCURY SPORTSWEAR MANUFACTURING CO. INC. 5999
METRO TRUCKING LTD. 5999
MIKE (CLIMATISATION AUTOMOBILE) INC. 5999
MIKE'S AUTO AIR-CONDITIONING INC. 5999
MIKE'S AUTO AIR-CONDITIONING LTD. 5999
MONTRÉAL CENTER OF THE PERFORMING ARTS INC. 5999
NOUVELLES PUBLICATIONS INTERNATIONALES 5999
SANDOWN INVESTMENT CORPORATION (*Erratum*) 6092
SCHAFER BROS. INC. 5999
SCHAFER BROS. LTD. 5999
SCHÄFER FRÈRES INC. 5999
SERVICES DE GESTION ANDRÉE BORDUAS INC. 5999
SOCIÉTÉ DE CONSULTATIONS B.P.N.F. LTÉE (*Erratum*) 6092
SOCIÉTÉ DE MARCHANDISAGE K & K INC. 5999
TRANSPORT JEAN-GUY COTNOIR (VAL D'OR) LIMITÉE 6000

CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (Article 87)

BAZINET INC. 6000
CRÉMERIE BAZINET INC. (LA) 6000
DONDALAIN INC. 6000
FERRO-FLEX CO. INC. 6000
HINDLEY & ASSOCIÉS INC. 6000
PHARAND (ROBERT) INC. 6000
SUPERMÉDIA INC. 6000

CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (Article 87)

BOUTIQUES NEWPORT INC. (LES) 6001
CORPORATION DES MÉTIERS D'ART DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (LA) 6001
COUTURE (ALEX) INC. 6001
ENTREPRISES EMMO INC. (LES) 6001
ODYNO MINIÈRE INC. (*L.R.P.*) 6001
PROGRESSIVE HOLDINGS INC. 6001

DEMANDES DE DISSOLUTION

BASSBER INDUSTRIES LTD. 6061
BIJOUTERIE J.P.D. INC. 6061
BUFFET BERTRAND RIVIÈRE DU LOUP INC. 6061
BUFFET PARIS INC. 6061
CAMUS (RAYMOND) INC. 6061
CANABOURG INC. 6061
CHADA INC. 6061
CINESCOPE LTD 6061
CINÉSCOPE LTÉE 6061
CLUB SOCIAL DES LOCATAIRES D'HABITAT L'ESPÉRANCE DE ST-GERMAIN INC. 6062
CONSTRUCTION NAPLES INC. 6062

COMPAGNIES (PARTIE 1) — LOI SUR LES

Page

DEMANDES DE DISSOLUTION — *suite*

CONSTRUCTION RENÉ FISET FILS INC. 6062
CONSTRUCTIONS A. NOËL & FILS INC. 6062
CÔTÉ (LÉO) TRANSPORT INC. 6062
DE VRAYX JOALLIER INC. 6062
DISTRIBUTION SENTINELLE INC. 6062
DUPÉRÉ FRÈRES INC. 6063
FERME ST-MICHEL INC. 6063
FINANCE A.C.P.O. INC. 6063
FRATERNITÉ DES RÉFUGIÉS VIETNAMIENS DE LA CÔTE DES NEIGES — À MONTRÉAL 6063
GAYLORD DEVELOPMENT CORPORATION 6063
I.M.G. CIRCUS CORP. 6063
IMMEUBLES FRANÇOIS BRISSETTE INC. (LES) 6063
INDUSTRIES BASSBER LTÉE (LES) 6061
INDUSTRIES WILDERTON INC. (LES) 6063
INTEGRATED BUSINESS FORMS INC. 6064
KWIKASAIR LTD. 6064
LAFLEUR, OSBORN & SHOUB LTÉE 6064
MARCHÉ TRUDEL INC. 6064
1842-6460 QUÉBEC INC. 6064
NAPLES CONSTRUCTION INC. 6064
OUELLET (ROGER) CONSTRUCTION INC. 6064
PRUD'HOMME (RENÉ) INC. 6064
RESTAURANT DU PARC INC. 6065
SAMROSE FUR MONTRÉAL LTD. 6065
SHAWINIGAN CONVERTING CORP. 6065
SOCIÉTÉ DE FORMULES MÉCANOGRAPHIQUES INC. 6064
SOCIÉTÉ DE TRANSFORMATION SHAWINIGAN 6065
STANLEY'S BARGAIN CORNER INC. 6065
SUPERIOR MACHINES DE BUREAU (QUÉBEC) LTÉE 6065
TITANBEC MÉTALLURGIE INC. 6065
TRANSPORT HAMEL INC. 6065
WILDERTON INDUSTRIES INC. 6063

DISSOLUTION (Article 28)

AGENCES R. CHAPDELAINE INC. (LES) 6001
AMIS DU PENSIONNAT DE ST-LOUIS-DE-GONZAGUE INC. (LES) 6001
APEX EQUIPMENT COMPANY LIMITED 6001
CÉRAMIQUE BONBON QUÉBEC INC. 6001
DURITY PAINT & LACQUER COMPANY LIITED 6001
ÉQUIPEMENTS J.L.S. (MATANE) INC. (LES) 6002
IMMEUBLES LOUVIAN INC. (LES) 6002
PARTRIDGE PLUMBING INC. 6002
TRANSACTIONS R.N. INC. (LES) 6002

DIVERS

FINANCE A.C.P.O. INC. (*Distribution de l'actif*) 6065

ÉTABLISSEMENT OU CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL (Article 32)

A.A.J.D.M. ASSOCIATION DES ANIMATEURS EN JEUX DRAMATIQUES DE MONTRÉAL 6002
AMIES PAYSANNES (LES) 6002
BAZINET INC. 6002
BIB'N TUCKER (ROSEMÈRE) INC. (THE) 6002
CRÉMERIE BAZINET INC. (LA) 6002
ENTRAIDE UKRAINIENNE DE MONTRÉAL INC. 6002
NORTH AMERICAN HANDBAGS LTD. 6002
OLYMPIQUES DE ROSEMONT INC. (LES) 6002
PLACEMENTS ERCO INC. 6002
PLACEMENTS STRAUSS INC. (LES) 6003

COMPAGNIES (PARTIE 1) — LOI SUR LES

Page

ÉTABLISSEMENT OU CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL (Article 32) — *suite*

PLACEMENTS TOURVILLE INC. 6003
PRODUITS NATIONAL POUR L'ENVIRONEMENT LTÉE (LES) 6003
SOCIÉTÉ PROTUGAISE DE PUBLICATIONS INC. 6003

FUSION DES CORPORATIONS (Articles 18 et 224)

CLUB DE NATATION DE CHICOUTIMI INCORPORÉ 6003

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES

CANADIAN INSTITUTE OF TRAVEL COUNSELLORS (QUÉBEC) 6004
CANADIAN INSTITUTE OF TRAVEL COUNSELLORS (QUÉBEC & ATLANTIC) 6004
CLUB DES NAGEURS DE BEAUPORT 6003
CLUB DES NAGEURS DE GRAND FOND DE BEAUPORT 6003
CONSTRUCTION LANG LTÉE 6004
CONSTRUCTIONS TREVI INC. (LES) (*Erratum*) 6093
CORPORATION DU CENTRE D'INITIATION À L'HISTOIRE DES GOÉLETTES DU ST-LAURENT INC. 6004
INSTITUT CANADIEN DES CONSEILLERS DE VOYAGES (QUÉBEC & ATLANTIQUE) 6004
INSTITUT CANADIENS DES CONSEILLERS DE VOYAGES (QUÉBEC) 6004
LANG CONSTRUCTION LTD. 6004
LOISIRS STE-ROSALIE INC. 6004
MAGASINS KORVETTE LTÉE (LES) 6004
MERCERIE BOIS-FRANCS INC. 6004
METOFAB INC. 6004
O.T.J. STE-ROSALIE 6004

COMPAGNIES (PARTIE 1A) — LOI SUR LES

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION

ACCESSOIRES DE BUREAU ZOUBRIS INC. (LES) 6004
ADRIATIK RESTAURANT (1982) INC. 6010
ALIMENTATION MOBILE BAIE-COMEAU INC. 6004
ASSURANCES L. BERNATCHEZ & ASSOCIÉS LTÉE 6004
AUTO-ÉCOLE RÉGIONALE 03 INC. 6005
AUTOMOBILE DANIEL GUÉRIN INC. 6005
BANQUETS HUGUETTE INC. 6005
BAR-AUX-MAÎTRES INC. (LE) 6005
BOÎTES ORLÉANS INC. (LES) 6005
BOUCHERIE CHEVALINE DU QUÉBEC INC. 6005
BOUCHERIE LE BOEUF À LA MODE INC. 6005
BOURGEAULT AYOTTE (PAULINE), INC. 6005
CAMERON (R.) INC. 6005
CAMIONNAGE JEAN-YVES GAGNÉ LTÉE 6005
CARROSSERIE M. & A. INC. 6005
CHALETS LA MARTINIQUE INC. (LES) 6005
CONSTRUCTION LANI (1982) INC. 6005
CONSTRUCTION SOKOL INC. 6005
CORDONNERIE TURCOTTE INC. 6005
COUTURE PAUL ET PLUS INC. 6005
DÉBOISEMENTS BERNIER INC. (LES) 6005
DÉPANNEUR DU DOMAINE DES CÈDRES INC. 6005
DISTRIBUTIONS JAN INC. 6005
DOMAINE EN-HAUT INC. 6006
ÉCONOCONSEIL INC. 6006
ÉLEVAGE GIARD INC. 6006
ENDUITS TRANS-QUÉBEC INC. 6006
ENTREPRISES ANDRÉ MONGEAU INC. (LES) 6006
ENTREPRISES CHAMP D'EAU INC. (LES) 6006
ENTREPRISES DANARCO INC. (LES) 6006
ENTREPRISES DENVAN INC. (LES) 6006

COMPAGNIES (PARTIE 1A) — LOI SUR LES

Page

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION — *suite*

ENTREPRISES FORESTIÈRES DE L'ASSOMPTION INC. (LES) 6006
ENTREPRISES J.M.H. BLANCHETTE & FILS INC. (LES) 6006
ENTREPRISES JALIRE INC. (LES) 6006
ENTREPRISES JUDES LANDRY LTÉE (LES) 6006
ENTREPRISES MAURICE MÉTHOT INC. (LES) 6006
ENTREPRISES ROCKO MÉTAL INC. (LES) 6006
ÉPICERIE-DÉPANNEUR R. ST-GELAIS INC. 6006
EXAGOR INC. 6006
FERME G.D.G. INC. (LA) 6006
FERME J.M. PÂQUET & FILS INC. (LA) 6006
FERME LYNO INC. 6006
FERMES DES CHÊNES BLEUS INC. 6007
FIBRATECH (1982) INC. 6007
FLEURISTE LE PAVOT INC. 6007
GARAGE JACQUES RACINE INC. 6007
GARAGE LUCIEN VALLÉE & FILS INC. 6007
GESSI CIE LTÉE 6007
GESTION ANDRÉ MEUNIER INC. 6007
GESTION ASSURANCES FOURNIER INC. 6007
GESTION F.C.C.O.Q. INC. 6007
GESTION M. CÔTÉ INC. 6007
GESTION M. GAUTHIER INC. 6007
GESTION M. MESSIER INC. 6007
GESTION PLUGEC INC. 6007
GESTION REDEZ INC. 6007
GESTION ZÉA INC. 6007
GESTIONS ADAR LTÉE (*Erratum*) 6092
GRAVURE RICHARD INC. 6007
GROUPE CONSEIL TS INC. 6007
GROUPE MOLIGNAK ÉLECTRIQUE LTÉE (LE) 6007
INVESTISSEMENTS SPORTIFS DE L'EST INC. (LES) 6007
JAN DISTRIBUTIONS INC. 6005
KIROUAC (MAURICE) & FILS INC. 6008
LABORATOIRES PIEL INC. 6008
LAFORTUNE (A.) & ASSOCIÉS LTÉE 6008
LISÉ (JEAN) INC. 6008
LOCATION BRONZAGE SOLEIL INC. 6008
LUMIR INC. 6008
M.G.C. INVESTISSEMENT INC. 6008
MARAÎCHERS UNIS DE LOTBINIÈRE INC. (LES) 6008
MASSICOTTE (J.-C.) INC. 6008
1858-9093 QUÉBEC INC. 6008
1859-0042 QUÉBEC INC. 6008
1859-0109 QUÉBEC INC. 6008
1859-0265 QUÉBEC INC. 6008
1859-0588 QUÉBEC INC. 6008
1859-0687 QUÉBEC INC. 6008
1859-1024 QUÉBEC INC. 6008
1859-1073 QUÉBEC INC. 6008
1859-1099 QUÉBEC INC. 6008
MORIN, TARDIF & ASSOCIÉS INC. 6008
MOTEL B. DUBÉ & FILS INC. 6009
OVNI TÉLÉPORTEUR C.A. INC. 6009
OXALIS CANADA LTÉE 6009
PATRONEX INC. 6009
PAYSAGISTE BLAVE LTÉE 6009
PIEL LABORATORIES INC. 6008
PIRATE (1982) INC. (AU) 6009
PISCICULTURE NEUVILLE IC. 6009
PLACE VINCENT COIFFURE INC. 6009

COMPAGNIES (PARTIE 1A) — LOI SUR LES

Page

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION — *suite*

PLACEMENTS GUHARCONFILS INC. (LES) 6009
PLACEMENTS GUY DESCHAMPS INC. (LES) 6009
PLACEMENTS JEAN COUILLARD INC. 6009
PLACEMENTS JULIE-MARC INC. (LES) 6009
PLACEMENTS VISCARDI INC. (LES) 6009
PLEIN-AIR NOMININGUE INC. 6009
PRODUCTION JONYVAN INC. (LA) 6009
PRODUCTIONS DU 3 JUILLET INC. (LES) 6009
PSYCHO-SANTÉ DE QUÉBEC INC. 6009
RAYS FAST FOOD LTD. 6009
RÉSIDENCE ROLLING HILLS INC. 6009
RESTAURANT ADRIATIK (1982) INC. 6010
RESTAURANT CAMPBELL (1982) INC. 6010
RESTAURANT L'ÉPIDAURE INC. 6010
RESTAURANTS EUROPA INC. (LES) 6010
RESTAURATION RAPIDE RAYS LTÉE 6010
RHEAULT (ROLAND) INC. 6010
ROBCO ALUMINIUM LTÉE 6010
ROLLING HILLS RESIDENCE INC. 6009
RÔTISSERIE VENESSA INC. 6010
SERRES LÉVESQUE INC. (LES) 6010
SERVICE DE RAMONAGE DE RIMOUSKI INC. (LE) 6010
STATION SERVICE RUDY SAUVÉ INC. 6010
STATION-SERVICE P.J.L. INC. 6010
SUPERVI-TECH INC. 6010
TAXI VERSAILLES INC. 6010
THIVIERGE (RÉAL) ET FILS INC. 6010
VANGAU INC. 6010
VÊTEMENTS EMMANUEL INC. 6010
VOYAGES AMOS INC. 6010
VOYAGES MIRATOUR INC. 6011

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION

ALAJARIN (PIERRE) INVESTISSEMENTS LTÉE 6015
ASSURANCES PELLETIER, DUBÉ & LAPOINTE INC. (LES) 6014
ATELIER DE MACHINERIE PROGRESSIVE DU CANADA LTÉE 6011
AUTOBUS ROLAND INC. (LES) 6011
B. L. R. CONSTRUCTION INC. 6011
BATELIERS DE PERCÉ INCORPORÉE (LES) 6011
BÉTONNIÈRE P.E. LABRECQUE & FILS INC. 6011
BICYCLETTES & ARTICLES DE SPORTS COPPI INC. 6011
BOYD, PONTIAC BUICK INC. 6011
BUREAU D'AFFAIRES CLÉMENT BESSETTE INC. 6011
CAMIONNAGE MÉTRO (1982) INC. 6013
CENTRE DE L'AUTO J. BEAUCHESNE INC. 6011
CHOUINARD (VIATEUR) & FILS INC. 6011
COMEAU (R.) CONSTRUCTION LTÉE 6011
COMPAGNIE MAROF LIMITÉE 6012
COMPOSITION A.L.C. INC. 6012
CONSTRUCTION AL-AS LIMITÉE 6012
CONSTRUCTION RAYMOND TOURANGEAU INC. 6012
CONSTRUCTION RENEX INC. 6012
CONSTRUCTIONS COPPI INC. (LES) 6012
CONSTRUCTIONS COPPI 82 INC. (LES) 6012
CORDON BLEU (LIMITÉE) 6012
CORPORATION D'INVESTISSEMENT GERLAW (LA) 6013
CORRIVEAU (JEAN-LUC) & ASSOCIÉS INC. 6012
DISTRIBUTIONS SOLEX INC. 6012
DISTRIBUTIONS SUD-BEC INC. (LES) 6012

COMPAGNIES (PARTIE 1A) — LOI SUR LES

Page

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION — *suite*

DOUCET (EUGÈNE) LIMITÉE 6012
ECONOFAR INC. 6012
EMBALLAGE YVON BERNARD INC. 6012
ENTREPRISES AL-AS LTÉE (LES) 6012
ENTREPRISES DE RÉNOVATION CHAGNON LTÉE (LES) 6012
ENTREPRISES DE SOUDURE A.L. INC. 6012
ENTREPRISES MARC TARDIF INC. (LES) 6012
ENTREPRISES TÉLÉ-CAPITALE LTÉE 6012
ÉPICERIE MAILLOUX INC. 6012
ESCOPHAR INC. 6013
FARKAS & VARGA TRANSPORT LTD. 6013
FENACO (1976) INC. 6013
FERME DU CAP INC. (LA) 6013
FORMCO INC. 6013
GAGNÉ & SAVARD INC. 6013
GAGNÉ, HUDON & DOW INC. 6013
GAGNÉ (J.) & ASSOCIÉS LTÉE 6013
CAMIONNAGE METRO (1982) INC. 6013
GASTIER INC. 6013
GAULIN, LÉVEILLÉ ET ASSOCIÉS INC. 6013
GERLAW INVESTMENT CORPORATION 6013
GESTION DIMMAR INC. 6013
GODARD (ROLAND) AUTOBUS INC. 6013
GROUPE MARCIL LTÉE (LE) 6013
GRUES MOBILES A.E. LEBLANC INC. (LES) 6013
GUILLEMETTE (JEAN-DENIS) INC. 6013
IMMEUBLES CATPAR LTÉE (LES) 6013
INDUSTRIES ACIFLEX INC. (LES) 6013
INVESTISSEMENTS GRAL INC. (LES) 6013
LAITERIE MONT ST-BRUNO INC. 6014
LANDRY (GABY) ET ASSOCIÉS (1979) INC. 6014
LEBRUN (YVON) LTÉE 6014
MAÇONNERIE GILLES OUELLET INC. (LES) 6014
MAISON DU TAPIS DE RIVIÈRE-AU-RENARD INC. (LA) 6014
1114-2361 QUÉBEC INC. 6012
MINES UNITED SISCOE INC (LES) 6014
OXYGÈNE AMPRO LTÉE 6014
PME COMMUNICATION INC. 6014
PARC D'AMUSEMENT DEUX MONTAGNES INC. 6014
PARC-AUTOS MID-TOWN (1971) INC. 6014
PAVILLON STE-MARIE INC. 6014
PELLETIER (R.) ET C. RIOUX INC. 6014
PERRON (W.H.) & CIE LTÉE 6014
PHOTO-TYPO INC. 6012
PLACEMENTS CÉVIBEL LTÉE (LES) 6014
PLACEMENTS CLAUDE DURIVAGE INC. (LES) 6014
PLACEMENTS PAUL ROY INC. (LES) 6014
PLACEMENTS R. COMEAU LTÉE (LES) 6014
PLACEMENTS R.H. LTÉE 6014
PRODUITS ÉLECTRONIQUES VANDOR LTÉE 6015
PRODUITS POUR TOITURES FRANSYL LTÉE 6015
PRODUCTIONS PUBLI-SYNC LTÉE 6015
RÉFRIGÉRATION M.P.D. INC. 6015
RESTAURANTS MURRAYS LTÉE 6015
SACHAREN FRÈRES (1966) INC. 6015
SAUVÉ (E.) LTÉE 6015
SERVICE CENTRAL INC. 6015
STRUCTURES F.G. INC. 6015
SYNCHRO-RYTHME MONTRÉAL INC. 6015
TÉLÉCÂBLE DES MILLE-ÎLES INC. 6015

COMPAGNIES (PARTIE 1A) — LOI SUR LES

Page

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION — *suite*

VERRIER (ROBERT) & FILS LTÉE 6015
CÔTÉ (RAYMOND) INC. 6015
ENTREPRISES J. — P. MORIN INC. (LES) 6015
MARCOUX (CLAUDE) LTÉE 6016
MATELAS LION D'OR (1978) INC. 6016
PAPETERIE RICHELIEU INC. 6016
POUDRIER & BOULET LTÉE 6016
ROLLAND, LAFAILLE & MORIN INC. 6016

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION

ALIMENTATION DE HUIT À ONZE INC. 6016
AUTO-ÉLECTRICITÉ (1982) LTÉE 6017
AUVENTS ET MARQUISES EXPO INC. (*Erratum*) 6092
BÉTONS LONGUEUIL (1982) INC. (LES) 6016
BAR CAFÉ CONFETTI INC. 6017
BRASSETTE ABITIBI INC. 6016
COLAS (H.) & ASSOCIÉS INC. 6018
CONSTRUCTION D.B.V. ET ASSOCIÉS LTÉE 6016
CONTRÔLE L.O.G. INTERNATIONAL LTÉE 6018
CRÉATIONS AUDIO-VIDÉO LORRAINE INC. (LES) 6018
DÉVELOPPEMENT, MARKETING, COMMUNICATION A.D. INC. 6017
ENTREPRISE DE CONSTRUCTION R. JANSON INC. 6016
ENTREPRISE JANFOR INC. 6016
ENTREPRISES CLARJAC INC. (LES) 6018
EXPO AWNINGS AND CANOPIES INC. (*Erratum*) 6092
FRUITS ET LÉGUMES TASCHEREAU INC. 6016
GESTION FORTIER & LABONTÉ INC. 6017
GESTION MARCEL GADOUA INC. 6017
GESTION ROBERT GADOUA INC. 6017
HOLAND LEASING (QUÉBEC) LTD. 6017
IMMEUBLES 1170 INC. 6017
INVESTISSEMENTS ABCD INC. 6016
LABORATOIRES CHOISY LTÉE 6016
LOCATION HOLAND (QUÉBEC) LTÉE 6017
LOCATION MARTIN INC. 6017
MALGAM CONSTRUCTION INC. 6018
MANOIR 77 INC. 6017
MENUISERIE DU TROPHÉE DU QUÉBEC INC. 6017
1842-9563 QUÉBEC INC. 6017
1844-1378 QUÉBEC INC. 6017
1848-0285 QUÉBEC INC. 6017
1851-7854 QUÉBEC INC. 6017
1851-7862 QUÉBEC INC. 6017
1852-0189 QUÉBEC INC. 6017
1852-9503 QUÉBEC INC. 6017
1853-2960 QUÉBEC INC. 6017
1853-2978 QUÉBEC INC. 6017
1853-6656 QUÉBEC INC. 6017
1854-2993 QUÉBEC INC. 6017
1857-2586 QUÉBEC INC. 6017
1858-0191 QUÉBEC INC. 6017
1858-0381 QUÉBEC INC. 6018
1858-4052 QUÉBEC INC. 6018
1858-5083 QUÉBEC INC. 6018
PLACE-FOR INC. 6017
RESTAURANT LE BILBOQUET INC. 6018
SERVICES DE POMPES S.P. INC. 6018
SOCIÉTÉ DE GESTION LES SABLONS INC. 6018
SYSTÈMES MULTIDISCIPLINAIRE D'INFORMATION À RÉFÉRENCE SPATIALE SMIRS INC. 6017

COMPAGNIES (PARTIE 1A) — LOI SUR LES — *suite*

Page

DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/COMPLÉTÉ

CANBEK ECONOMIC CONSULTANTS INC. 6018
CONSULTANTS EN ÉCONOMIQUE CANBEK INC. 6018
EXCAVATIONS G.B. INC. (LES) 6018
GESTIONS GÉRARD MÉNARD INC. 6018

COMPAGNIES (PARTIE 3) — LOI SUR LES

LETTRES PATENTES

ADER DE LA MATAPÉDIA INC. 6019
AGENCE DE SERVICE DE GARDE EN MILIEU FAMILIAL « LA GIROFLÉE » 6019
ASSOCIATION CULTURELLE ET SPORTIVE DES ARCAHAIENS DU QUÉBEC 6019
ASSOCIATION DES ASSUREURS-VIE DE MONTRÉAL (L') 6019
ASSOCIATION DES CADRES DE RADIO-QUÉBEC 6019
ASSOCIATION DES PERSONNES HANDICAPÉES DU PETIT BRANDON 6019
ASSOCIATION RÉGIONALE ÉQUESTRE WESTERN BEAUCE-MÉGANTIC 6019
ASSOCIATION SAMA-DI QUÉBEC INC. 6019
ASSOCIATION SHALOM POUR LA SOBRIÉTÉ 6019
ATELIER DE RÉALISATIONS CINÉMATOGRAPHIQUES « POST-SCRIPTUM » INC. (L') 6019
BORQTAQ EDUCATIONAL INSTITUTE INC. 6021
CENTRE D'AIDE ET D'INFORMATION POUR LES FEMMES DE CHARLESBOURG ET DES ARRIÈRES-PAYS ... 6019
CENTRE DE RESSOURCES UNIVERSITAIRES SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (C.R.U.D.I.) 6019
CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE EN DÉVELOPPEMENT COGNITIF POUR L'ÉMERGENCE D'UNE CONSCIENCE MONDIALE 6019
CHAMPIONNATS DU MONDE GYMNASTIQUE (1985) (LES) 6020
CHOEUR GUILLAUME-COUTURE 6020
CLUB DE BALLON-BALAI LES BRAVES (ST-ALEXIS) INC. 6020
CLUB DE BASEBALL DE ST-ALEXIS-DES-MONTS INC. 6020
CLUB DE L'ÂGE D'OR DE SAGARD 6020
CLUB DE L'ÂGE D'OR DE SAINT-PIE X DE RIMOUSKI 6020
CLUB DE PHOTO CENT DÉCLICS 6020
CLUB D'ESCRIME LAGARDÈRE 6020
CLUB NAUTIQUE DE MACAMIC INC. 6020
CLUB RADIO AMATEUR LA SARRE INC. 6020
CLUB SOCIAL DES PATROUILLEURS DE SHERBROOKE 6020
COMITÉ DE CITOYENS DE PETIT-PABOS, GRANDE-RIVIÈRE OUEST ET GRANDE-RIVIÈRE 6020
COMITÉ DE HOCKEY MINEUR LAFLÈCHE 6020
COMITÉ DE LOISIR CAMPING PARADIS 6020
COMITÉ DES LOISIRS DE LETANG 6020
COMITÉ DU CARNAVAL DE FORT COULONGE INC. 6020
COMMUNAUTÉ SEPHARADE HEKHAL SHALOM (*Erratum*) 6092
CONSEIL DES USAGERS DES MÉDIAS DE LA SAGAMIE INC. 6020
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION DE LA POCATIÈRE (C.D.E.R.P.) 6021
CORPORATION DES FERMIÈRES DE VAL-BRILLANT, INC. (LA) 6021
CORVÉE-HABITATION 6021
COURONS TREMBLANT INC. 6021
ÉCOLE DE BASEBALL JUNIOR DE DRUMMONDVILLE INC. 6021
ENSEMBLE ANTOINE-PERREAULT 6021
FONDS DU PRIX ANNUEL DE L'ASSOCIATION DES PROFESSEURS DE SCIENCES DU QUÉBEC 6021
FOYER DE CULTURE POPULAIRE DE SHERBROOKE INC. 6021
INSTITUT ÉDUCATIONEL BORQTAQ INC. 6021
JOURNAL LOCAL DE SAINTE-SOPHIE DE LÉVRARD 6021
LIGUE DE BALLE LENTE LES PATRIOTES DE VALLEYFIELD 6021
LIGUE DE BALLE-MOLLE DE LAC-AU-SAUMON INC. 6021
LIGUE DE DÉVELOPPEMENT DES SPORTS DE MOISIE 6021
LIGUE INTERMÉDIAIRE DE BALLE MÉTABETCHOUAN 6021
LIVR-O-THÈQUE STE-ANNE-DES-PLAINES INC. 6021
LOISIRS ST-AUGUSTIN DE VALLEYFIELD INC. 6021
LOISIRS ST-MARTIN DE SHERBROOKE INC. (LES) 6021

COMPAGNIES (PARTIE 3) — LOI SUR LES

Page

LETTRES PATENTES — *suite*

MÉDIA PHILIPPIN CANADIEN INC. 6022
MIAOUF ADOPTION POUR ANIMAUX INC. 6022
PARADOS INC. (LE) 6022
PATATRAS 6022
PHILIPPINE-CANADIAN MEDIA INC. 6022
POMPIERS VOLONTAIRES ST-LOUIS ET ST-ÉTIENNE INC. 6022
RALLYE CAMPEURS SEPT-ÎLES INC. 6022
RÉSIDENCES EDMOND-GUILLETT INC. (LES) 6022
ROLCHPAT, REGROUPEMENT DES ORGANISMES DE LOISIRS POUR CITOYENS HANDICAPÉS DE POINTE-AUX-TREMBLES (*Erratum*) 6092
SOCIÉTÉ DU MONUMENT AU PÊCHEUR INCONNU 6022
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE POUR LA CONSERVATION DES ESPACES VERTS (LA) 6022
SPÉLÉO-CLUB DE SHERBROOKE INC. 6022
SYSCOR 6022

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES

CHANGEMENTS

AIR DRILLING SERVICES (INTERNATIONAL) LTD. 6022
SOCIÉTÉ DE GESTION SUMNER LIMITÉE (LA) 6022

NOUVEAU PERMIS

MINES PLACER LIMITÉE 6022

PERMIS

CORPORATION ALBERTAINE, NOVA (LA) 6022
INDUSTRIES EASTCOM LIMITÉE (LES) 6023
RESSOURCES ABERFORD LTÉE 6023

CURATELLE PUBLIQUE — LOI SUR LA

BRACKEN, LÉO JAMES 6066
GENDRON, CHRISTINE 6066

FINANCEMENT DES PARTIS POLITIQUES — LOI RÉGISSANT LE

ALLOCATION AUX PARTIS POLITIQUES (*articles 55 à 61 de la loi*) 6066
REMPLACEMENT DE REPRÉSENTANTS OFFICIELS (*articles 37 de la loi*) 6066

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES MUNICIPALES

DIVERS

KANGIQSUK, VILLAGE NORDIQUE (*L.P.S.*) 6068
MONTRÉAL, VILLE (*Annexion*) 6068

ÉNERGIE ET RESSOURCES

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL

MISE EN VIGUEUR DU CADASTRE DE CERTAINES PARTIES DE TERRITOIRE 6069

DIVERS

RÉVOCATION DE DROITS MINIERS 6070

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES — *suite*

Page

INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET COOPÉRATIVES

ASSURANCES — LOI SUR LES

UNITED AMERICAN INSURANCE COMPANY (*Délivrance de permis*) 6070
UNITED OF OMAHA LIFE INSURANCE COMPANY (*Changement de nom*) 6070

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

AVIS DE DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE CORPORATIONS

A & A NATIONAL DIE LTD. 6031
A. N. J. CASTINGS INC. 6030
A.O.K. RENT-A-CAR SYSTEM INC. 6024
AFCO CARPET INSTALLERS LTD. 6024
AGENCE D'ASSURANCE TAFLER INC. 6024
AGENCE PIERRE CHARBONNEAU INC. 6024
ALLEN DECOR LIMITED 6027
AMÉNAGEMENT JÉROMAG LTÉE 6024
AMÉNAGEMENTS STE AGATHE DES MONTS INC. (LES) 6024
AMEUBLEMENTS DE BUREAU VILLE MARIE LTÉE 6024
APOLLO SPORTS LTD. 6033
ARSIMA INC. 6024
ASCOLI IMPORTS INC. 6029
ASSOCIATION DE TRANSPORT SCOLAIRE DE L'ESTRIE INC. 6024
AUBAINES LAVAL INC. 6024
AVENTURA CANADA LTD. 6024
AZTEC RUBBER PRODUCTS INC. 6031
B & L INDUSTRIES INC. (THE) 6029
BANCS CHAMPIGNY INC. 6024
BARSTOCK COMPONENTS LTD. 6024
BAYNE PASTRY LTD. 6024
BEDFORD REALTIES INC. 6029
BELLE CUISINE LTÉE (LA) 6024
BENJAC INVESTMENT CORP. 6024
BERJEN INC. 6025
BOISÉS MIRABEL LIMITÉE (LES) 6025
BONWOOD INVESTMENT CORP. 6025
BOUTIQUES D'AÉROPORT L'HÔTE LTÉE 6025
BOYES (BARRY) CONSTRUCTION INC. 6026
BRAIS SERVICE STATION INC. 6025
BRICK & STONE INDUSTRIES LTD. 6025
BROME DEVELOPMENT CORPORATION 6025
C.B.S. DISCOUNT STORES LTD. 6030
C.G.L. CONSTRUCTION LTÉE 6025
CAFÉ LE BRAQUE 6025
CAN-AM PHOTO EQUIPMENT & CAMERA SERVICES LTD. 6028
CAVERSHAM CORPORATION 6025
CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE QUÉBEC W.T.C. LIMITÉE 6025
CENTRE SOCIAL UKRAINIEN DU QUÉBEC INCORPORÉE 6025
CHAMPIGNY STOOLS INC. 6024
CHAMPOUX (FRANCE) INC. 6025
CHAUFFAGE & VENTILATION ST-PLACIDE INC. 6025
CHEMISES COYOTTE INC. 6025
CIE D'AQUEDUC DE ST-ZÉNON (LA) 6025
CIE DE PLACEMENTS POLARA LTÉE (LA) 6025
CITADEL CLEANERS INC. 6031
CLOUTIER (JEAN PAUL) INC. 6025
CLUB DE RÉCRÉATION DU MANOIR THISTLE 6025
COMÉDIENS ASSOCIÉS DU QUÉBEC INC. (LES) 6026
COMPAGNIE DE COMMERCE F.D.L. LTÉE (LA) 6026

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

Page

AVIS DE DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE CORPORATIONS — *suite*

COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ TRIOMPHE LTÉE (LA) 6026
COMPAGNIE P.G.N. LTÉE 6026
CONSEIL QUÉBÉCOIS POUR LA DIFFUSION DU CINÉMA 6026
CONSTRUCTION JONQUILLE LTÉE 6026
CONSTRUCTION MODIQUE LACHENAIE LTÉE 6026
CONSTRUCTION MONT OLYMPE INC. (LA) 6026
CONSTRUCTIONS BARRY BOYES INC. (LES) 6026
CONSTRUCTIONS C.G.M. INC. (LES) 6026
CONTAL LEASEHOLDS LIMITED 6026
CONTINENTAL CREDIT INC. 6026
CORPORATION COMMERCIALE LEIBOF 6026
CORPORATION D'AMÉNAGEMENT SONVA LTÉE 6026
COUNTRY PROPANE GAS LTD. 6028
COURS DE LA VÉRENDRYE INCORPORÉE 6026
COYOTE SHIRTS INC. 6025
CRADON INVESTMENT CORP. 6026
CRÉDIT CONTINENTAL INC. 6026
DAN RIVER MINING & EXPLORATION INC. 6026
DANALCO INVESTMENT INC. 6027
DANISH HOUSE (PVM) LTD. (THE) 6027
DÉCOR ALLEN LIMITÉE 6027
DESJARDINS (MARCEL) & FILS INC. 6027
DIAM ENTERPRISES INC. 6027
DISTRIBUTION DE MUSIQUE TEMPO INC. 6027
DISTRIBUTION DOBI LTÉE 6027
DOBI DISTRIBUTION LTD. 6027
DOLLARD UNDERWRITERS LTD. 6027
DUCHAR CONSTRUCTION INC. 6027
DUPLAC INC. 6027
E.R.G. IMPORT-EXPORT INC. 6029
EAST MACDONALD MINES LTD. (*N.P.L.*) 6027
ÉCURIES LES MISÉRABLES INC. (LES) 6027
ÉDITIONS MICHEL NANTEL INC. (LES) 6027
EL-MEC ADVANCED TUTORING INSTITUTE INC. 6027
ÉLECTRO-TECHNIQUE J.L. INC. 6027
ENTREPRISES B.L.C. LTÉE (LES) 6027
ENTREPRISES COUSINEAU & FRÈRE LTÉE 6027
ENTREPRISES CREVIER INC. (LES) 6027
ENTREPRISES DE PLOMBERIE ET CHAUFFAGE LAURENTIDES INC. (LES) 6027
ENTREPRISES DIAM INC. (LES) 6027
ENTREPRISES JENFER INC. 6027
ENTREPRISES L.D. INC. 6028
ÉQUIPEMENT PHOTOGRAPHIQUE ET ENTRETIEN DE CAMÉRA CAN-AM LTÉE 6028
F.D.L. TRADING COMPANY LTD. 6026
FERME LA CRAVACHE INC. 6028
FERMES D.M. CHENAIL LTÉE (LES) 6028
FILMS JEDAMI INC. 6028
FLEUR DE LYS GAS APPLIANCES CO. 6028
FONDERIE DESROSIERS LTÉE 6028
FORMES B. S. T. INC. (LES) 6028
FUNI GALLERY INC. 6028
G.R.B. INC. 6028
GABRO INVESTMENTS LTD. 6031
GALERIE DES PEINTRES CANADIENS INC. 6028
GALERIE FUNI INC. 6028
GARAGE SAUVEUR LTÉE 6028
GAZ PROPANE DU PAYS LTÉE 6028
GEO-PLASTICS, INC. 6028
GESTION G. DUBÉ INC. 6028

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES AVIS DE DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE CORPORATIONS — *suite*

Page

GIBO INC. 6028
GIPALA PROPERTIES LTD. 6029
GRANIT ROSE DE GUENETTE INC. (LE) 6028
GURNEY INVESTMENTS LTD. 6028
H & C TYPE-ART LTD. 6028
HABITATIONS D. & F. INC. (LES) 6028
HARTZ (J. F.) (QUÉBEC) LIMITED 6028
HARTZ (J. F.) (QUÉBEC) LIMITÉE 6028
HERRMANN (A.S.) CORP. 6029
HIGRADE PANTS & COATS CONTRACTORS LTD. 6029
HOLOMAG INVESTMENTS LTD. 6029
HOST AIRPORT SHOPS LTD. 6025
HOUSE OF FABRICS INC. 6029
HUDSON HOLDINGS COMPANY 6029
HUILES LAFORCE INC. (LES) 6029
IKAROS RESTAURANT INC. 6029
IMMEUBLES ARPENTS VERTS INC. (LES) 6029
IMMEUBLES BEDFORD INC. (LES) 6029
IMMEUBLES GIPALA LTÉE (LES) 6029
IMPORTATION-EXPORTATION E.R.G. INC. 6029
IMPORTATIONS ASCOLI INC. (LES) 6029
INDUSTRIES B & L. INC. (LES) 6029
INVESTISSEMENTS JEAN-CHARLES INC. (LES) 6029
JEAN-CHARLES INVESTMENTS INC. 6029
JEDAMI FILMS INC. 6028
JOAILLERIE LA CHEVALIÈRE INC. 6029
JONQUIL CONSTRUCTION LTD. 6026
JYR INC. 6029
KIFLY (DAN'L) COMPANY LIMITED 6029
KIT CAT DRESS & SPORTSWEAR INC. 6032
L B PROMOTIONS INC. 6031
L.M.N. INVESTMENTS LIMITED 6031
LACELLE PLUMBING & HEATING LTD. 6031
LAITERIE JÉRÔMIENNE INC. 6029
LAMOTHE CONSTRUCTIN CO. LTD. LTÉE 6029
LANGELIER (J. DONAT) LIMITÉE 6030
LAPOINTE (LÉO) INC. 6030
LAVE-AUTO MODERNE INC. 6030
LEDUC (LÉOPOLD) LTÉE 6030
LEIBOF TRADING CORPORATION 6026
LILAC FASHIONS INC. 6030
LOCATION ASTER INC. 6030
LORRAINE MINING COMPANY LIMITED (*N.P.L.*) 6030
LOUVREX INC. 6030
LUBRIBEC LTÉE 6030
LU-LI-LO LTÉE 6030
MAGASINS D'ESCOMPTE C.B.S. LTÉE 6030
MANNY'S DELICATESSEN & STEAK HOUSE INC. 6030
MARCHÉ NORBERT BERGERON INC. 6030
MCLAREN (J.C.) BELTING COMPANY (THE) 6030
MIKLOS & BOYD LIMITED 6030
MODES LILAS INC. 6030
MODES R. & P. INC. 6030
MOTEL LE SOMMET INC. 6030
MOULAGES A. N. J. INC. 6030
MOUNT OLYMPUS CONSTRUCTION INC. 6026
MUSICON INC. 6030
NADEAU (CAMILLE) ET FILS INC. 6030
NERAC CONSTRUCTION INC. 6030

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

Page

AVIS DE DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE CORPORATIONS — *suite*

NETTOYEUR CITADELLE INC. 6031
NORDPLAN INC. 6031
OLYMPIC BOWLING INC. 6031
OOPLA INC. 6031
OUTIL NATIONAL A & A LTÉE 6031
PAQUETTE (MARCEL) & ASSOCIÉS INC. 6031
PLACEMENTS BIJAR LTÉE (LES) 6031
PLACEMENTS GABRO LTÉE (LES) 6031
PLACEMENTS L.M.N. LIMITÉE (LES) 6031
PLACEMENTS NEUF VINGT-SEPT LTÉE (LES) 6031
PLOMBERIE & CHAUFFAGE LACELLE LTÉE 6031
POLARA INVESTMENT CO. LTD. 6025
PONDEROSA CAMP INC. (THE) 6031
PRE-JAC INC. 6031
PRINCE OF WALES RESTAURANT INC. 6031
PRODUCTIONS L. P. INC. (LES) 6031
PRODUITS DE CAOUTCHOUC AZTEC INC. (LES) 6031
PRODUITS LAITIERS P. L. INC. (LES) 6031
PROFA ADMINISTRATION INC. 6031
PROMOTION L B INC. 6031
PROMOTIONS GERRY PLAMONDON INC. (LES) 6031
PUBLICITÉ INTER-POLICIERS INC. 6032
R. & P. FASHIONS INC. 6030
R.H.N.S. DISTRIBUTEUR INC. 6032
RESTAURANT 500 INC. 6032
RESTAURANTS RONCARELLI LTÉE (LES) 6032
RIVERVIEW LEASING CORP 6032
RIVEST (ALAIN) LIMITÉE 6032
ROBES ET VÊTEMENTS SPORTS KIT CAT INC. 6032
RODNEY (J.) & SON LTD. 6032
RONCARELLI'S RESTAURANTS LTD. 6032
ROY ET GRIGNON INC. 6032
ROYAL LADIES OUTFITTERS INC. 6032
S.P.G. TRANSPORT LTD. 6032
S.P.G. TRANSPORT LTÉE 6032
SFP. PRIVATE FINANCIAL COMPANY LTD. 6032
SFP. SOCIÉTÉ FINANCIÈRE PRIVÉE LTÉE 6032
STE AGATHE DES MONTS DEVELOPMENTS INC. 6024
ST-ARNAUD (ANDRÉ) & ASSOCIATES INC. 6032
ST-ARNAUD (ANDRÉ) & ASSOCIÉS INC. 6032
ST. PLACIDE HEATING & VENTILATION INC. 6025
SANTOS, ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN INC. 6032
SARDO'S PIZZA & SUB SHOP INC. 6032
SÉRIGRAPHIE R. & L. INC. 6032
SHATILLA (E.C.) & SONS LTD. 6032
SHATILLA (E.C.) & FILS LTÉE 6032
SOCIÉTÉ AVANT-GARDISTE D'ÉLECTRONIQUE SADEQ DU QUÉBEC INCORPORÉE (LA) 6032
SOCIÉTÉ DE GESTION IMMOBILIÈRE AUTOUR DE LA VILLE INC. (LA) 6032
SOCIÉTÉ DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION JOURNALISTIQUES INC. 6033
SOCIÉTÉ DES VINS ET SPIRITUEUX CANA DU QUÉBEC INC. (LA) 6033
SOFILTEX INC. 6033
SOMI INC. 6033
SONVA DEVELOPMENT CORPORATION LTD. 6026
SOPRIV INC. 6033
SOUDURE GILLES BELLEHUMEUR INC. 6033
SPORTS APOLLO LTÉE (LES) 6033
TABAGIE PIERROT INC. 6033
TAFLER INSURANCE AGENCY INC. 6024
TAPIS J.R. ALLARD INC. 6033
THISTLE MANOR RECREATIONAL CLUB 6025

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

Page

AVIS DE DISSOLUTION ÉVENTUELLE DE CORPORATIONS — *suite*

TRANSPORT BRUNET & RABY INC. 6033
TRIUMPH ELECTRIC CO. LTD. 6026
TURRET DEVELOPMENT CORPORATION 6033
UKRAINIAN SOCIAL CENTRE OF QUÉBEC INCORPORATED 6025
UNION CUSTOMS BROKERS INC. 6033
UNION DANTE AGENCE D'ASSURANCE GÉNÉRALE LTÉE 6033
UNION DANTE GENERAL INSURANCE AGENCY LTD. 6033
VALENTINE FOODS LIMITED 6033
VALVON ENTERPRISES INC. 6033
VELMONT INVESTMENTS INC. 6033
VERDON, CAHAY, LABELLE & ASSOCIÉS INC. 6033
VIAU & BÉLAIR INC. 6033
VILLE MARIE OFFICE FURNITURE LTD. 6024
VINET & FRÈRE INC. 6033
W.T.C. QUÉBEC WORLD TRADE CENTRE LIMITED 6025

LETTRES PATENTES ANNULÉES

ACTION DÉTENU DE MONTRÉAL INC. 6034
ALLIANCE DES CHORALES DES LAURENTIDES 6034
ALLIANCE MUNICIPALE DE STE-ADÈLE INC. (L') 6034
AMABELISH FISHING AND GAME CLUB OF SPRINGSFIELD, MASS., U.S.A. 6034
ANIMATION CULTURELLE VILLERAY 6034
ARÉNA RÉGIONALE COMMUNAUTAIRE DE LAVALTRIE, LANORAIE, SAINT-SULPICE 6034
ASSOCIATION ALIMENT-TERRE INC. 6034
ASSOCIATION COMMERCE MIRABEL INC. 6034
ASSOCIATION DE BASEBALL MINEUR DE ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE INC. 6034
ASSOCIATION DE CHASSE ET PÊCHE DE LEMOYNE INC. 6034
ASSOCIATION DE LA FAUNE DE CAMPBELL'S BAY 6034
ASSOCIATION DE RÉALISATIONS COMMUNAUTAIRES A.R.C. 6034
ASSOCIATION D'ENTRAIDE CENTURIONS 6034
ASSOCIATION DES ANCIENS DE MARKETING DU CEGEP MAISONNEUVE 6035
ASSOCIATION DES CHERCHEURS EN ÉNERGIE NATURELLE DE L'OUTAOUAIS — ACENO 6035
ASSOCIATION DES CITOYENS DE MONTCALM-CENTRE (L') 6035
ASSOCIATION DES CITOYENS DE MONT-ST-HILAIRE NORD 6035
ASSOCIATION DES DELTAPLANISTES DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN INC. 6035
ASSOCIATION DES HANDICAPÉS DU COMTÉ BONAVENTURE INC. (L') 6035
ASSOCIATION DES HANDICAPÉS RESPIRATOIRES DE QUÉBEC INC. 6035
ASSOCIATION DES LOCATAIRES F.P.M. (FULLUM-PARTHENAIS-MESSIER) 6035
ASSOCIATION DES MARCHANDS DES MONTS INC. 6035
ASSOCIATION DES MARCHANDS DU VIEUX ST-SAUVEUR-DES-MONTS INC. 6035
ASSOCIATION DES MEMBRES DU TERRITOIRE CHASSE & PÊCHE BEAU-SOLEIL 6035
ASSOCIATION DES PARENTS DE L'ÉCOLE NOTRE-DAME-DE-FOY INC. (L') 6035
ASSOCIATION DES PÊCHEURS DE CAP-CHAT ENR. 6035
ASSOCIATION DES PERSONNES DU TROISIÈME ÂGE DE PINCOURT 6035
ASSOCIATION DES POMPIERS VOLONTAIRES DE ST-AMABLE 6035
ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CHATELETS À BOISBRIAND 6035
ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU DOMAINE MORIN INC. (L') 6035
ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DU LAC LABRIE 6035
ASSOCIATION DES RELIEURS DE BIBLIOTHÈQUE DU QUÉBEC 6035
ASSOCIATION DES RÉSIDANTS DU QUARTIER DEZIEL DE LÉVIS INC. 6035
ASSOCIATION DES REVENDEURS EN MACHINISME AGRICOLE DU QUÉBEC 6036
ASSOCIATION DES ROMAINS DE MONTRÉAL INC. 6036
ASSOCIATION DU HOCKEY SOCIAL DE MATAGAMI, P.Q. 6036
ASSOCIATION DU RÉSERVOIR GOUIN INC. 6036
ASSOCIATION ITALIENNE RIVE SUD (A.I.R.S.) INC. 6036
ASSOCIATION MULTI-INTER SERVICES INC. 6036
ASSOCIATION NATIONALE D'AIDE AUX HANDICAPÉS INC. 6036
ASSOCIATION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE BEAUPRÉ 6036
ASSOCIATION POUR LE PLANNING DES NAISSANCES DE LAURENTIDES-LANAUDIÈRE INC. 6036

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

Page

LETTRES PATENTES ANNULÉES — *suite*

ASSOCIATION PROSQUASH QUÉBEC 6036
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE POUR LES SURDOUÉS 6036
ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DE CHUTE-AUX-OUTARDES INC. 6036
ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DE LITCHFIELD INC. 6036
ASSOCIATION RÉCRÉATIVE DU PARC NATIONAL DE LA MAURICIE INC. 6036
ASSOCIATION RÉGIONALE DE VOLLEY-BALL ABITIBI-TÉMISCAMINGUE INC. 6036
ASSOCIATION SOCIO-CULTURELLE DES BOIS-FRANCS INC. (L') 6036
AVENTURE SOLEIL INC. 6036
BOUTIQUE UNISEXE MARYSE K. INC. 6036
BRASSARD & FORTIN INC. 6036
CENTRE DE DÉFENSE DES CONSOMMATEURS DE L'OUTAOUAIS INC. 6036
CENTRE DE PIERRES ET BRIQUES DU CAP-DE-LA-MADELEINE INC. 6036
CENTRE DE RECHERCHE ET D'ÉTUDE POUR UNE VIE CRÉATIVE 6037
CENTURIONS MUTUAL AID ASSOCIATION 6034
CERIM 6037
CLUB AUTOMOBILE DE PORT-CARTIER (C.A.P.C.) INC. 6037
CLUB AUTOMOBILE TRIUMPH CANADA 6037
CLUB CÉBISTE COMMANDO SAINT-JEAN IBERVILLE INC. 6037
CLUB D'ATHLÉTISME BUSARD INC. 6037
CLUB DE BALLE LENTE DE LA MAURICIE 6037
CLUB DE BALLE MOLLE DU RANCH EL BEN INC. 6037
CLUB DE CHASSE ET PÊCHE VERA INC. 6037
CLUB DE RADIO CIBOULETTE 6037
CLUB DE RADIO SATELLITE DE GRANBY INC. 6037
CLUB DE SKI DE FOND DE LAVAL 6037
CLUB DE SKI DE FOND DE SHERBROOKE INC. 6037
CLUB DE TIR ARCAPI DE DONNACONA INC. (*Erratum*) 6092
CLUB DE YACHT CHIBOUGAMAU INC. 6037
CLUB D'ÉCHECS CAMPI DE VALLEYFIELD INC. 6037
CLUB DES CAVALIERS DE LA RIVE-SUD INC. (LE) 6037
CLUB DES 50 SEPT-ÎLIENS (LE) 6037
CLUB DES RAQUETTEURS DE STE-THÉRÈSE-DE-LA-GATINEAU, INC. 6037
CLUB DU CHIEN DRESSÉ DEBKO INC. 6037
CLUB ENDURO B.C.H. 6037
CLUB FRATERNEL DES POMPIERS DU QUÉBEC INC. 6037
CLUB LES AILERONS DE PORT CARTIER INC. 6037
CLUB LES CANONNIERS DE LA LIÈVRE INC. 6038
CLUB LES PATTES AUX FESSES (P.A.F.) 6038
CLUB OLYMPIQUE (LE) 6038
CLUB Q.S.L. JEANNOT LAPIN 6038
CLUB RADIO AMATEUR CARREFOUR ST-LIN 6038
CLUB RADIO DELTA PLUS INC. 6038
CLUB SOCIAL ASTÉRIX 6038
CLUB SOCIAL DES VOYAGEURS DE COMMERCE 6038
CLUB SOCIAL D'HUBERT INC. (LE) 6038
CLUB SOCIAL L'ODYSSÉE INC. (LE) 6038
CLUB SPORT ET SANTÉ STE-FOY QUÉBEC INC. 6038
CLUB SPORTIF DES QUATRE VALETS INC. (LE) 6038
CLUB URGEL DEMERS 6038
COLLECTIF CULTUREL DU CARCAJOU (LE) 6038
COMITÉ D'ACTION PLEIN AIR DE LAVAL 6038
COMITÉ D'ANIMATION COMMUNAUTAIRE VAL BOISE 6038
COMITÉ DE CITOYENS DE LAUZON 6038
COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA MARTRE DE GASPÉ 6038
COMITÉ DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE RIMOUSKI INC. (LE) 6038
COMITÉ DE LOCATAIRES DES HABITATIONS DE ST-MICHEL-NORD 6038
COMITÉ DES CITOYENS ST-ACHILLÉE, ST-IGNACE 6039
COMITÉ DES FÊTES DU PATRIMOINE DE TERRASSE-VAUDREUIL (LE) 6039
COMITÉ DES FÊTES POPULAIRES DE POINTE-AUX-TREMBLES ET MONTRÉAL-EST INC. 6039

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES

Page

LETTRES PATENTES ANNULÉES — *suite*

COMITÉ ORGANISATEUR SOCIO-CULTUREL ET HISTORIQUE DE STE-ANNE-DES-PLAINES 6039
COMPAGNIE DE LA 2e SCÈNE DE VAL D'OR 6039
CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE PONTIAC INC. (LE) 6039
CONSEIL DE QUARTIER NO 12 DE GATINEAU INC. 6039
CORPORATION DES FÊTES DU 125e ANNIVERSAIRE DE ST-SAUVEUR-DES-MONTS (LA) 6039
CORPORATION DES POTAGERS LAVALLOIS INC. (LA) 6039
CORPORATION D'HABITATION 1037 ST-DENIS INC. (LA) 6039
CORPORATION DU CLUB RECRÉATIF DESJARDINS INC. (LA) 6039
CORPORATION JEUDO DE VICTORIAVILLE INC. 6039
COUSCHARL LTÉE 6039
CULTURLUTTE INC. 6039
DÉCORS MONTREUIL INC. (LES) 6039
ÉDITIONS QUÉBEC 89 INC. (LES) 6039
ÉLECTRONIQUE G.J. INC. 6039
ENTREPÔT ILLIMITÉ INC. 6039
ENTREPRISES F. GOULET INC. (LES) 6039
ENTREPRISES JONCAS ET NICOLAS LTÉE (LES) 6039
ENTREPRISES LAURENT CHAPUT INC. (LES) 6040
ÉQUIPE DE L'ESPOIR (L') 6040
ÉTALAGE M.L. INC. 6040
EUCALYPTUS MUSICAL GROUP INC. 6040
EXCAVATION J. B. M. LTÉE 6040
FAMILLES MONOPARENTALES DE CHANDLER INC. 6040
FÉDÉRATION DE SAVATE DU QUÉBEC INC. 6040
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS RÉGIONALES DE CURLING DU QUÉBEC INC. (LA) 6040
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE HOCKEY SUR GLACE RÉGION LAC ST-LOUIS 6040
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DE HOCKEY SUR GLACE RÉGION RICHELIEU 6040
FÊTES NATIONALES DES CANTONS INC. (LES) 6040
FONDATION CAECITAS INC. 6040
FONDATION DU PSORIASIS ET AUTRES MALADIES DE LA PEAU (LA) 6040
GALERIE D'ART L'ESCALIER 6040
GESTIONS CARSI INC. (LES) 6040
GROUPE DE RESSOURCES EN HABITATION DE VIAU 6040
GROUPE D'ÉTUDE PRÉ-MORONTIEN 6040
GROUPE MUSICAL EUCALYPTUS INC. 6040
GROUPE S.E.R.T. INC. 6040
GROUPEMENT CULTUREL TARMAC INC. (LE) 6040
HABITATIONS PASPÉBIAC INC. (LES) 6040
HÉBERGEMENT AMOZITE INC. 6040
IMMEUBLES S.N. INC. (LES) 6040
INFORMATION JURIDIQUE SECTION PONTIAC 6040
INTÉGRATION QUÉBEC-MONDE INC. 6041
JEUNESSE ATHLÉTIQUE DE VERDUN 6041
KIRKLAND OLDTIMERS HOCKEY LEAGUE INC. 6041
LE RICHE & LANGEVIN CATERER'S INC. 6043
LEGAULT (R.J. & P.) INC. 6041
LIGUE DE BALLE LENTE DE PINCOURT INC. 6041
LIGUE DE BALLE LENTE LES RESSORTS INC. 6041
LIGUE DE BALLE-MOLLE DU SECTEUR-OUEST DE NEUFCHATEL INC. 6041
LIGUE DE BALLE-MOLLE LES SIEURS DE BOUCHERVILLE INC. 6041
LIGUE DE BALLON SUR GLACE DE LA HAUTE-GATINEAU, INC. 6041
LIGUE DE BALLON SUR GLACE INTER-CAISSES INC. 6041
LIGUE DE HOCKEY DES VÉTÉRANS DE KIRKLAND INC. 6041
LIGUE DE HOCKEY POP DE TERREBONNE INC. 6041
LIGUE DE VOLLEY-BALL DE LA RIVE-SUD INC. (LA) 6041
LOISIRS FASBRI INC. (LES) 6041
M.L. DISPLAY INC. 6040
MAISON DE L'ESPOIR INC. 6041
MAISON DE SOBRIÉTÉ DE LOUISEVILLE INC. 6041
MAISON ST-LOUIS DE CHICOUTIMI INC. 6041

RENSEIGNEMENTS SUR LES COMPAGNIES — LOI CONCERNANT LES LETTRES PATENTES ANNULÉES — *suite*

Page

MATÉRIAUX P.M.E. INC. 6041
MÉTIERS D'ART DU CENTRE DE LA MAURICIE INC. 6041
MOUVEMENT POUR DES ÉCOLES PUBLIQUES AUTONOMES 6041
MOUVEMENT SAUVONS SARAGUAY INC. 6041
OEUVRE DES LOISIRS DE STE-MARGUERITE-MARIE INC. (L') 6041
OPUS 2000 INC. 6042
PARENTS-SECOURS ST-EUSTACHE 6042
PIERRE-STEPHANE PROMOTIONS INC. 6042
PINCOURT SENIOR CITIZENS' ASSOCIATION 6035
PLAGE DU VIEUX MOULIN INC. (LA) 6042
PRODUCTIONS DÉSIR-PLAISIR INC. (LES) 6042
PRODUCTIONS DU CORPS MORT INC. (LES) 6042
PROMOTIONS PIERRE-STÉPHANE INC. (LES) 6042
PUBLICITÉ R.G. INC. 6042
QUÉBEC PROSQUASH ASSOCIATION 6036
R.G. PUBLICITY INC. 6042
RADIO 6 MILLE ISLES 6042
RASSEMBLEMENT POPULAIRE DE ST-JEAN-CHRYSOSTOME 6042
RÉCEPTION DES NÉO-QUÉBÉCOIS DANS L'OUTAOUAIS INC. 6042
REGROUPEMENT ANTI-PAUVRETÉ DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN & CHIBOUGAMEAU-CHAPAIS INC. 6042
RELAIS DE LA CÔTE INC. 6042
RÉSIDENCE DES ÎLES INC. 6042
RESTAURANT EDDY CROTEAU INC. 6042
RESTAURANT LE COQ JOYEUX INC. 6042
RIVE-SUD À BÉCANE 6042
S.A.D. TRANSPORT INC. 6043
SACERF DE LA BRÛLÉE INC. 6042
SALON DE LA PEINTURE QUÉBÉCOISE (LE) 6042
SEARCH CENTRE FOR CREATIVE LIVING AND CREATIVE LEARNING 6037
SERVICE D'ACCUEIL ET DE RÉFÉRENCE POUR LES IMMIGRANTS DANS L'OUTAOUAIS 6042
SERVICES D'ÉGOUTS ESTRIE LTÉE 6042
SERVICES TECHNIQUES DUFRESNE, GOUDREAULT & TROTTIER INC. 6043
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CÉRAMIQUE, POTERIE-VERRERIE DES ÎLES-DE-LA MADELEINE INC. 6043
SOCIÉTÉ DE GESTION DENIS BERGERON INC. (LA) 6043
SOCIÉTÉ DE GESTION INNOVEST INC. 6043
SOCIÉTÉ DES PETITS CONCERTS DE MONTRÉAL (LA) 6043
SOCIÉTÉ ORGANISATRICE DES FÊTES POPULAIRES ST-LOUIS-DE-FRANCE 6043
SOCIÉTÉ ZOOLOGIQUE DU DOMAINE CONSTANTINEAU INC. 6043
SONARIUM LTÉE 6043
TABAGIE, DÉPANNEUR VERSAILLES INC. 6043
TAPIS MONA INC. (LES) 6043
THÉÂTRE FACE À FACE 6043
TOURNOI DE BALLE-MOLLE PERREAULT-MAROTTE INC. 6043
TOURNOI GILLES MAROTTE INC. 6043
TRAITEURS LE RICHE & LANGEVIN INC. 6043
TRANSPORT S.A.D. INC. 6043
TRICENTENAIRE DE CAP-SANTÉ 6043
TROUPE DE BALLET-JAZZ LAVAL INC. 6043
TROUPE DE THÉÂTRE DU TRÉCARRÉ INC. (LA) 6043
TROUPE MARIA-DU-LAC INC. (LA) 6043
UNLIMITED WHAREHOUSE INC. 6039
VILLAGE OLYMPIQUE (LE) 6043

REPRISE D'EXISTENCE (AVIS DE)

FÉDÉRATION DIOCÉSAINE DE MONTRÉAL DE LA JEUNESSE OUVRIÈRE CATHOLIQUE DU CANADA INCORPORÉE 6034

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC — LOI SUR LA

Page

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION LA SARRE (*Erratum*) 6093

SOCIÉTÉS DE PRÊTS ET DE PLACEMENTS — LOI SUR LES

GRANVILLE SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE ET D'HYPOTHÈQUES (*Changement de siège social*) 6071

SOCIÉTÉS D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE — LOI SUR LES

CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE DRUMMOND (*Erratum*) 6093

SOUMISSIONS — DEMANDES DE

LA SARRE, VILLE 6071
LAC-SAINT-CHARLES, MUNICIPALITÉ 6072
SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU, VILLE 6072

SYNDICATS PROFESSIONNELS — LOI SUR LES

SYNDICAT DES ENSEIGNANTS DE LAVAL (*Changement de nom*) 6073

VENTE(S) PAR SHÉRIF

ABITIBI

BANQUE ROYALE DU CANADA c. ETZKORN 6074

BEDFORD

OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC (L') c. BOUCHER 6074

FRONTENAC

BANQUE NATIONALE DU CANADA c. WILLARD *ET AL.* 6075
CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE L'AMIANTE (LA) c. DOMAINE ST-MARTIN LTÉE *ET AL.* 6075
CAISSE POPULAIRE ST-DÉSIRÉ DU LAC NOIR (LA) c. DODIER 6076
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC (L') c. THIVIERGE *ET AL.* 6076

HAUTERIVE

IMMEUBLES HOUSEHOLD LTÉE (LES) c. AUCLAIR 6077

LABELLE

BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL c. STE-MARIE 6078
LABELLE, MUNICIPALITÉ c. GODARD 6078
WHEAR (C. & E.) LTÉE c. LANTHIER 6079

MINGAN

BANQUE DE MONTRÉAL (LA) c. TAPIDÉCO INC. 6079
CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE SEPT-ÎLES (LA) c. ANDERSON *ET AL.* 6080

MONTRÉAL

A.P.F. CROTONE LTÉE c. STRUG 6080
BANQUE NATIONALE DU CANADA c. GENDRON 6081
FIDUCIE DU QUÉBEC c. SANGOLLO *ET AL.* 6081
GAETANO c. DRANIAS *ET AL.* 6082

ROBERVAL

FERLAC INC. c. VALLÉE 6082

SAINT-FRANÇOIS

CAISSE POPULAIRE DE ST-ISIDORE D'AUCKLAND c. INKEL *ET AL.* 6083
COMPAGNIE SHERBROOKE TRUST (LA) c. MONTMIGNY 6083
OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC (L') c. LES SERRES CARON & FRÈRES INC. 6084

VENTE(S) PAR SHÉRIF — *suite*

Page

TERREBONNE

BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT (LA) c. LES CROQUETTES DES SOURCES INC *ET AL.* 6085
CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE STE-AGATHE c. DURACA INC. *ET AL.* (*Erratum*) 6093
CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE STE-AGATHE c. LA GRAVIÈRE PONTBRIAND INC. *ET AL.* (*Erratum*) 6093
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6086
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6086
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6087
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6087
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6088
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6088
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6089
TRUST GÉNÉRAL DU CANADA c. CIARRONI *ET AL.* 6089

VENTE(S) POUR TAXES

ASBESTOS, VILLE 6090
MAPLE-GROVE, VILLE 6090
WATERVILLE, VILLE 6091